

BILAN DE L'ACTIVITE DU FGAS POUR LA GENERATION 2015

1. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES POUR LA GENERATION 2015 : PREAMBULE.....	2
2. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES EN METROPOLE POUR LA GENERATION 2015.....	6
2.1 L'ENSEMBLE DES OPERATIONS PAS DE LA GENERATION 2015.....	6
2.2 LES OPERATIONS PAS SEULS DE LA GENERATION 2015.....	27
2.3 LES OPERATIONS COMBINANT PAS ET PRETS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2015 :	53
2.4 LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2015.....	70
3. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER POUR LA GENERATION 2015.....	74
3.1 OPERATIONS PAS DOM SEULS DE LA GENERATION 2015	74
3.2 OPERATIONS PAS ET PTZ GARANTIS DE LA GENERATION 2015	75
3.3 ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM	76
4. ANNEXES	77

1. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS

GARANTIES POUR LA GENERATION 2015 :

PREAMBULE

Tout comme les bilans des années 2013 et 2014, ce bilan est effectué à partir du nombre d'opérations financées par des prêts garantis et non pas le nombre de prêts. Ceci est dû au fait qu'au cours du temps certains établissements de crédit ont eu de plus en plus recours à la pratique qui consiste à déclarer à la SGFGAS plusieurs prêts pour une même opération. La présentation porte donc sur les logements financés et non sur le nombre de prêts concourant au financement desdits logements. Compte tenu par ailleurs des différences entre les différentes combinaisons de prêts garantis, on abordera successivement pour la métropole :

1. l'ensemble des opérations PAS (réunion des deux catégories ci-dessous pour l'essentiel)
2. les opérations PAS seuls (i.e. financées exclusivement par des PAS)
3. les opérations financées par un ou plusieurs PAS et un PTZ garanti
4. les opérations financées par un éco-prêt (avec ou sans PAS)

Nombre d'opérations garanties en France métropolitaine et DOM

2015	Nombre d'opérations	Coût moyen opération (€)
PAS sans PTZG et sans EcoPTZG	49 025	162 750
PAS et PTZG (sans ECOPTZG)	23 804	188 607
PAS et EcoPTZG (sans PTZG)	37	118 131
Ensemble des opérations PAS	72 868	171 175
	Nombre de prêts	Coût moyen des travaux*
EcoPTZG seul	297	19 587

(*)Effectif exploitable 295 sur 297

Nombre d'opérations garanties en France métropolitaine

2015	Nombre d'opérations	Coût moyen opération (€)
PAS sans PTZG et sans EcoPTZG	48 631	162 793
PAS et PTZG (sans EcoPTZG)	23 551	188 620
PAS et EcoPTZG (sans PTZG)	37	118 131
Ensemble des opérations PAS	72 221	171 193
	Nombre de prêts	Coût moyen des travaux*
EcoPTZG seul	297	19 587

()Effectif exploitable 295 sur 297*

Nombre d'opérations garanties en DOM

2015	Nombre d'opérations	Coût moyen opération (€)
PAS sans PTZG et sans EcoPTZG	394	157 437
PAS et PTZG (sans EcoPTZG)	253	187 361
PAS et EcoPTZG (sans PTZG)	0	-
Ensemble des opérations PAS	647	169 138
	Nombre de prêts	Coût moyen des travaux
EcoPTZG seul	0	-

On trouvera un développement spécifique aux départements d'outre-mer dans la partie 2 du bilan.

Méthodologie de la construction des opérations FGAS

Pour pouvoir rattacher différents prêts à une même opération, on considère que dans le système d'information du FGAS, ils doivent avoir en commun les caractéristiques suivantes¹ :

- l'établissement émetteur
- le type d'objet du prêt de l'opération²
- le code Insee du logement
- le montant d'opération
- le montant annuel revenu d'éligibilité au FGAS
- la zone du lieu d'implantation de l'opération
- le nombre de personnes dans le ménage
- la CSP
- l'année d'émission

Les caractéristiques d'une opération sont les suivantes :

- la génération est celle du premier prêt mis en force.
- la durée de l'endettement (i.e. de la phase accession dans le cas général mis à part les prêts travaux seuls) est caractérisée par la durée du prêt le plus long.
- une opération est considérée à taux fixe si tous les prêts la composant le sont.
- le montant prêté d'une opération correspond à la somme des montants prêtés des prêts garantis pour cette opération.

Certains établissements font deux voire quatre déclarations distinctes à la SGFGAS lorsque le prêt PAS est à taux révisable avec une partie fixe (prêt mixte) ou lissé, ce qui a pour effet d'augmenter artificiellement le nombre de prêts dans le système d'information, et par voie de

¹ Une tolérance est également admise lorsqu'une et une seule des caractéristiques est différente (excepté pour l'établissement émetteur, et limité à une faible différence pour le montant d'opération et l'année d'émission)

² Pour les éco-prêts associés à des PAS le type d'opération est celui du PAS rattaché

conséquence la production des établissements concernés. Cette pratique a eu tendance à se développer depuis quelques années. Il a donc été décidé à partir de 2013 de modifier le bilan en prenant en compte cette pratique.

En raisonnant par opérations financées et non plus par prêts, le bilan rend mieux compte des logements effectivement financés et des ménages emprunteurs via le dispositif des prêts garantis.

Cette présentation n'a pas d'impact sur les montants (globaux) de prêts garantis, par contre elle fiabilise les montants moyens par logement financé (i.e. opération)

Les graphiques sur les taux d'intérêts réalisés dans le bilan sont quant à eux établis à partir du prêt le plus important en terme de montant, pour les caractéristiques suivantes : durée, date de l'offre sont dans ce cas ceux du prêt ayant le montant le plus élevé. Ainsi, ce prêt caractérise l'opération. Le taux nominal et le TEG d'une opération sont pondérés par le montant de chaque prêt participant à l'opération.

Le tableau ci-dessous montre les caractéristiques de l'ensemble des opérations PAS dans le neuf et dans l'ancien :

<i>Ensemble des opérations PAS en 2015</i>	Nombre d'opérations	Coût moyen opération (€)	Taux d'intérêt nominal moyen	Durée moyenne
dans le neuf	26 588	192 947	2,63	24 ans et 10 mois
dans l'ancien	46 280	158 664	2,43	21 ans et 10 mois

2. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS

GARANTIES EN METROPOLE POUR LA

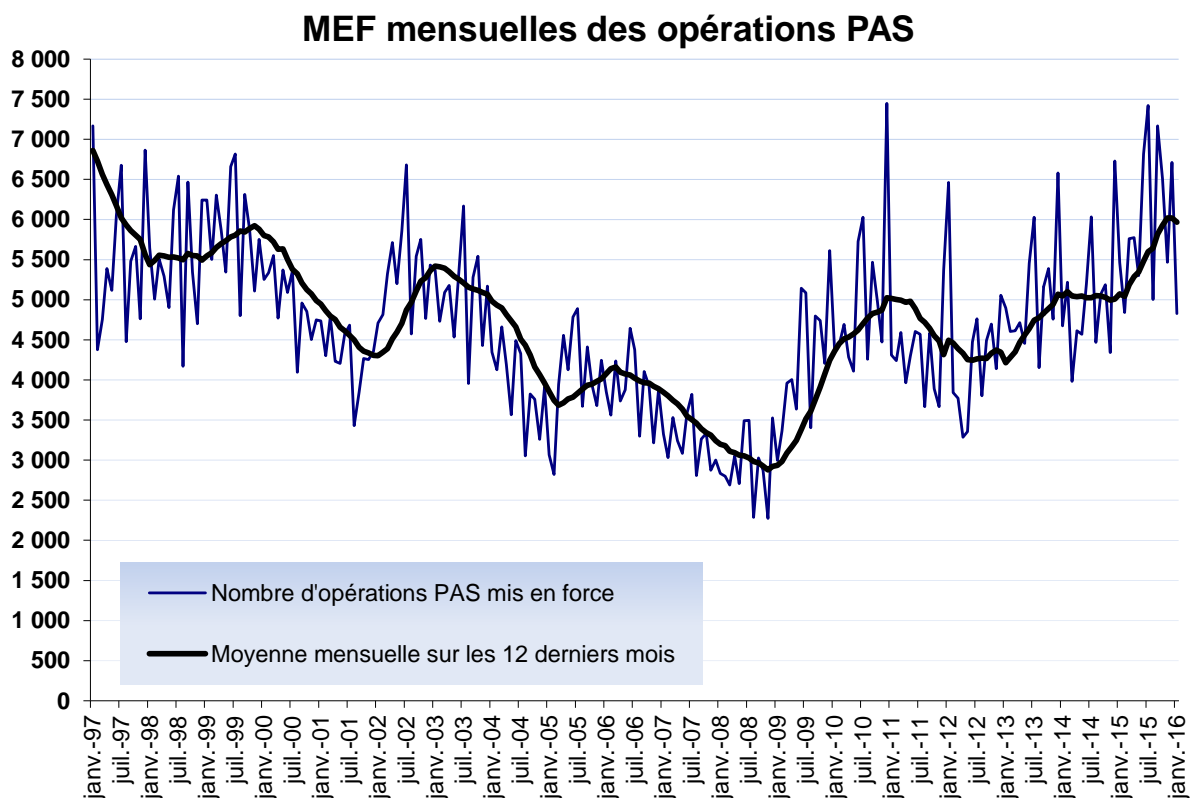
GENERATION 2015

2.1 L'ENSEMBLE DES OPERATIONS PAS DE LA GENERATION 2015

La génération 2015 compte 72 221 opérations financées par au moins un PAS (appelées dans ce qui suit « opération PAS ») en métropole pour un montant prêté global de 10,2 Mds d'euros. Fin 2015, le FGAS comptait 1 231 545 opérations PAS en Métropole pour un montant total de crédits de 116,4 Mds d'euros (informations parvenues à la SGFGAS au 16 février 2016).

Génération du 1er prêt mis en force	Nombre d'opérations PAS	Montant garanti (M€)
1993	8 791	341.1
1994	39 192	1 549.4
1995	37 263	1 584.4
1996	81 223	4 216.8
1997	66 782	3 910.0
1998	65 943	4 229.6
1999	70 574	5 010.3
2000	59 892	4 325.4
2001	51 655	3 907.1
2002	64 367	5 291.8
2003	60 817	5 392.6
2004	47 520	4 512.4
2005	48 142	4 987.8
2006	55 806	6 296.0
2007	30 517	3 557.2
2008	34 830	4 024.4
2009	50 945	6 194.8
2010	60 273	7 535.8
2011	51 765	6 516.3
2012	52 141	6 705.1
2013	60 809	8 050.8
2014	60 076	7 968.6
2015	72 221	10 247.2
Total	1 231 545	116 355

Après avoir connu un pic en 2002 avec 64 367 opérations PAS, le nombre d'opérations mises en force (MEF) a décru jusqu'en 2007 (30 517) pour augmenter de nouveau à 60 273 opérations PAS en 2010. En 2011 et 2012, le nombre d'opérations PAS baisse autour de 52 000 puis croît autour de 60 000 en 2013 et 2014 puis augmente à nouveau en 2015 à 72 221 soit une augmentation de 20,2% du nombre d'opérations. La moyenne mensuelle en 2015 est de 6 018 opérations PAS mises en force (contre 5 006 en 2014) avec un maximum de 7 420 opération en juillet 2015.

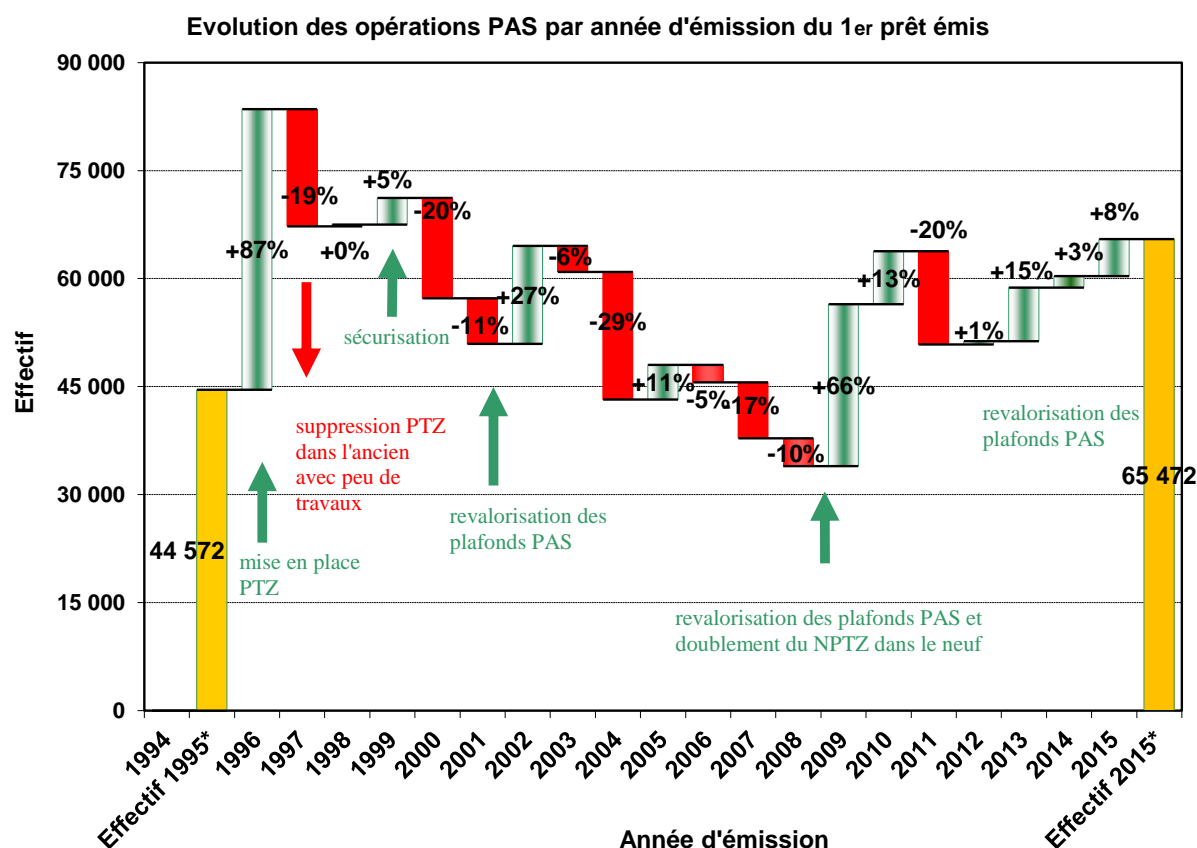


Pour la génération 2015, le montant moyen des prêts garantis est de 141 887€ (en faible baisse de 7,0% par rapport à 2014) pour un coût d'opération également en augmentation à 171 193 € (+6,2%), et une quotité globale de financement de 82,9% supérieure à celles de 2014 (82,3%) et 2013 (82,5%).

Les emprunteurs ont un revenu mensuel moyen plus important en 2015 avec 2 609 € ; en croissance depuis 2011 : augmentation de 5,9% de 2011 à 2012, de 4,4% de 2012 à 2013, de 1,6% de 2013 et 2014 et de 5,8% de 2014 à 2015.

Le graphique ci-après illustre les impacts des réformes qui ont influencé les émissions des PAS depuis 1994 :

- 1996 : Création du prêt à 0% qui a entraîné une hausse spectaculaire et inégalée de la distribution des PAS de +87% sur un an.
- 1999 : Le démarrage de la sécurisation des prêts garantis a eu un effet positif, mais moins ample : +5% sur un an ;
- novembre 2001 : Revalorisation des plafonds des PAS. C'est l'année suivante que cette réforme porte ses fruits : la production des PAS est en progression très forte, atteignant +27% ;
- la création du NPTZ avec l'extension à l'ancien sans travaux relance la distribution des PAS en 2005 : +11% sur un an ;
- novembre 2008 : Revalorisation des plafonds PAS (alignement sur ceux du NPTZ). C'est l'année suivante que cette réforme montre ses effets ;
- 15 janvier 2009 : Doublement du NPTZ dans le neuf ;
- 1^{er} avril 2009 : Création de l'éco-prêt à taux zéro qui peut bénéficier de la garantie du FGAS pour les ménages sous plafonds de ressources PAS ;
- janvier 2010 : Modification des plafonds PAS à la baisse (alignement sur ceux des PLUS) ;
- juillet 2010 : Fin en sifflet du doublement du NPTZ dans le neuf ;
- 1^{er} janvier 2011 : Création du PTZ+ qui met fin au NPTZ et au crédit d'impôts sur les intérêts d'emprunt (TEPA) ;
- 1^{er} janvier 2012 : Recentrage du PTZ+ sur le neuf uniquement (ne subsiste plus pour l'ancien que la vente HLM)
- 1^{er} octobre 2014 : Alignement des plafonds de ressources PAS sur ceux du PTZ
- 1^{er} janvier 2015 : Possibilité de faire un PTZ dans l'ancien hors HLM sous condition de travaux dans certaines communes
- 1^{er} janvier 2016 : Ouverture du PTZ ancien sous condition de travaux à l'ensemble des communes



* nombre d'opérations : données de février 2016

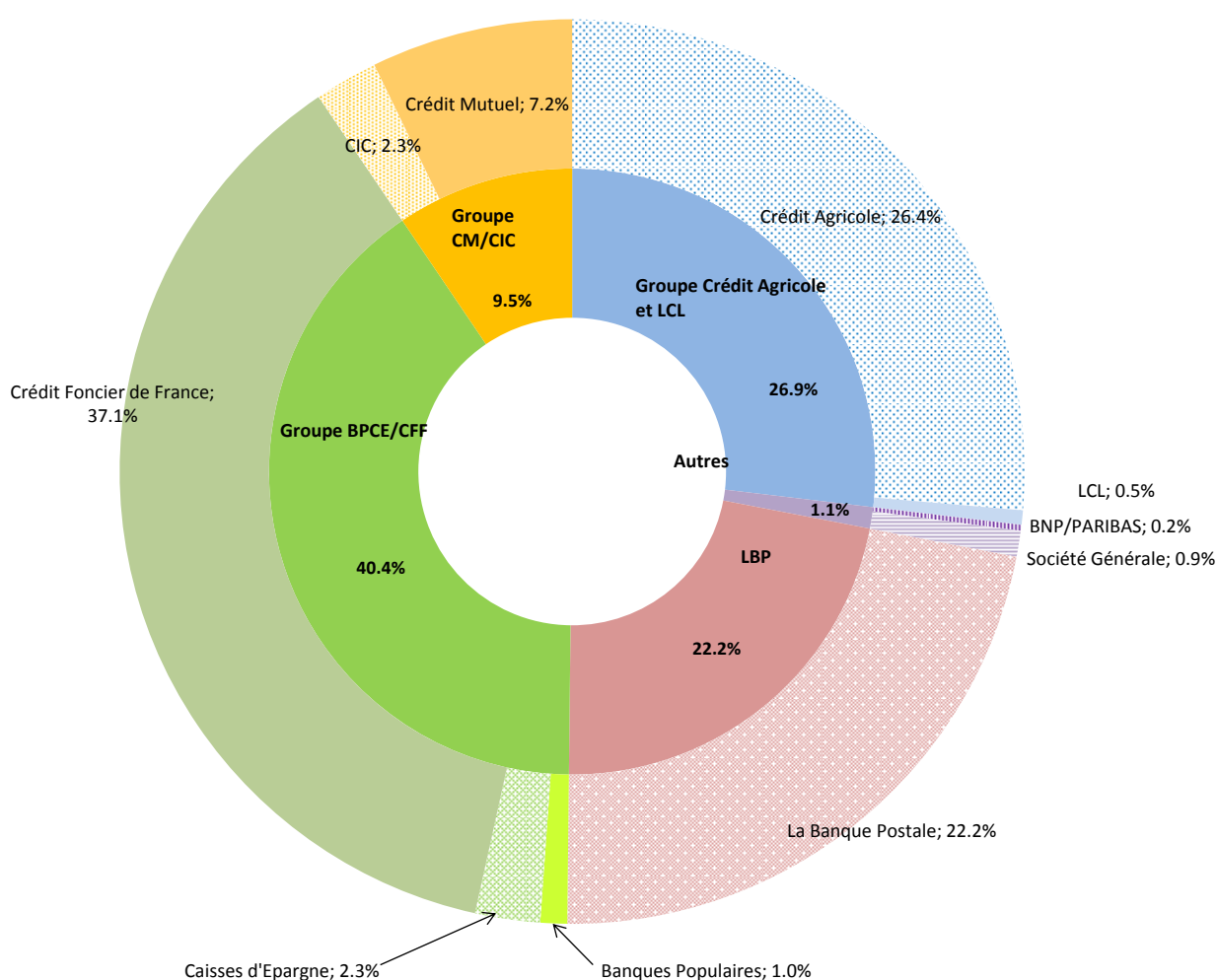
A propos des **émissions** d'opérations PAS en 2015, les chiffres sont encore très provisoires puisque les déclarations d'émission sont loin d'avoir été toutes reçues au 16/03/2016 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est possible voire probable que l'augmentation des opérations PAS en 2015 soit plus importante à cause de ce décalage dans les déclarations.

A noter que pour 2014 il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements (à la hausse).

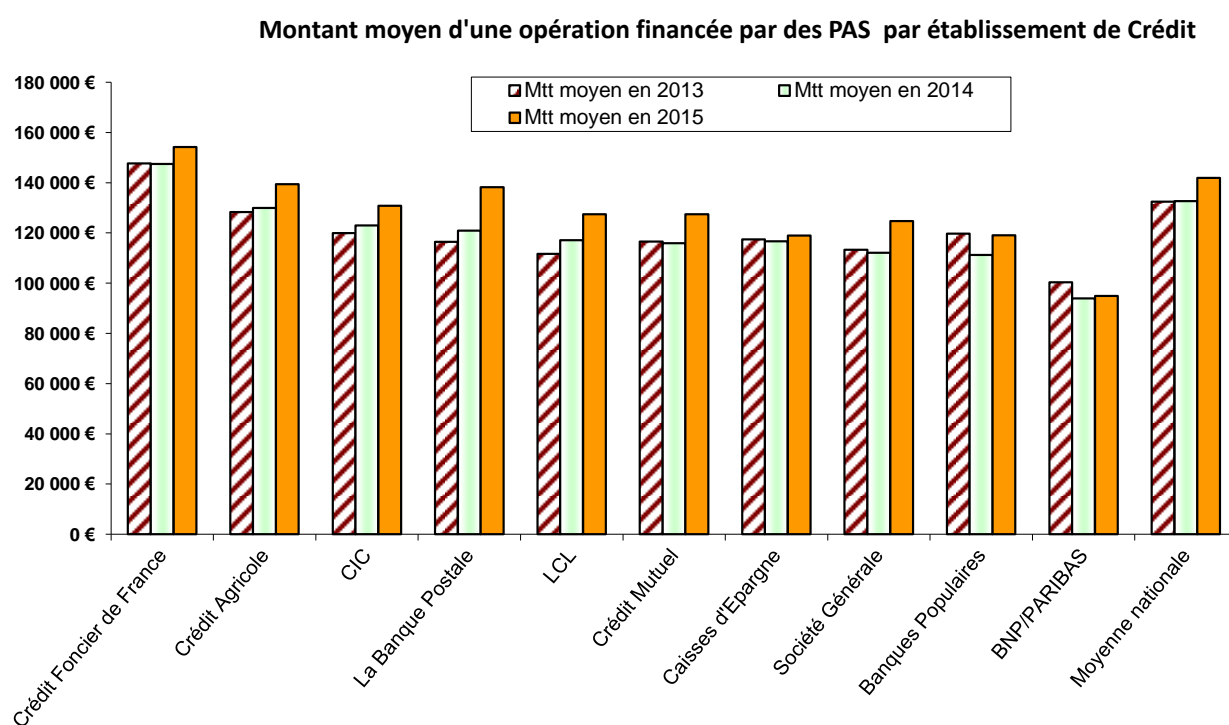
Répartition des opérations PAS par établissement

Le « classement » des établissements est légèrement différent de celui de l'année 2014. Le Crédit Foncier de France reste le premier distributeur de PAS, avec une part de marché (en montants) passant de 43,6% en 2014 à 37,1% en 2015 et un montant prêté en hausse de 9,4%, passant de 3 473M€ à 3 800M€. Le Crédit Agricole est encore en deuxième position avec une part de marché qui progresse légèrement passant de 23,7% à 26,4%. En troisième position, la Banque Postale, nouveau distributeur de PAS depuis décembre 2012, atteint une part de marché de 22,2%, et gagne encore 4,5 points, devant le Crédit Mutuel qui passe de 6,0% à 7,2%. Les Caisses d'Epargne perdent 1,4 point et se retrouvent à égalité avec le CIC (+0,2 point), avec une part de marché à 2,3%, mais reste devant les Banques Populaires et la Société Générale, avec respectivement 1,0% et 0,9% de part de marché.

Parts de marché (en montants) des établissements pour l'ensemble des opérations PAS



Le groupe BPCE/Crédit Foncier distribue 40,4% des montants prêtés pour les opérations PAS (soit 8,0 points de moins par rapport à 2014 avec une hausse du montant prêté de 7,3%) suivi, avec 26,9% par le groupe Crédit Agricole et LCL (en hausse de 2,5 points par rapport à 2014 et une augmentation du montant prêté de 41,8%) puis la Banque Postale (22,2 %, soit une progression de 4,5 points par rapport à 2014.). Avec un montant prêté en hausse de 49,1%, la part de marché du groupe Crédit Mutuel/CIC se situe à 9,5%.



Le montant moyen prêté est en hausse pour l'ensemble des établissements, la hausse allant de +14,3% pour La Banque Postale à +1,1% pour BNP PARIBAS.

Répartition géographique des opérations PAS

La structure régionale des opérations PAS de la génération 2015 n'est pas modifiée par rapport à 2014. Avec 13 693 opérations en 2015, la région Ile de France reste la région où les opérations PAS sont les plus distribuées (19,0% de l'ensemble des opérations PAS). La région Rhône-Alpes reste la seconde région, puisqu'elle représente 13,9% de l'ensemble des opérations PAS distribuées au titre de la génération 2015 (11,7% pour la génération 2014). Dans la région Pays de la Loire, 6 218 opérations PAS sont recensées, soit 8,6% du total national (8,9% pour la génération 2014). La région Provence-Alpes-Côte-d'Azur se classe juste après avec également 8,6% des opérations PAS. Ainsi pour cette génération, les six premières régions concentrent à elles seules 60,8% de l'ensemble des opérations PAS pour 52% de la population française³.

³ Source : [Insee 2013](#)

Evolution des opérations PAS de la génération 2015 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2015/2014	Décomposition de de la variation (*)	Part de la région (montants)
Ile de France	13 693	19.0%	21.1%	4.0%	23.5%
Rhône Alpes	10 034	13.9%	42.8%	5.0%	14.2%
Pays de la Loire	6 218	8.6%	15.9%	1.4%	7.9%
Provence Côte d'Azur	6 176	8.6%	33.2%	2.6%	9.5%
Languedoc Roussillon	4 104	5.7%	25.4%	1.4%	5.5%
Aquitaine	3 660	5.1%	18.5%	1.0%	4.8%
Midi-Pyrénées	3 578	5.0%	21.2%	1.0%	4.5%
Nord	3 304	4.6%	6.2%	0.3%	4.0%
Bretagne	2 851	3.9%	14.6%	0.6%	3.4%
Picardie	2 838	3.9%	8.2%	0.4%	3.7%
Centre	2 651	3.7%	14.6%	0.6%	3.3%
Lorraine	2 193	3.0%	8.3%	0.28%	2.6%
Haute Normandie	1 849	2.6%	13.2%	0.4%	2.5%
Poitou-Charentes	1 629	2.3%	7.4%	0.2%	1.9%
Alsace	1 563	2.2%	35.8%	0.7%	2.2%
Bourgogne	1 519	2.1%	6.1%	0.1%	1.7%
Champagne	1 084	1.5%	6.9%	0.1%	1.3%
Basse Normandie	1 038	1.4%	0.0%	0.0%	1.3%
Franche Comté	712	1.0%	1.3%	0.0%	0.8%
Auvergne	626	0.9%	13.0%	0.1%	0.6%
Limousin	456	0.6%	0.2%	0.0%	0.5%
Corse	445	0.6%	19.9%	0.12%	0.3%
Ensemble	72 221	100%	20.2%	20.2%	100%

(*) Cette colonne correspond à la variation entre 2015 et 2014 par rapport au total de 2014.

La répartition géographique par montants place au premier rang l'Ile-de-France, avec 23,5% des montants prêtés pour les opérations PAS. Cela s'explique à la fois par des coûts d'opération et des quotités d'endettement plus élevés. Les régions Rhône-Alpes avec 14,2% et Provence-Alpes-Côte-d'Azur avec 9,5% restent des régions importantes.

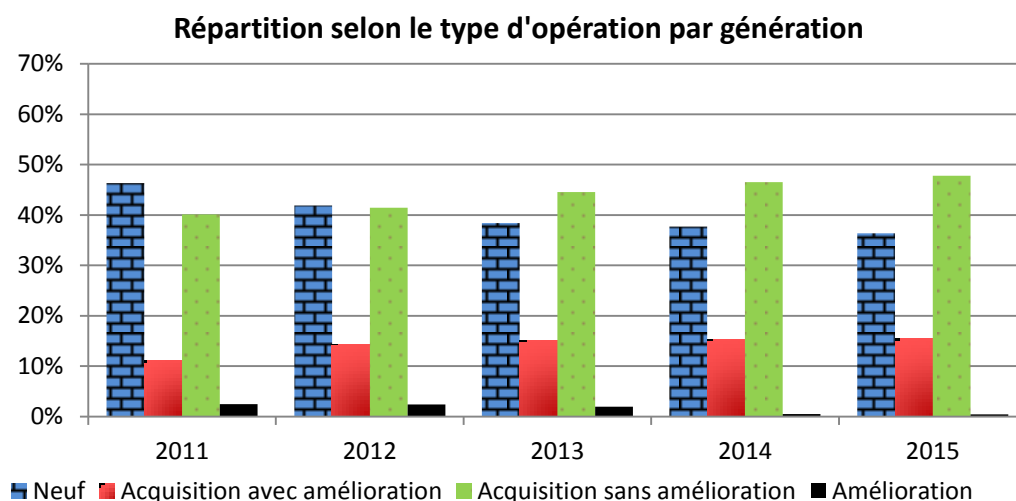
Quant au montant prêté moyen, il va de 75 518 € en Corse à 175 529 € en Ile-de-France.

Caractéristiques des opérations PAS

Le montant moyen de l'opération est en augmentation, passant de 161 133 € pour la génération 2014 à 171 193 € en 2015.

Le graphique ci-dessous montre la **répartition des opérations PAS selon le type d'opération** depuis 2011. En 2015, la part du neuf continue de diminuer tout comme l'amélioration pour atteindre respectivement 36,4% et 0,4%.

En termes d'effectifs, cela se traduit tout de même par une hausse de 16,0% pour le neuf et de 5,0% dans l'ancien. Les parts de l'acquisition seule et avec amélioration augmentent respectivement de 1,3 point et 0,1 point par rapport à 2014 et représentent 47,8% et 15,4% des opérations en 2015. Quant à l'amélioration, sa part baisse par rapport à 2014 (en perte de 0,1 point).



Répartition des opérations PAS par type d'opération

	2013		2014		2015		Evolution	
							13/14	14/15
Construction ou acquisition d'un logement neuf	23 342	38.4%	22 643	37.7%	26 255	36.4%	-3.0%	16.0%
Acquisition avec amélioration	9 193	15.1%	9 185	15.3%	11 146	15.4%	-0.1%	21.4%
Acquisition sans amélioration	27 089	44.5%	27 950	46.5%	34 507	47.8%	3.2%	23.5%
Amélioration	1 185	1.9%	298	0.5%	313	0.4%	-74.9%	5.0%
Ensemble	60 809	100%	60 076	100%	72 221	100%	-1.2%	20.2%

Le montant moyen d'opération (annexe 1) augmente dans le neuf : avec +4,2% en 2015 +2,2% en 2014, +5,1% en 2013. Le coût d'opération de l'amélioration seule diminue légèrement (-0,2% en 2015, -41,4% en 2014, -8,1% en 2013), celui de l'acquisition avec amélioration augmente (+7,2% en 2015) après avoir connu une légère baisse (-2,3% en 2014). Le coût de l'acquisition sans amélioration augmente également en 2015 avec +8,5%, après une baisse de 0,2% en 2014. Comme les années précédentes, le neuf reste la catégorie la plus chère avec un coût moyen d'opération s'élevant à 193 038 € (185 173 € en 2014), suivi par l'acquisition seule à 163 655 € (150 852 € en 2014). Les améliorations seules et les acquisitions avec amélioration ont un coût moyen d'opération respectif de 74 148 € et 145 793 €.

S'agissant de la différenciation de l'Ile-de-France et de la province, le nombre d'opérations PAS distribuées au titre de la génération 2015 augmente de 21,1% en Ile-de-France et de 20,0% en province. Concernant la répartition des opérations selon le type d'acquisition par rapport à l'ensemble, nous constatons une diminution dans le neuf en Ile-de-France et en province (respectivement 32,6% contre 39,4% en 2014 et 37,2% contre 37,3% en 2014) et une augmentation dans l'ancien (67,4% en 2015 contre 60,6% en 2013 et 62,8% en 2015 contre 62,7% en 2011) sauf pour l'amélioration seule passant de 0,2% en 2014 à 0,1% en 2015 dans l'ensemble.

En zone A, on relève 18 195 opérations PAS alors que cet effectif est respectivement de 16 494 en zone B1, 13 816 en zone B2 et 23 716 en zone C.

***Répartition des opérations PAS de la génération 2015 selon le type d'opération
et la distinction Province/ Ile de France***

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	4 468	32.6%	21 787	37.2%	26 255	36.4%
Acquisition avec amélioration	386	2.8%	10 760	18.4%	11 146	15.4%
Acquisition sans amélioration	8 826	64.5%	25 681	43.9%	34 507	47.8%
Amélioration	13	0.1%	300	0.5%	313	0.4%
Ensemble	13 693	100%	58 528	100%	72 221	100%

***Coût moyen d'opération et montant moyen prêté (en €) des opérations PAS de la
génération 2015***

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
	Opération PAS		Opération PAS		Opération PAS	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	230 693	199 931	185 318	157 009	193 038	164 313
Acquisition avec amélioration	200 411	183 170	143 834	125 624	145 793	127 617
Acquisition sans amélioration	200 180	162 573	151 111	119 013	163 655	130 155
Amélioration	80 370	73 108	73 878	61 890	74 148	62 356
Ensemble	210 033	175 259	162 111	134 079	171 193	141 887

Le coût moyen d'opération et le montant prêté moyen demeurent nettement plus importants (respectivement de 29,6% et 30,7%) en Ile-de-France qu'en province. Concernant l'évolution de 2014 à 2015 en Ile-de-France, le montant moyen d'opération augmente de 5,1% : il diminue dans l'amélioration (-8,9%) tandis qu'il s'accroît dans le neuf (+4,6%), l'acquisition sans amélioration (+7,0%) et l'acquisition avec amélioration (+11,4%). En province, le montant moyen d'opération augmente également (+6,6%). Il est en hausse de 5,0% dans le neuf, de 6,8% dans l'acquisition avec amélioration et de 8,1% dans l'acquisition sans amélioration. Le montant moyen augmente également légèrement de 0,6% dans l'amélioration seule. S'agissant du montant moyen prêté, il augmente pour l'ensemble des opérations à l'exception de l'amélioration seule en Ile-de-France (-10,0%). La hausse toute opération confondue est de 6,2% en Ile-de-France et de 7,1% en province.

Le coût moyen d'opération et le montant moyen prêté demeurent nettement plus importants en zone A que dans les autres zones avec 211 153 € d'opération pour un montant prêté de 172 332 €.

Dans les trois autres zones, le montant moyen d'opération se situe entre 151 118 € et 184 756 € pour un montant prêté compris entre 129 312 € et 146 560 €.

Le montant moyen d'opération varie de 153 051 € pour les Banques Populaires à 181 545 € pour La Banque Postale. Ces montants moyens d'opération sont en hausse par rapport à 2014 pour tous les établissements : La Banque Postale (+11,1%), le LCL (+10,7%), les Banques Populaires (+8,0%), la Société Générale (+7,8%), le Crédit Mutuel (+6,7%), le Crédit Agricole (+5,6%), BNP Paribas (+4,1%), le CIC (+3,9%), le Crédit Foncier (+3,3%) et les Caisses d'Epargne (+2,1%).

La quotité moyenne de l'opération globale⁴ se situe entre 61,6% pour BNP Paribas et 91,8% pour le Crédit Foncier. Elle est de 76,1% pour la Banque Postale, 75,2% pour la Société Générale, 77,5% pour les Caisses d'Epargne, 79,7% pour le CIC, 80,4% pour le Crédit Agricole, 77,8% pour les Banques Populaires et 77,6% pour le LCL.

Au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires (Prêts Epargne Logement, Prêts Sociaux, Prêts 1%) ne seraient présents que dans 9,1% des opérations PAS de la génération 2015 et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 15,1%.

Pour cette raison, la quotité moyenne de l'opération est à prendre sous beaucoup de réserve, cf. également développement page 62.

On note une légère augmentation de la quotité de 0,6 points pour l'ensemble des opérations PAS par rapport à la génération 2014, 0,9 points en Ile-de-France et 0,4 points en Province. La quotité en Province baisse globalement par rapport à celle d'Ile-de-France, particulièrement dans l'amélioration (-7,2 points par rapport à l'Ile-de-France), dans l'acquisition avec amélioration (-4,1 points par rapport à l'Ile-de-France) et pour l'acquisition sans amélioration (-2,5 points par rapport à l'Ile-de-France).

En s'intéressant aux zones, on remarque que la quotité des opérations PAS est la plus élevée en Zone C avec 85,6%, suivie par les zones B2, A et B1 avec respectivement 84,4%, 81,6% et 79,3% de quotité.

⁴ Sont exclus du calcul de la quotité d'endettement le montant des autres prêts accompagnants les PAS, PTZ garantis et éco-prêts garantis (Prêts Epargne Logement, Prêts Sociaux...)

Quotité moyenne globale des opérations PAS en 2015

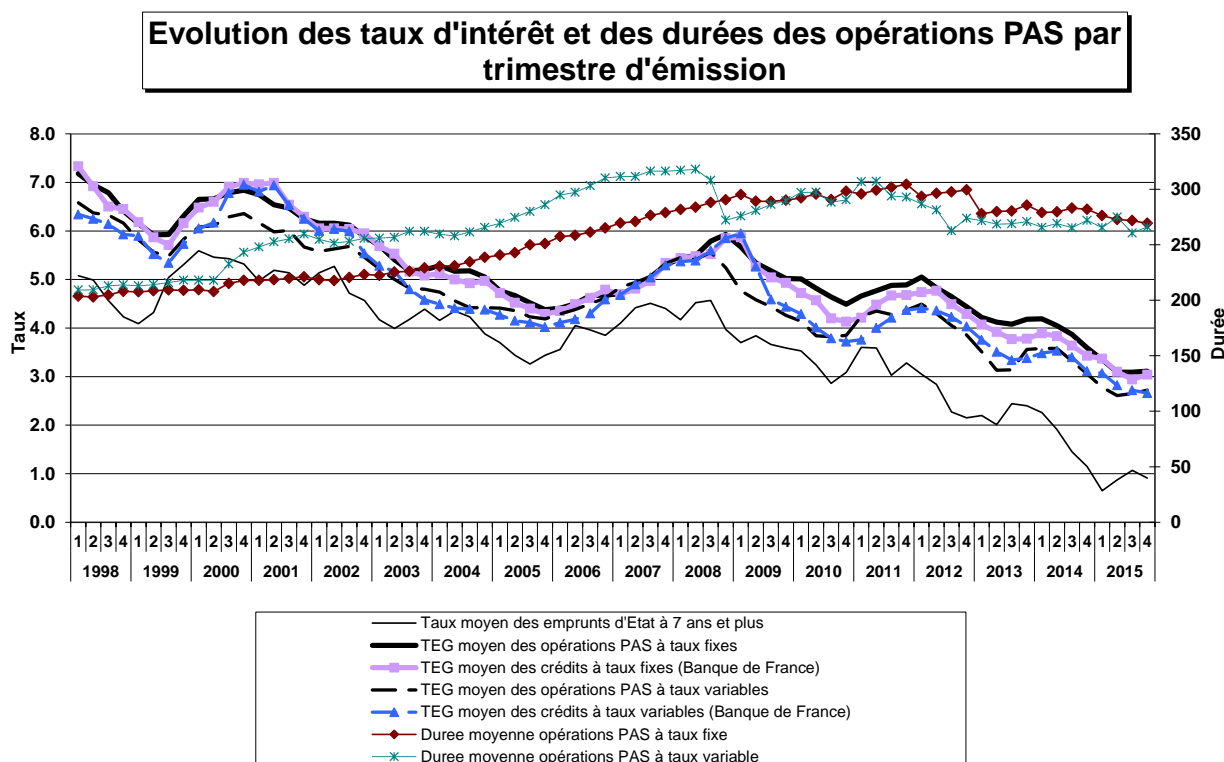
	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	86.7%	84.7%	85.1%
Acquisition avec amélioration	91.4%	87.3%	87.5%
Acquisition sans amélioration	81.2%	78.8%	79.5%
Amélioration	91.0%	83.8%	84.1%
Ensemble	83.4%	82.7%	82.9%

Le montant moyen prêté de l'opération PAS a globalement augmenté (+7,0%) par rapport à la génération 2014 pour un coût moyen d'opérations également en augmentation (+6,2%).

Le graphique ci-dessous présente **l'évolution des TEG** des opérations pondérés par les montants de chaque prêt de l'opération et les durées correspondent à la durée du prêt le plus long.

Les taux en baisse avec une durée du prêt plutôt stable, permet in fine de garder une bonne solvabilité aux acquéreurs pour un montant de PAS plus élevé.

On remarque à compter de fin 2008 une baisse brutale de la durée moyenne initiale des PAS à taux variable pour atteindre progressivement le même niveau que les durées des PAS à taux fixe. On peut penser qu'après la crise de 2008, les établissements ont souhaité réduire le risque avec une réduction des durées initiales pour disposer d'une marge supplémentaire d'ajustement de la durée pour maintenir la mensualité constante en cas de hausse des taux. Les durées des opérations PAS à taux fixe deviennent supérieures à celle des taux variables. L'année 2012 marque un écart plus important entre la durée moyenne des opérations PAS à taux variable et celle des taux fixes qui depuis reste plus faible. Fin 2015 les durées se confondent.



Le TEG moyen des opérations PAS à taux fixes se confond avec le TEG moyen des crédits à taux fixes de 1998 à 2008. A partir de 2009, on aperçoit un écart qui tend à se resserrer, le TEG des opérations à taux fixes devient légèrement supérieur à celui des crédits à taux fixes.

Le TEG moyen des crédits à taux variables est souvent supérieur à celui des opérations PAS.

Le taux nominal constant moyen des opérations PAS, dans l'ensemble, diminue passant de 3,49% en 2013 à 3,27% en 2014 et à 2,54% en 2015.

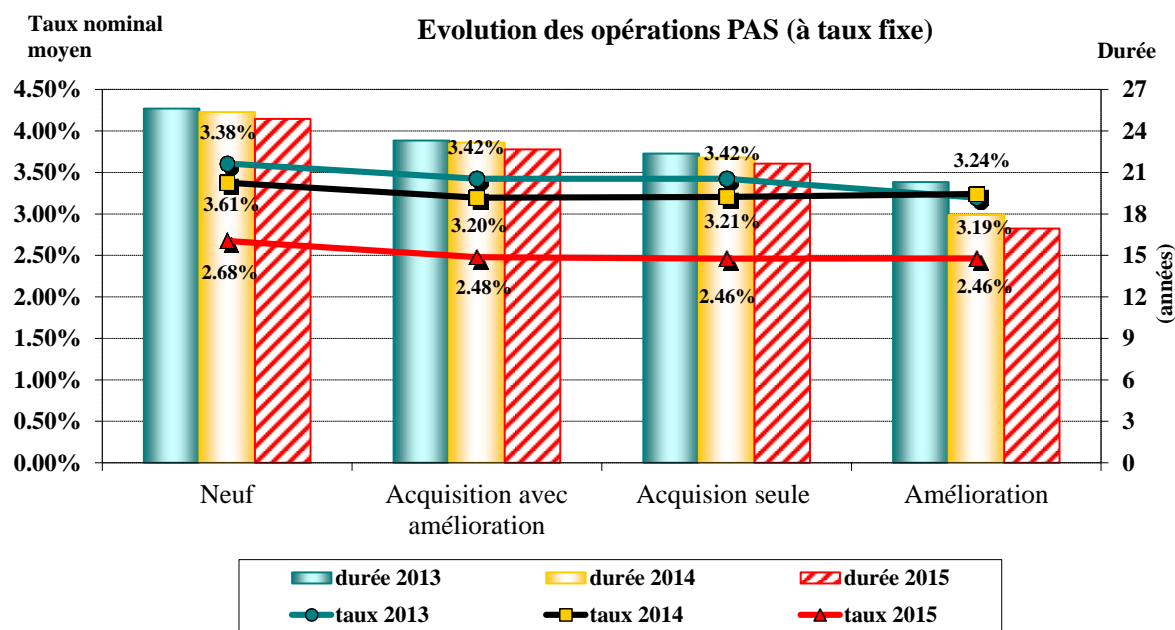
Les évolutions du taux nominal constant moyen sont modérées entre 2014 et 2015 : -70 points de base dans le neuf, -72 points dans l'acquisition avec amélioration, -74 points dans l'acquisition seule et -78 points dans l'amélioration seule.

S'agissant du type d'acquisition, 2015 présente des taux très légèrement plus faibles pour les opérations dans l'ancien avec 2,46 % dans l'amélioration, 2,46% dans l'acquisition seule, et 2,48% dans l'acquisition avec amélioration pour 2,68% dans le neuf.

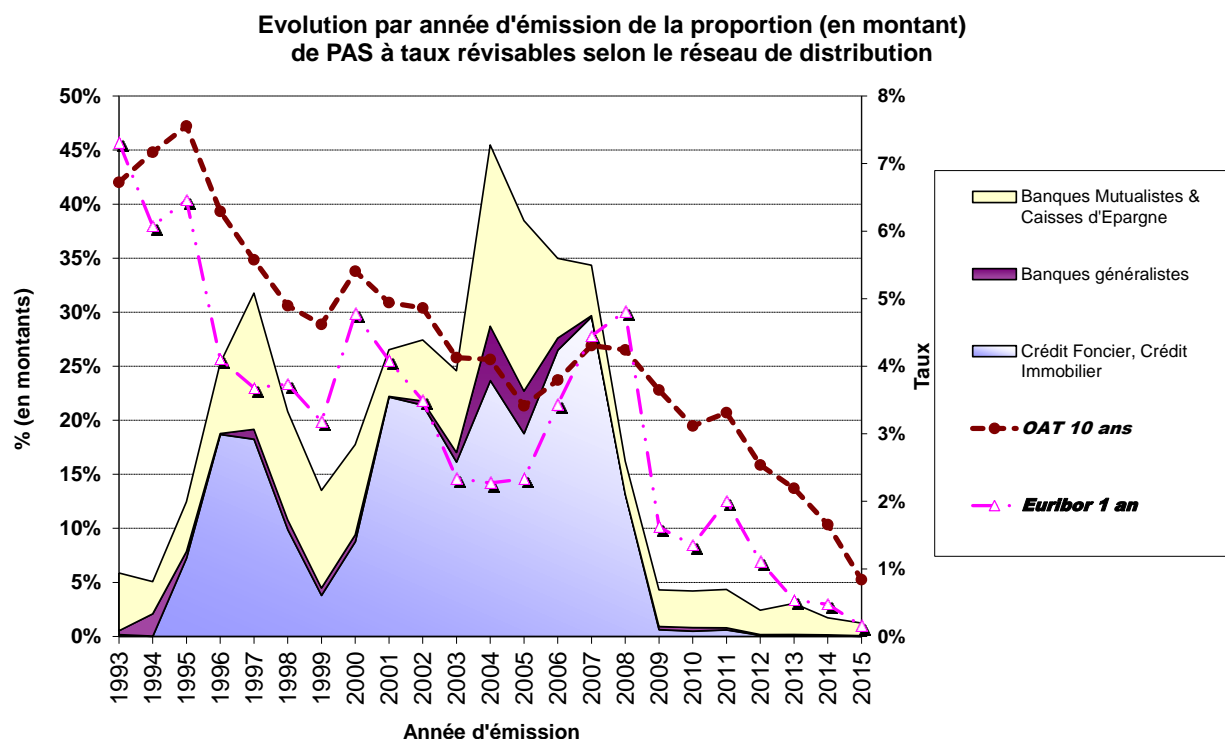
En moyenne sur l'ensemble des opérations, la durée des PAS à taux fixe baisse faiblement de 7 mois et se situe désormais à 22 ans et 11 mois en 2015. Cette diminution se fait plutôt ressentir dans l'amélioration seule (-12 mois).

Durée moyenne des opérations PAS à taux fixe (en mois)

	2013	2014	2015
Construction ou acquisition d'un logement neuf	307	304	298
Acquisition avec amélioration	280	278	272
Acquisition sans amélioration	268	265	260
Amélioration	244	215	203
Ensemble	285	282	275



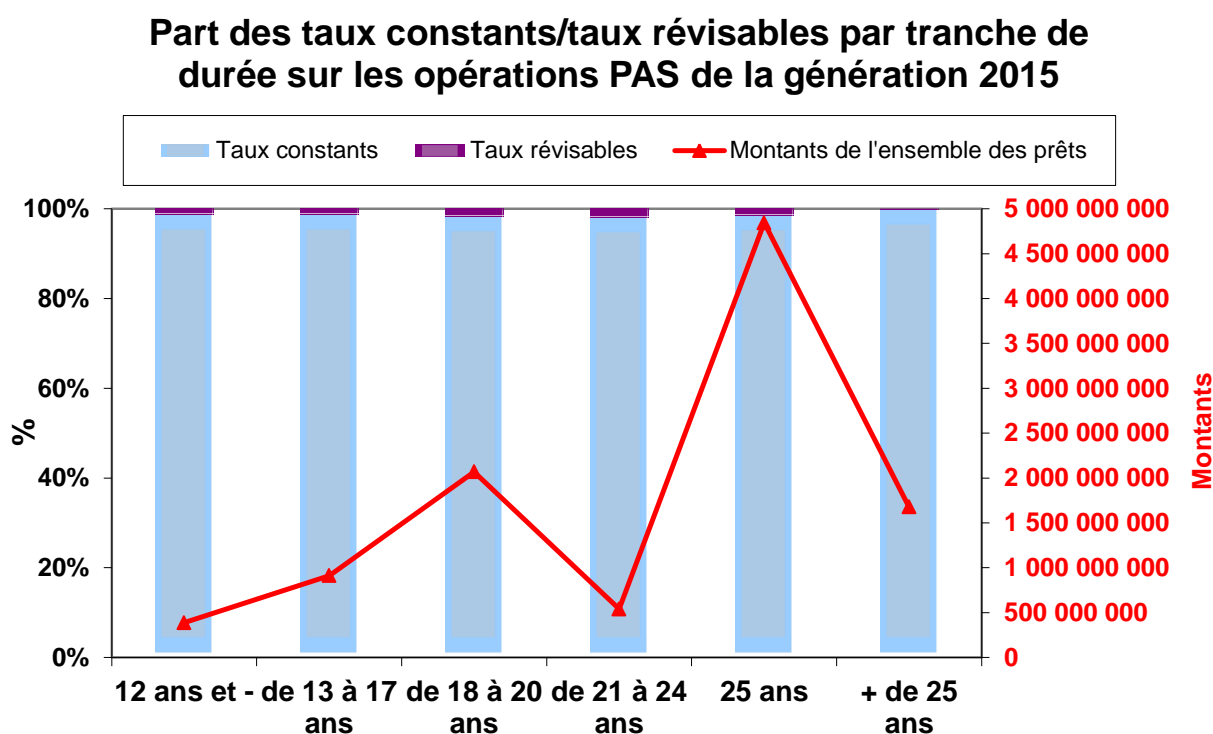
La proportion de PAS à taux révisable par année d'émission⁵ selon les principaux réseaux de distribution est mise en regard de l'évolution de l'OAT 10 ans au cours du temps :



⁵ Les émissions ont été préférées aux mises en force ou à la notion de la génération afin de pouvoir comparer l'évolution de la proportion des PAS à taux révisables vis-à-vis des taux longs.

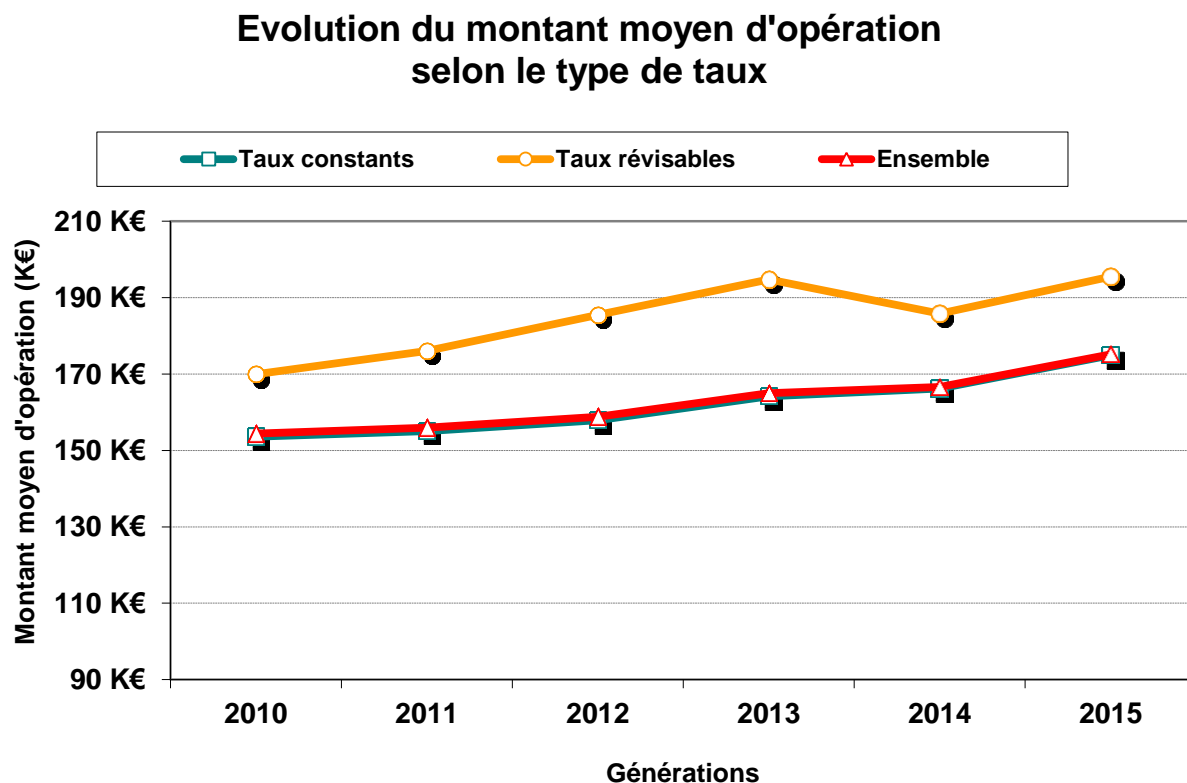
La part des PAS (en montants) à taux révisable a connu deux phases de progression depuis 1993 : entre 1993 et 1996 puis entre 1999 à 2004, alors que la diminution des taux rend l'endettement à taux fixe pourtant plus avantageux pour les emprunteurs.. En 2004 la part des PAS à taux révisables (en montants) émis a ainsi atteint 49,2%, pour baisser constamment depuis. En 2015, la part des PAS à taux révisables émis atteint 1,2% avec des taux en baisse par rapport à 2014 (0,84% contre 1,66% pour l'OAT et 0,16% contre 0,48% pour l'Euribor 1 an).

Quelle que soit la tranche de durée du prêt, la part des PAS à taux révisables (en montants distribués) ne dépasse pas les 2%.



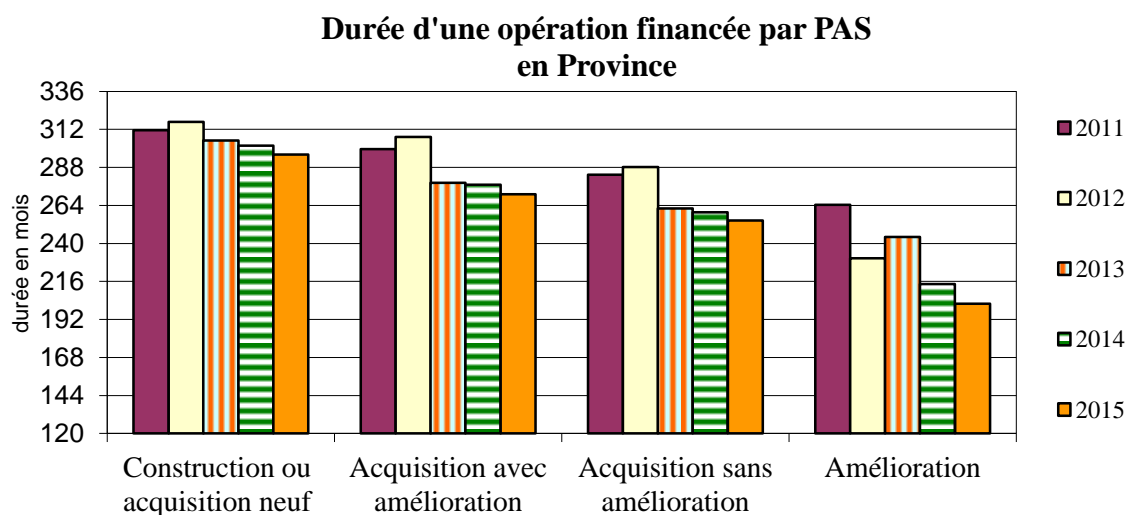
La part des opérations à taux révisables est en moyenne de 1,3% en 2015 contre 1,9% en 2014. Pour les PAS d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, la part est de 1,3%, pour les prêts d'une durée comprise entre 21 et 24 ans, la proportion atteint son maximum à 1,9%.

Les taux révisables portent sur des montants d'opérations plus importants (cf. le graphique ci-après) :

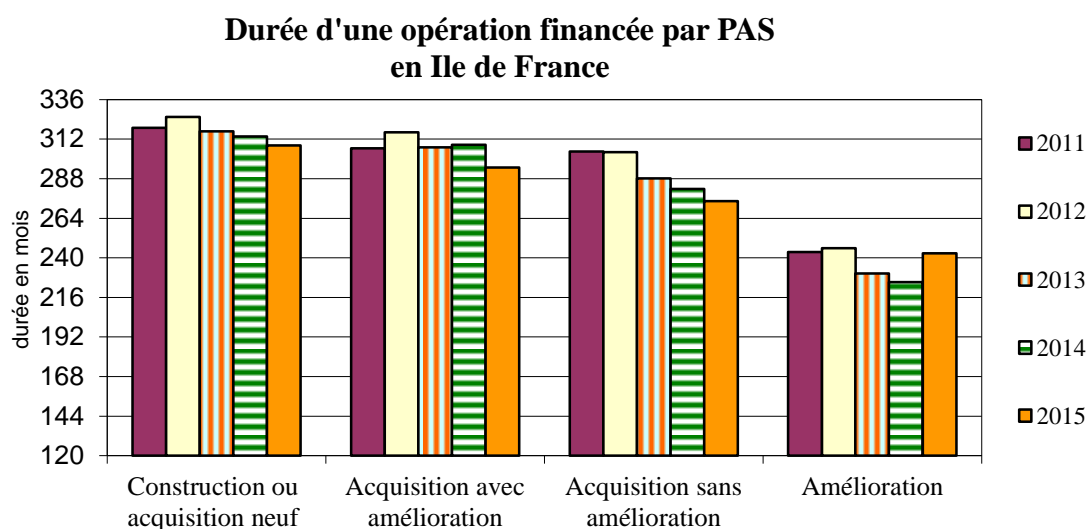


Quelle que soit le type de taux, **la durée des PAS**, après plusieurs années de hausse, atteint sa valeur minimale en 2015 : 24 ans et 12 mois en 2011, 24 ans et 10 mois en 2012, 23 ans et 8 mois en 2013, 23 ans et 5 mois en 2014 et 22 ans et 11 mois en 2015.

La baisse de la durée entre 2014 et 2015 est plus marquée en Ile-de-France qu'en province. On remarque que la diminution de la durée d'emprunt dans l'amélioration seule continue (-11 mois, l'augmentation en Ile-de France étant due à des effectifs extrêmement faibles), et une diminution moins marquée dans le neuf, dans l'acquisition avec ou sans amélioration avec pour chacune d'elles -6 mois par rapport à 2014.



La durée moyenne reste toujours plus longue en Ile-de-France avec 23 ans et 10 mois contre 22 ans et 9 mois en province.



Selon le type d'opération, la durée moyenne d'emprunt en Ile-de-France, connaît une baisse entre 2014 et 2015 ; -6 mois dans l'acquisition sans amélioration et le neuf, -14 mois dans l'acquisition avec amélioration. La hausse de la durée de 18 mois dans l'amélioration seule est à nuancer par les faibles effectifs de ces opérations en Ile-de-France (13 en 2015, 17 en 2014). La durée moyenne d'emprunt la plus longue reste dans le neuf avec 25 ans et 8 mois. Dans l'ancien, la durée moyenne d'emprunt est plus courte 22 ans et 11 mois.

Caractéristiques des ménages

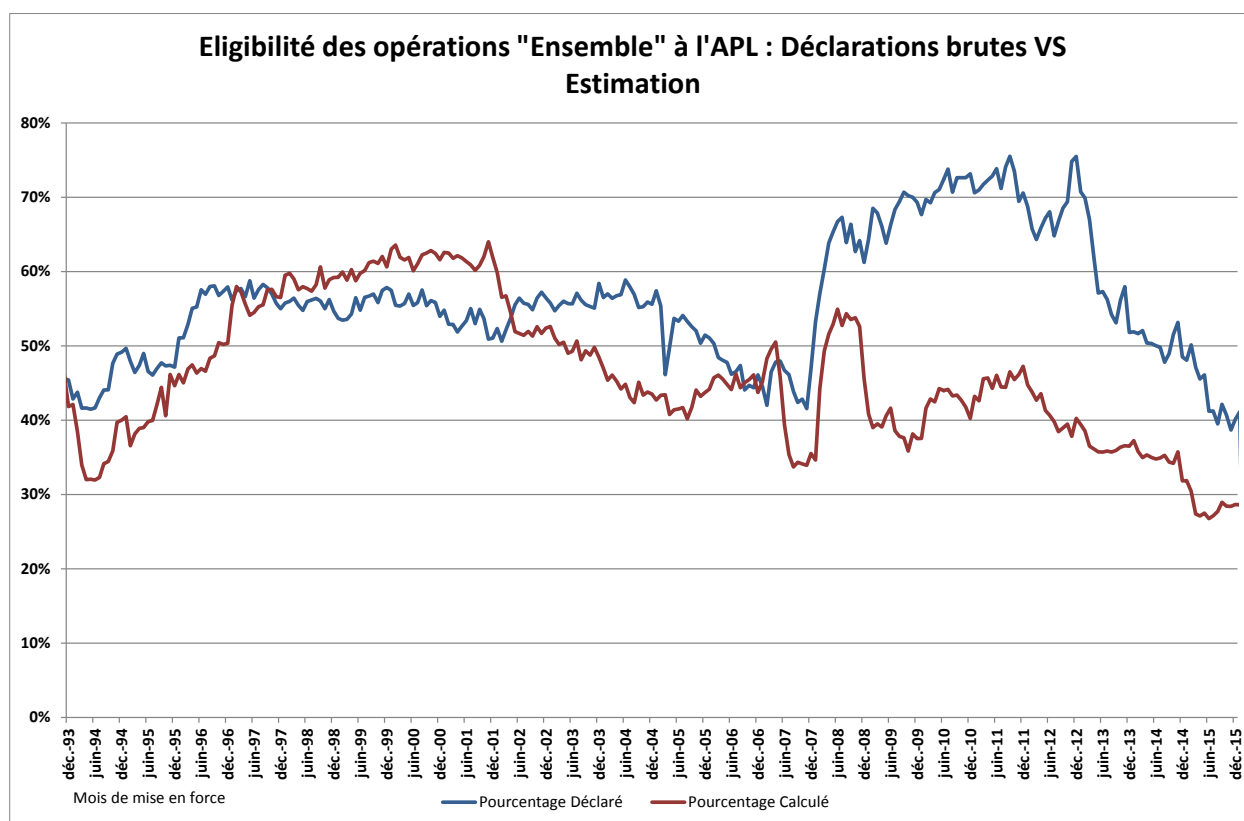
Etant donné que les opérations PAS seuls représentent 67% des opérations PAS dans leur ensemble, les caractéristiques des ménages concernés suivent les mêmes tendances.

Les données liées aux différentes ventilations (taille de ménage, CSP, ...) restent néanmoins disponibles dans les annexes FGAS.

Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour les opérations financées au moins par un prêt PAS

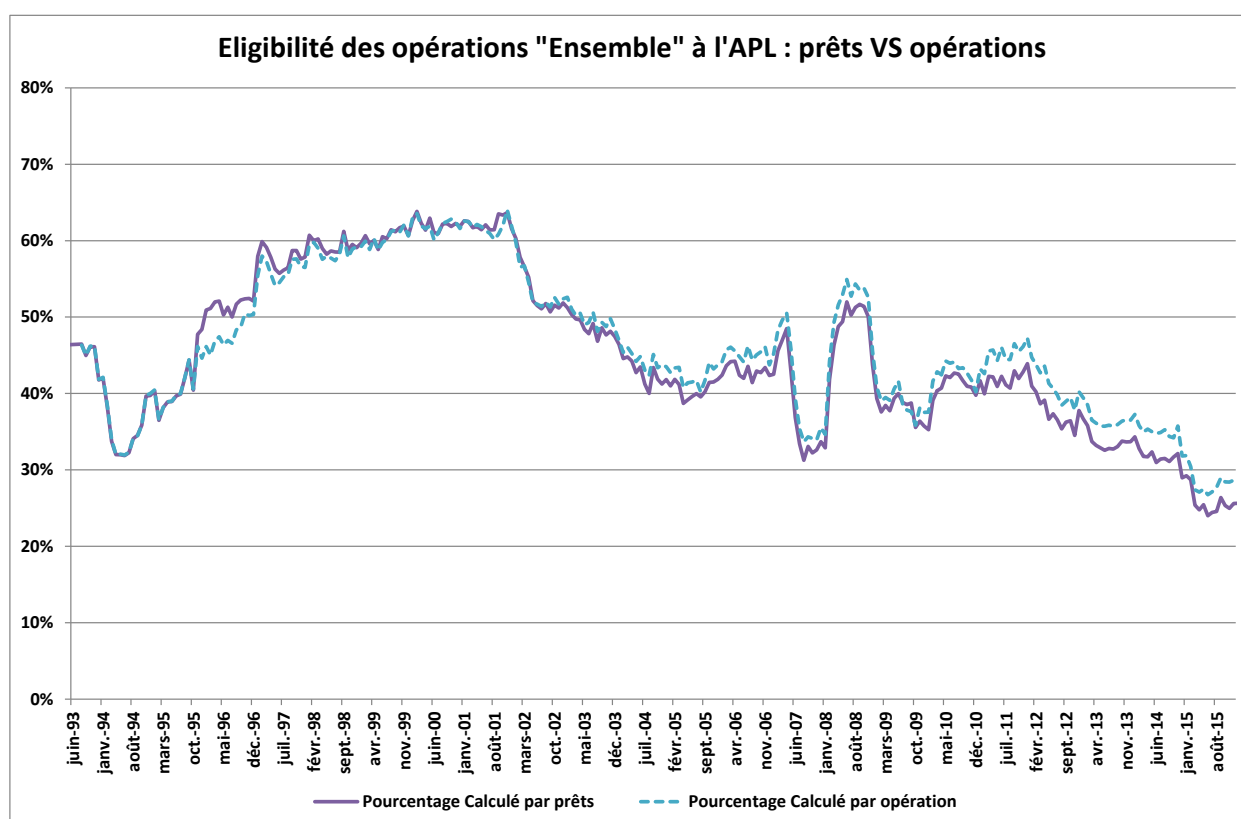
a- Déclarations des EC et Estimation par la SGFGAS :

En analysant l'éligibilité à l'APL pour l'ensemble des opérations financées par au moins un prêt PAS, l'écart entre les déclarations brutes et celles estimées se creuse à partir de 2008, ce phénomène est également observable dans l'analyse des opérations PAS et PTZ et celles des PAS seuls.



b- Analyse par prêts et analyse par opération :

L'analyse par opération permet de mettre en évidence par ailleurs que, l'évaluation de l'éligibilité à l'APL prêt par prêt sous estimait la véritable éligibilité de l'emprunteur en ce sens que le montant prêté utilisé pour l'estimation, ne tenait pas compte de l'ensemble des autres prêts PAS finançant la même opération.



2.2 LES OPERATIONS PAS SEULS DE LA GENERATION 2015

La génération 2015 compte 40 849 opérations financées par des PAS seuls en métropole pour un montant prêté global de 4,8 Mds d'euros. Fin 2014, le FGAS comptait 617 857 opérations PAS seuls en Métropole pour un montant total de crédits de 45.9 Mds d'euros (informations parvenues à la SGFGAS au 16 février 2015).

Génération du 1er prêt mis en force	Nombre d'opérations PAS seuls	Montant garanti (M€)
1993	8 791	341.1
1994	39 192	1 549.4
1995	34 109	1 386.3
1996	37 566	1 557.5
1997	23 837	1 037.0
1998	23 944	1 207.6
1999	24 348	1 396.4
2000	20 426	1 184.1
2001	18 353	1 117.6
2002	28 894	2 051.1
2003	29 270	2 307.0
2004	22 162	1 922.3
2005	15 180	1 446.4
2006	14 031	1 443.6
2007	6 854	747.1
2008	7 223	765.4
2009	7 464	790.7
2010	7 171	787.5
2011	9 066	1 000.1
2012	26 676	3 074.7
2013	41 395	4 950.0
2014	40 514	4 810.2
2015	48 631	6 358.6
Total	535 097	43 231

Après avoir connu un pic en 2003 avec 29 270 opérations PAS seuls, le nombre d'opérations mises en force (MEF) a décru jusqu'en 2010 (7 171). En 2013 le nombre d'opérations finançant des PAS seuls atteint un nouveau pic avec 41 395 opérations pour atteindre à 40 514 opérations en 2014 puis 48 631 opérations en 2015, soit une hausse de 20,0% du nombre d'opérations. La

moyenne mensuelle en 2015 est de 4 053 opérations PAS seuls mis en force (contre 3 376 en 2014 et 3 450 en 2013).

Pour la génération 2015, le montant moyen prêté d'une opération PAS seul est de 130 752 € (+10,1% par rapport à 2014) pour un coût d'opération moyen de 162 793 € (soit +8,5% par rapport à 2014), et une quotité de financement de 80,3% inférieure à celle de 2014 (79,1%).

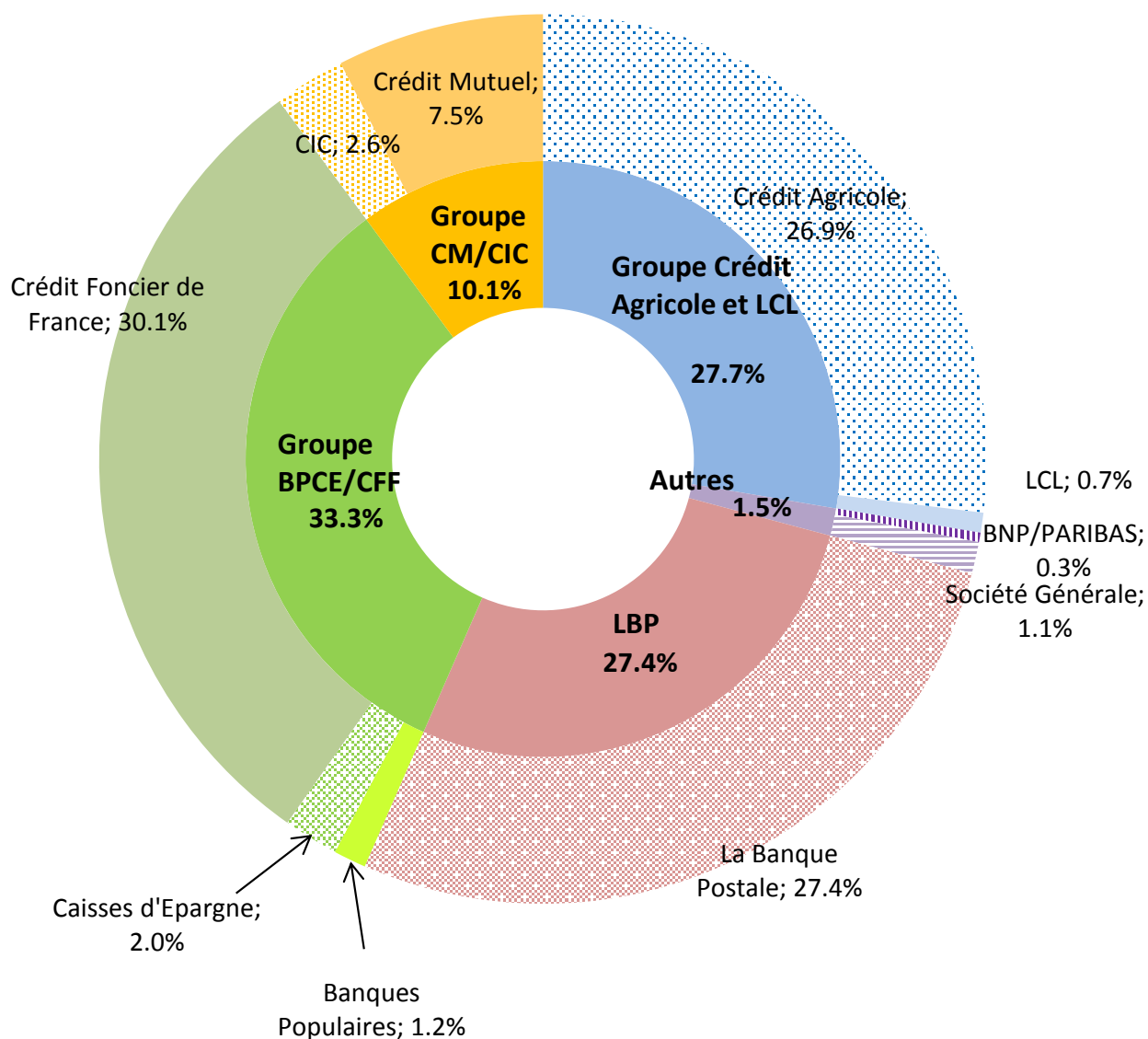
Les emprunteurs ont un revenu mensuel moyen plus important en 2015 avec 2 576 € ; supérieur aux quatre précédentes générations et qui s'est accru de 6,7% en 2015.

Répartition des opérations PAS seuls par établissement

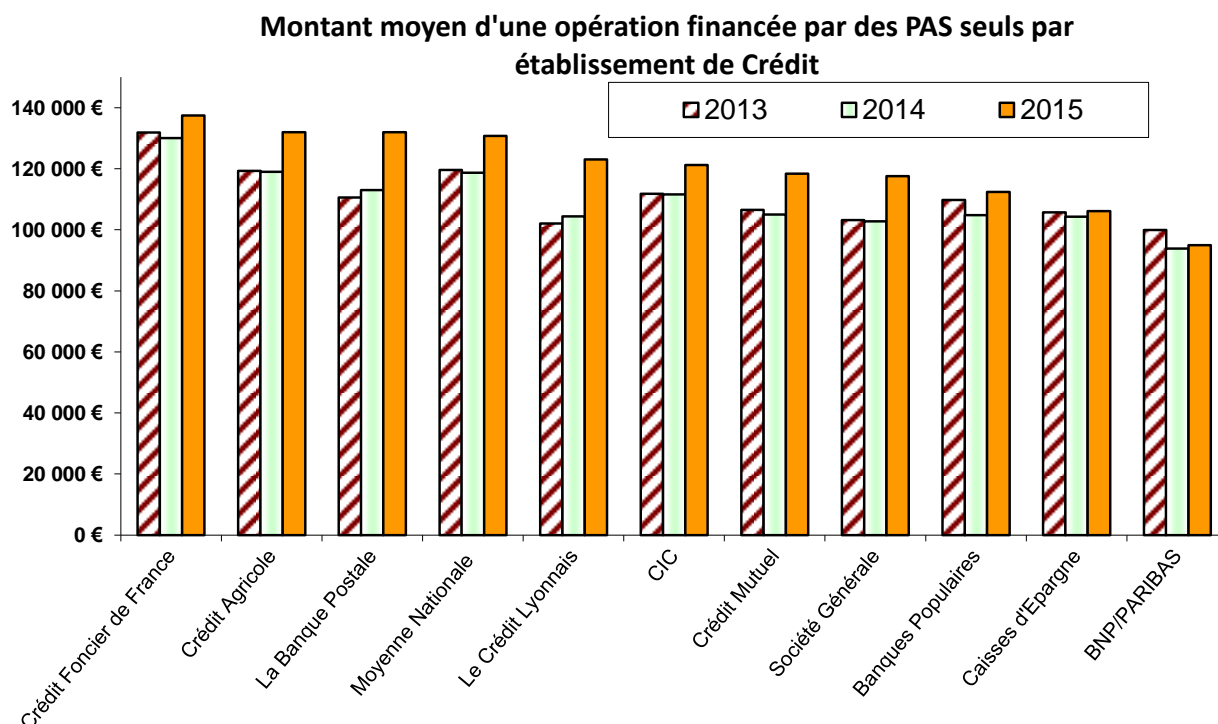
Le « classement » des établissements (selon leur montant prêté) diffère légèrement de celui de l'année 2014. Le Crédit Foncier de France reste le premier distributeur de PAS, avec une part de marché passant de 36,7% en 2013 à 30,1% en 2015 pour un montant prêté en hausse de 5,7%, passant de 1 765 M€ à 1 914 M€. La Banque Postale atteint la deuxième position en passant de 22,1% à 27,4% et double ainsi le Crédit Agricole, malgré une augmentation de la part de marché de ce dernier de 24,6% à 26,9%. A eux trois, ils distribuent plus de trois quarts des PAS (84,5%). Le Crédit Mutuel (quatrième distributeur de PAS) gagne 1,1 point, tandis que le CIC passe à la cinquième position (2,6%, +0,1 point) devant les Caisses d'Epargne (2,0%, -1,5 point), elles-mêmes devant les Banques Populaires et la Société Générale. A noter que depuis août 2012, le Crédit Immobilier de France ne peut plus distribuer de prêts.

Ci-dessous sont présentées les parts de marché (en montants) par établissement :

Parts de marché (en montants) des établissements pour les opérations PAS seuls



Le groupe BPCE/Crédit Foncier distribue presque la moitié des PAS seuls avec 33,3% (soit 8,3 points de moins par rapport à 2014 avec une hausse du montant prêté de 5,8%) suivi avec 27,7% par le groupe Crédit Agricole et LCL (+2,3 points par rapport à 2014 avec une augmentation du montant prêté de 43,8%) et la banque postale avec 27,4%. La part de marché du groupe Crédit Mutuel/CIC augmente de 1,2 point avec 10,1% des PAS seuls distribués en France métropolitaine.



Tous les établissements enregistrent des taux de croissance positifs pour le montant moyen prêté par rapport à 2014 (variant de 1,1% à 17,9%).

Répartition géographique des opérations PAS seuls

La structure régionale des PAS de la génération 2015 (Annexe 9) est très similaire à celle de 2014. Avec 9 480 opérations en 2015, la région Ile-de-France reste la région où les opérations PAS seuls sont les plus distribuées (19,5% de l'ensemble des opérations PAS seuls 2015 contre 17,5% en 2014). La région Rhône-Alpes reste la seconde région, puisqu'elle représente 14,0% de l'ensemble des opérations PAS seuls distribuées au titre de la génération 2015 (11,9% pour la génération 2014). Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 4 487 opérations sont réalisées avec des seuls prêts PAS, soit 9,2% du total national (8,2% pour la génération 2014). La région Pays de la Loire constitue le 4ème distributeur avec 8,3% des opérations PAS seuls. Ainsi pour cette génération, ces quatre premières régions concentrent à elles seules 50,9% de l'ensemble des opérations, en ajoutant les deux suivantes (Nord et Languedoc Roussillon) 61,2% des opérations y sont réalisées.

Evolution des opérations PAS seuls de la génération 2015 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2015/2014	Décomposition de de la variation (*)	Part de la région (montants)
Ile de France	9 480	19.5%	34.0%	5.9%	24.6%
Rhône Alpes	6 785	14.0%	41.0%	4.87%	14.5%
Provence Côte d'Azur	4 487	9.2%	35.9%	2.9%	10.5%
Pays de la Loire	4 023	8.3%	12.2%	1.1%	7.6%
Languedoc Roussillon	2 585	5.3%	22.9%	1.2%	5.0%
Nord	2 424	5.0%	1.6%	0.1%	4.4%
Midi-Pyrénées	2 280	4.7%	15.7%	0.8%	4.1%
Aquitaine	2 160	4.4%	9.2%	0.4%	4.1%
Picardie	2 035	4.2%	6.9%	0.3%	3.9%
Lorraine	1 753	3.6%	5.8%	0.2%	3.0%
Centre	1 706	3.5%	7.2%	0.3%	3.0%
Bretagne	1 583	3.3%	15.2%	0.5%	2.7%
Alsace	1 186	2.4%	29.3%	0.7%	2.4%
Bourgogne	1 147	2.4%	6.8%	0.2%	1.9%
Poitou-Charentes	1 026	2.1%	4.6%	0.1%	1.7%
Haute Normandie	1 007	2.1%	9.2%	0.2%	1.9%
Champagne	817	1.7%	3.2%	0.1%	1.4%
Basse Normandie	600	1.2%	-2.8%	0.0%	1.0%
Franche Comté	548	1.1%	-0.2%	0.00%	0.9%
Auvergne	469	1.0%	18.1%	0.2%	0.7%
Limousin	312	0.6%	-5.7%	0.0%	0.4%
Corse	218	0.4%	8.5%	0.0%	0.2%
Ensemble	48 631	100%	20.0%	20.0%	100%

(*) Cette colonne correspond à la variation entre 2015 et 2014 par rapport au total de 2014.

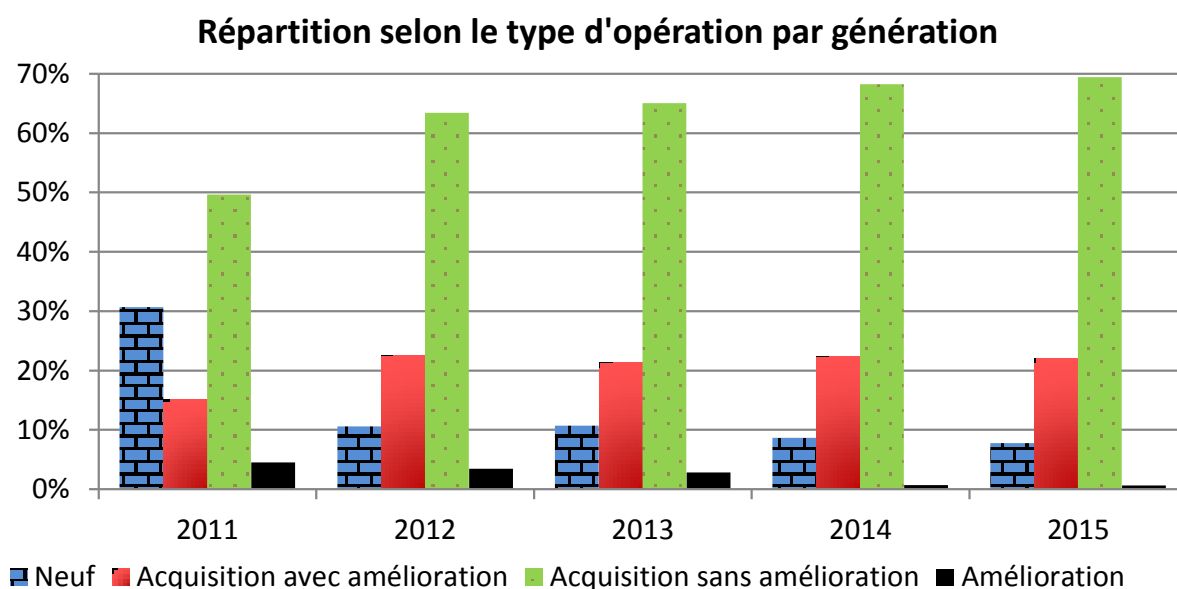
La répartition géographique par montants place au premier rang l'Ile-de-France, avec 24,6% des montants prêtés pour les opérations PAS seuls. Cela s'explique à la fois par des coûts d'opération et des quotités de PAS plus élevés. La région Rhône-Alpes avec 14,5% et Provence-Alpes-Côtes d'Azur avec 10,5% restent des régions importantes.

Quant au prêt moyen, il est très différent d'une région à l'autre, allant de 72 747 € en Corse jusqu'à 164 600 € en Ile-de-France.

Caractéristiques des opérations PAS seuls

Le montant moyen de l'opération est en augmentation, passant de 150 800 € pour la génération 2014 à 162 793 € en 2015, soit baisse de 0,4%.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des opérations PAS seuls selon le type d'opération depuis 2011. En 2015, la part du neuf est de 7,8%, elle est en baisse par rapport à 2014 (8,6%). La part de l'acquisition sans amélioration augmente de 1,1 point par rapport à 2014, celle de l'acquisition avec amélioration baisse de 0,3 point tandis que, l'amélioration seule perd 0,1 point.



Les fortes évolutions entre 2011 et 2012 s'expliquent par l'arrêt du PTZ dans l'ancien, les opérations PAS seuls augmentent donc mécaniquement.

En termes d'effectifs, cela se traduit par une hausse de 8,6% pour le neuf et de 21,1% dans l'ancien.

Répartition des opérations PAS seuls par type d'opération

	2013		2014		2015		Evolution	
							13/14	14/15
Construction ou acquisition d'un logement neuf	4 452	10.8%	3 501	8.6%	3 801	7.8%	-21.4%	8.6%
Acquisition avec amélioration	8 844	21.4%	9 058	22.4%	10 753	22.1%	2.4%	18.7%
Acquisition sans amélioration	26 923	65.0%	27 660	68.3%	33 766	69.4%	2.7%	22.1%
Amélioration	1 176	2.8%	295	0.7%	311	0.6%	-74.9%	5.4%
Ensemble	41 395	100%	40 514	100%	48 631	100%	-2.1%	20.0%

Le montant moyen d'opération (Annexe 7) augmente pour les opérations d'acquisition dans le neuf (de 9,4% après une hausse de 2,6% en 2014). Le coût moyen des acquisitions augmente également dans l'ancien sans travaux (avec +8,7% après -0,1% en 2014) et dans l'ancien avec amélioration (+7,7% après -0,9% en 2014). Les fluctuations sont très fortes d'une génération à une autre pour l'amélioration seule (+0,0% en 2015, -41,6.% en 2014, -4,3% en 2013 et +26,3% en 2012), valeurs à relativiser compte tenu du faible effectif de cette catégorie (311 cette année).

Comme les années précédentes, le neuf reste la catégorie la plus chère avec un coût moyen d'opération s'élevant à 202 010 € (184 695 € en 2014), suivi par l'acquisition seule à 164 382 € (151 161 € en 2014). Les acquisitions avec amélioration et les améliorations seules ont un montant moyen d'opération respectif de 146 511 € et 74 177 €.

S'agissant de la différenciation de l'Ile-de-France et de la province, le nombre d'opérations PAS seuls distribués au titre de la génération 2015 augmente à la fois en Ile-de-France (+34,0%) et en province (+17,1%), bien que la hausse soit limitée dans le neuf (+5,9%). De ce fait, la répartition des opérations selon leur type est modifiée par rapport à l'année précédente en province, tandis qu'elle reste inchangée en Ile-de-France.

En province les évolutions sont de -0,9 point dans le neuf, de +0,2 points dans l'acquisition avec amélioration, de +0,8 point dans l'acquisition sans amélioration et de -0,1 point dans l'amélioration. En Ile-de-France les différences sont respectivement de +0,0 point, +0,2 point, -0,1 point et -0,1 point.

Structure des opérations PAS seuls de la génération 2015 par zone et par type d'opération

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	439	4.6%	3 362	8.6%	3 801	7.8%
Acquisition avec amélioration	374	3.9%	10 379	26.5%	10 753	22.1%
Acquisition sans amélioration	8 654	91.3%	25 112	64.1%	33 766	69.4%
Amélioration	13	0.1%	298	0.8%	311	0.6%
Ensemble	9 480	100%	39 151	100%	48 631	100%

En zone A, on relève 9 067 opérations PAS seuls, les effectifs en zone B1 et B2 sont respectivement de 11 655 et 10 086, alors qu'en zone C on enregistre le nombre le plus élevé d'opérations finançant des PAS seuls avec 17 823.

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants (respectivement de 33,0% et 34,3%) en Ile-de-France qu'en province. Concernant l'évolution de 2014 à 2015 en Ile-de-France, le montant moyen d'opération augmente à +7,0%. Il diminue dans l'amélioration (-8,9%) et augmente dans le neuf (+2,3%), l'acquisition sans amélioration (+7,0%) et l'acquisition avec amélioration (+12,2%). En province, le montant moyen d'opération augmente également (+8,0%). Il est en hausse de 9,6% dans le neuf, de 7,3% dans l'acquisition avec amélioration, de 8,4% dans l'acquisition sans amélioration et de 0,8% dans l'amélioration seule. S'agissant du montant moyen du PAS pour l'ensemble des opérations, il augmente de 9,4% à la fois en Ile-de-France et en province. La tendance est à la hausse quel que soit le type d'opération et le lieu (à l'exception de l'amélioration seule en Ile-de-France du fait de très faibles effectifs, à -10,0%), les plus fortes hausses étant le neuf en province (+10,3%) et l'acquisition avec amélioration en Ile-de-France (+11,9%).

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants en zone A que dans les autres zones avec 205 120 € d'opération pour un PAS de 163 289 €, et particulièrement dans le neuf avec respectivement 267 528 € et 172 024 €.

Dans les trois autres zones, le montant moyen d'opération se situe entre 139 088 € et 179 699 € pour un PAS compris entre 115 081 € et 138 494 € (pour le neuf, coût moyen compris entre 176 968 € et 231 979 € et PAS compris entre 134 780 € et 157 811 €).

***Coût moyen d'opération et montant du PAS pour les opérations PAS seuls
selon le type d'opération et la distinction Province/Ile-de-France de la génération 2015***

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
	Opération	PAS	Opération	PAS	Opération	PAS
Construction ou acquisition d'un logement neuf	256 948	176 848	194 835	140 945	202 010	145 092
Acquisition avec amélioration	201 780	184 285	144 519	125 968	146 511	127 997
Acquisition sans amélioration	201 024	163 266	151 764	119 404	164 382	130 646
Amélioration	80 370	73 108	73 906	61 911	74 177	62 379
Ensemble	203 480	164 600	152 949	122 557	162 793	130 752

Le montant moyen d'opération varie de 139 284 € pour les Caisses d'Epargne à 176 864 € pour la Banque Postale. Ces montants moyens d'opération sont en hausse par rapport à 2014 chez tous les établissements. Les plus importantes variations sont enregistrées par la LCL avec +18,4%, la Banque Postale +12,9%, le Crédit Mutuel +8,8% et les Banques Populaires +8,2%. La quotité d'endettement se situe entre 61,6% pour BNP/Paribas et 89,8% pour le Crédit Foncier de France. Elle est de 76,4% pour le LCL, 79,4% pour le Crédit Agricole, 74,7% pour la Société Générale, 77,6% pour le Crédit Mutuel, 74,6% pour la Banque Postale, et respectivement pour les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne de 76,2% et 76,2%.

Au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires ne seraient présents que dans 7,5% des opérations PAS seuls de la génération 2015 et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 17,0%.

Toutefois, ce chiffre est à prendre sous beaucoup de réserve pour la raison sus-indiquée, cf. également développement page 62.

On note une légère augmentation de la quotité de 1,2 point pour l'ensemble des opérations avec PAS seuls par rapport à la génération 2014, avec une variation un peu plus forte en Ile-de-France qu'en province (respectivement +1,8 et +1,0 point). La quotité en province demeure plus basse qu'en Ile-de-France sauf dans le neuf (+3,5 points), que cela soit dans l'amélioration (-7,2 points par rapport à l'Ile-de-France), dans l'acquisition avec amélioration (-4,2 points par rapport à l'Ile-de-France) et pour l'acquisition sans amélioration (-2,5 points par rapport à l'Ile-de-France).

En s'intéressant aux zones, on remarque que la quotité des opérations PAS seuls est la plus élevée en Zone C avec 82,7%, suivie par les zones B2, A et B1 avec respectivement 81,7%, 79,6% et 77,1% de quotité du PAS.

Quotité moyenne du PAS seuls dans le coût d'opération en 2015

	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	68.8%	72.3%	71.8%
Acquisition avec amélioration	91.3%	87.2%	87.4%
Acquisition sans amélioration	81.2%	78.7%	79.5%
Amélioration	91.0%	83.8%	84.1%
Ensemble	80.9%	80.1%	80.3%

Le montant moyen d'une opération PAS seuls augmente de 10,1% par rapport à la génération 2014 pour un coût moyen d'opération dont on a vu précédemment qu'il était en hausse également de 8,5%.

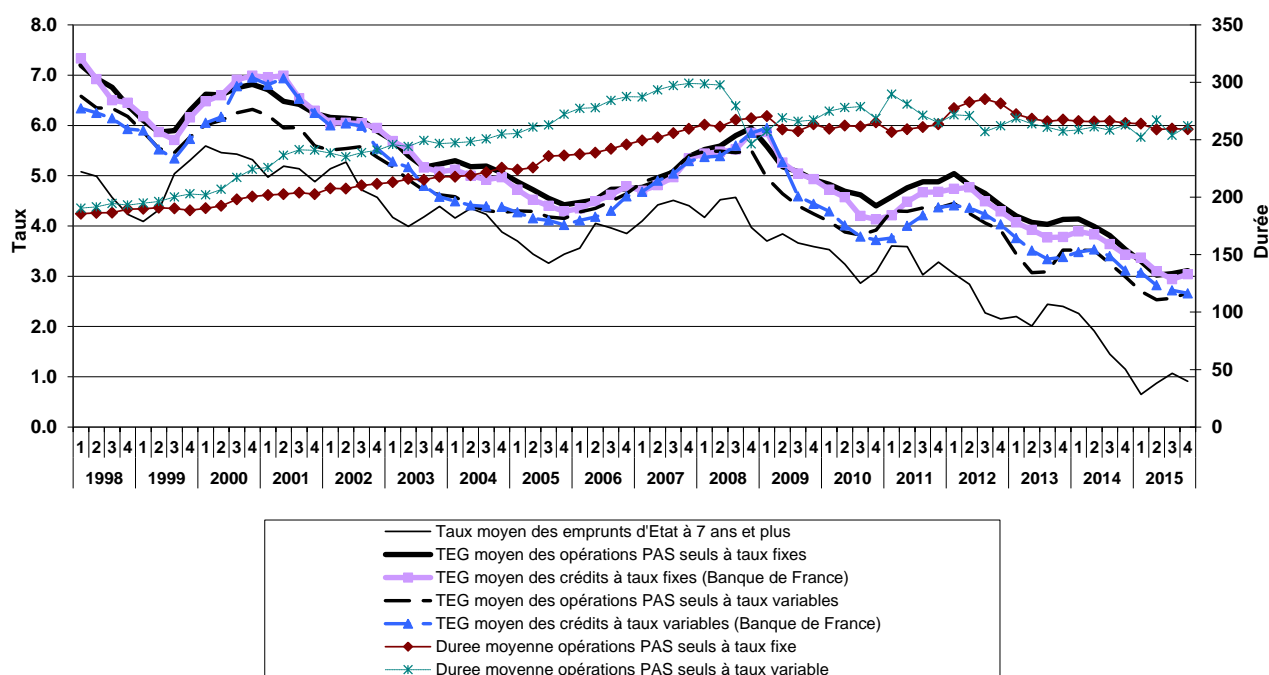
Le graphique ci-après montre que **l'évolution des TEG** des PAS a été parallèle à celle des taux des prêts immobiliers libres jusqu'à fin 2006. Le mécanisme du FGAS a permis à la clientèle « sociale » du PAS de bénéficier de conditions de taux globalement aussi avantageuses que l'ensemble des bénéficiaires de crédit.

On constate cependant depuis 2009 un écart entre le TEG moyen des PAS au sein des opérations PAS seuls à taux fixes et celui des crédits « libres » qui peuvent être dus à des écarts de durée (les statistiques sur la durée des prêts résidentiels immobiliers en France ne sont pas assez précises pour confirmer), cependant cet écart tend à se resserrer à partir de 2014.

Les taux en baisse avec une durée du prêt plutôt stable, permet in fine de garder une bonne solvabilité aux acquéreurs pour un montant global prêté plus élevé. Le graphique ci-dessous présente l'évolution des taux d'intérêt et des durées des prêts ayant le montant prêté le plus élevé, dans chacune des opérations PAS seuls, les taux d'intérêts sont ici pondérés par les montants prêtés.

On remarque à compter de fin 2011 une hausse de la **durée moyenne** des PAS à taux variables et une diminution durant le dernier trimestre 2012. Avant 2008 la durée moyenne des PAS à taux variable s'écarte par rapport à celle des taux fixes en restant supérieure, à partir de 2011 le schéma s'inverse mais avec un écart plus faible jusque fin 2012. La génération 2015 est caractérisée par des taux d'intérêt en baisse, les durées des PAS à taux variables sont proches de celles des PAS à taux fixes.

Evolution des taux d'intérêt et des durées des prêts par trimestre d'émission

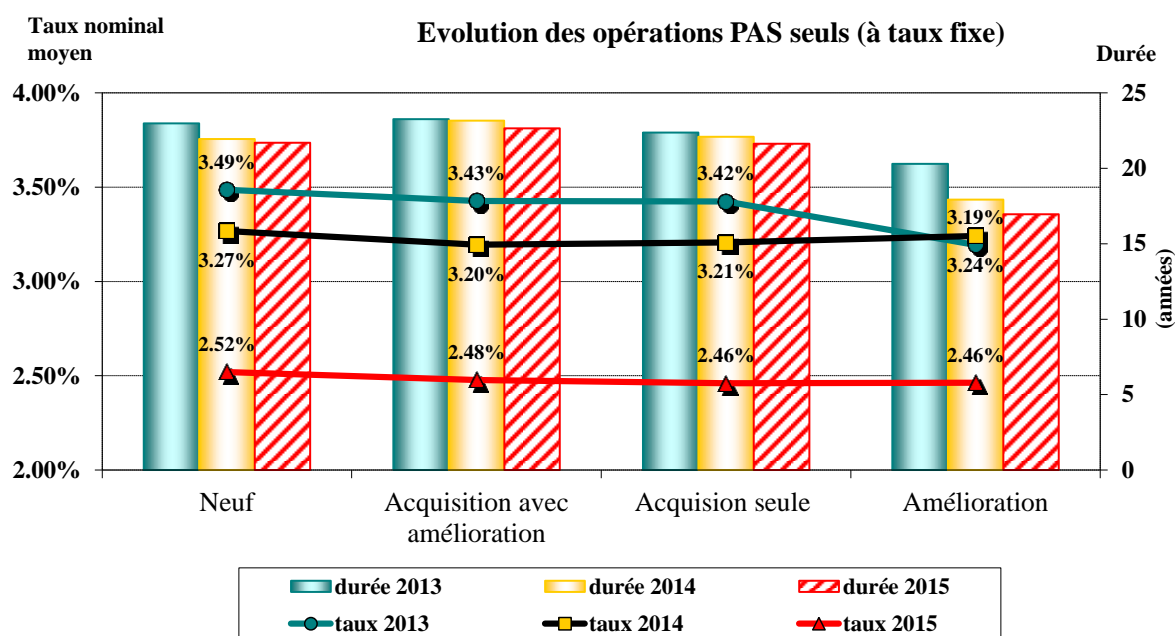


Rappel : La durée d'une opération est caractérisée par la durée la plus élevée des prêts de l'opération. Le taux nominal constant moyen des opérations avec PAS seuls, dans l'ensemble, continue de diminuer entre 2014 et 2015 passant respectivement de 3,21% à 2,47% au dernier trimestre de l'année. Les évolutions du taux nominal constant moyen sont les suivantes : -75 points de base dans le neuf et l'acquisition seule, -72 points de base dans l'acquisition avec amélioration et -78 points de base dans l'amélioration seule.

En moyenne sur l'ensemble des opérations, la durée des PAS à taux fixe diminue faiblement de 5 mois et se situe désormais à 21 ans et 10 mois en 2015. Cette baisse se fait moins ressentir dans le neuf (-3 mois).

Durée moyenne des PAS à taux fixe (en mois)

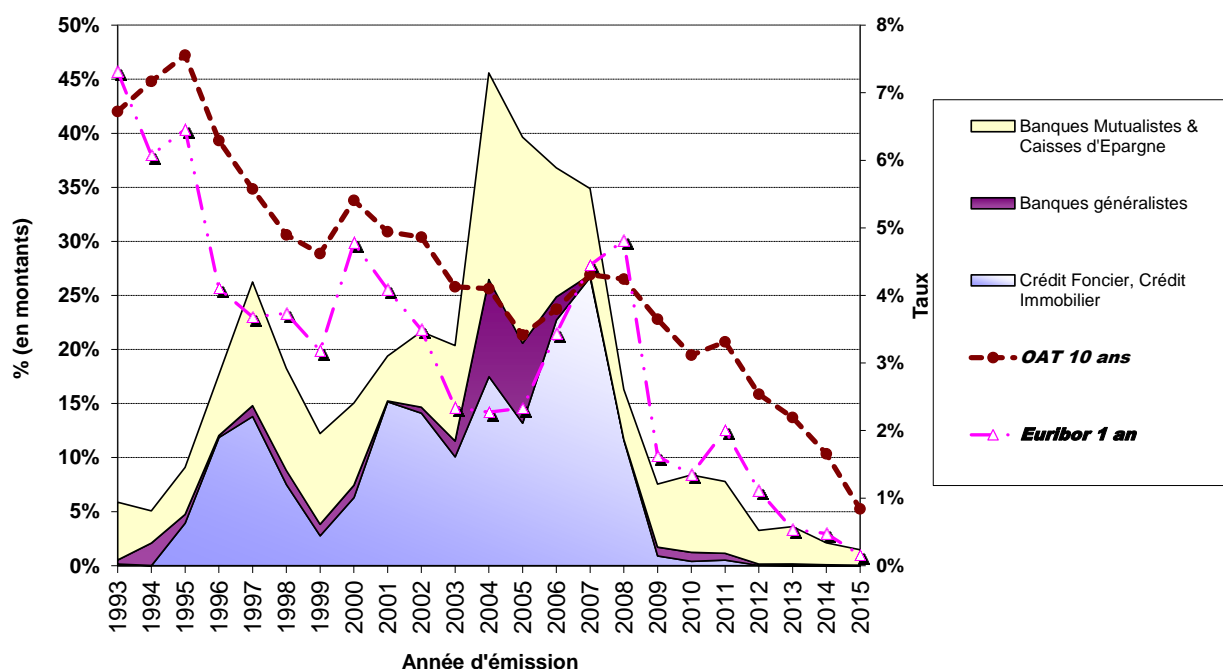
	2013	2014	2015
Construction ou acquisition d'un logement neuf	276	263	260
Acquisition avec amélioration	279	278	272
Acquisition sans amélioration	268	265	259
Amélioration	243	215	203
Ensemble	271	267	262



La proportion de PAS à taux révisable par année d'émission⁶ selon les principaux réseaux de distribution est mise en regard de l'évolution de l'OAT 10 ans au cours du temps dans le graphique ci-après :

⁶ Les émissions ont été préférées aux mises en force ou à la notion de la génération afin de pouvoir comparer l'évolution de la proportion des PAS à taux révisables vis-à-vis des taux longs.

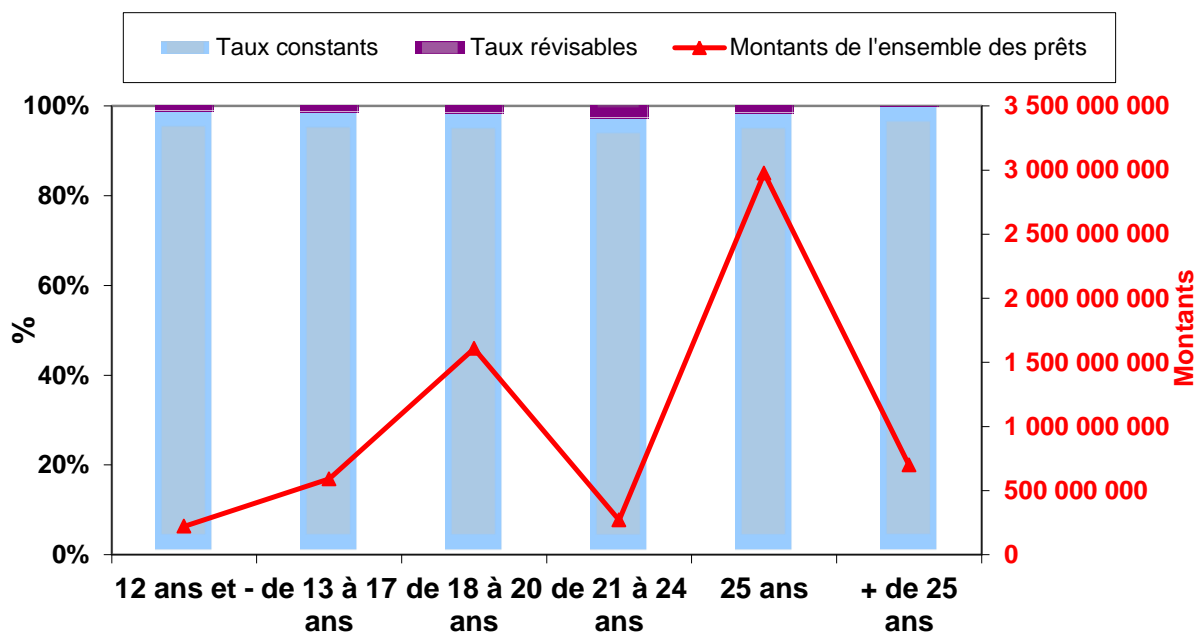
**Evolution par année d'émission de la proportion (en montant)
de PAS seuls à taux révisables selon le réseau de distribution**



La part des PAS à taux révisable avait connu trois phases de progression depuis 1993 : entre 1994 et 1997 d'abord, puis un pic en 2001 et 2004. Le recul a ensuite été très rapide. La baisse des taux et la détérioration de la conjoncture économique qui n'est pas propice aux emprunts et aux prises de risque (crise financière et économique, augmentation du chômage...) influencent le choix de l'emprunteur qui opte pour un prêt à taux fixe, perçu comme moins risqué.

Quelle que soit la durée du prêt, la part des PAS à taux révisables (en montants distribués) ne dépasse pas les 3%.

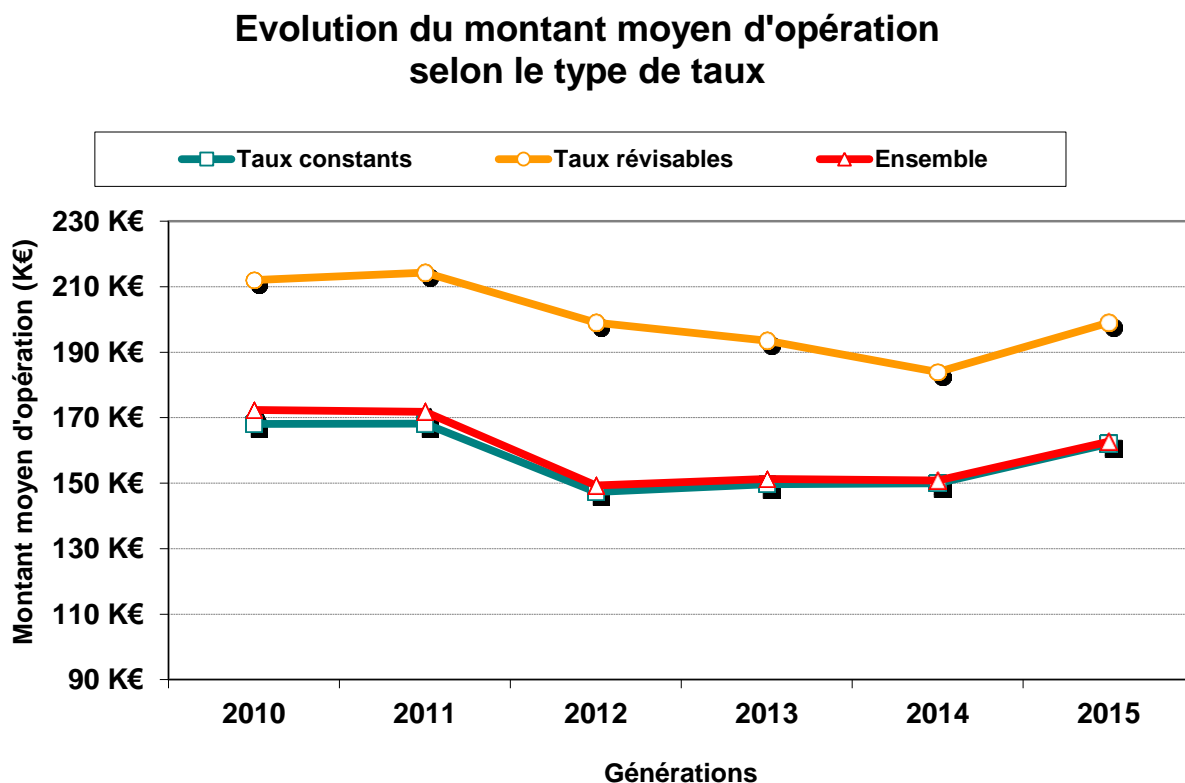
Part des taux constants/ taux révisables par tranche de durée sur les opérations PAS seuls de la génération 2014



Sur la génération 2015, la part des opérations PAS seuls dont un prêt au moins est à taux révisable est en moyenne de 1,6%. Pour ceux qui ont une durée inférieure ou égale à 12 ans, le pourcentage est de 1,3%, pour les opérations d'une durée comprise entre 21 et 24 ans il est de 2,7%. La durée des opérations à taux révisables peuvent s'ajuster en fonction des taux du marché, une augmentation des taux viendra, le cas échéant, impacter la durée du prêt à la hausse, ce qui explique un plus fort pourcentage des opérations dont la durée est comprise entre 21 et 24 ans.

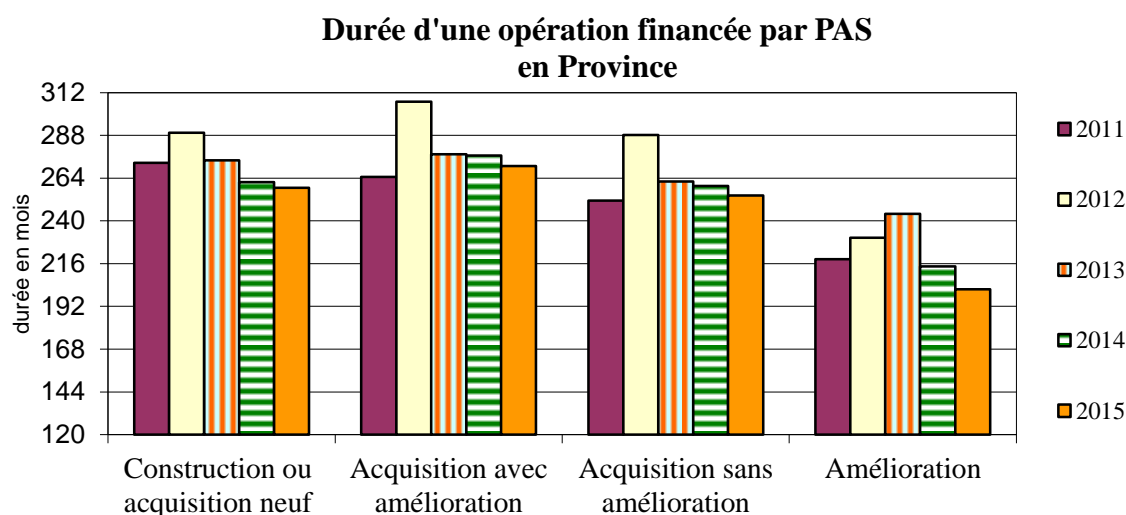
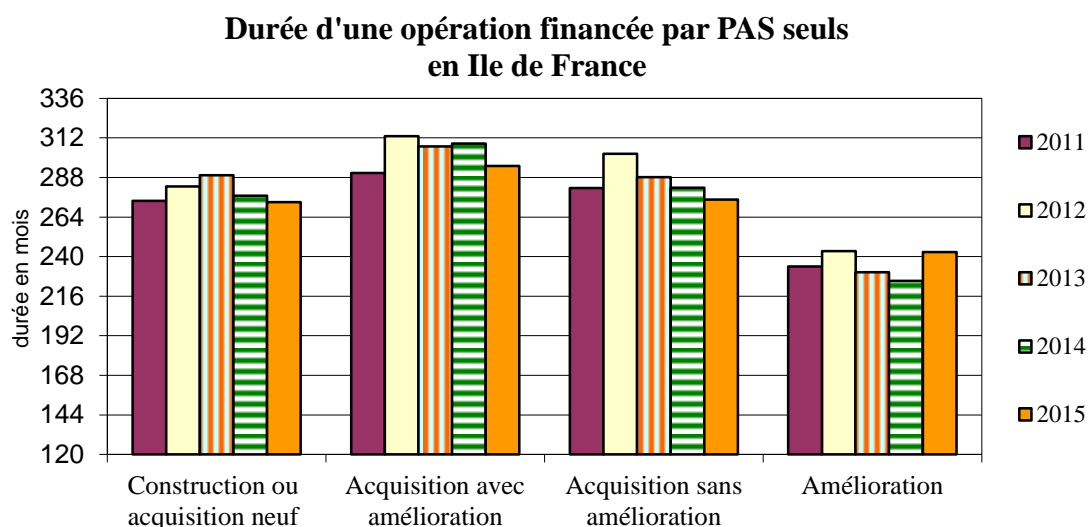
Rappelons que si le taux fixe reste stable tout au long de la durée du prêt, le taux variable évolue selon un indice public. Ainsi, une diminution du taux est favorable à l'emprunteur (coût du prêt plus faible) alors qu'une augmentation accroît les intérêts à rembourser. Une hausse des taux est susceptible d'avoir pour effet la fragilisation des emprunteurs ayant contracté des PAS à taux variables qui pourront voir la durée de leurs PAS se rallonger ou leurs mensualités augmenter, dans la limite des plafonds réglementaires. Ce risque est accentué par la présence importante des taux révisables parmi les prêts de longue durée car, dans ce cas, la durée plafond sera atteinte plus rapidement et la répercussion de la hausse des taux se fera donc sentir sur la mensualité. Cet effet est d'autant plus significatif que les taux révisables portent sur des montants d'opération

plus importants même si l'écart a eu tendance à se resserrer ces dernières années (cf. le graphique ci-après) :



Par ailleurs, pour tous types de taux confondus, la durée des opérations PAS seuls, après plusieurs années de hausse continue, a atteint son maximum en 2012 : 21 ans et 10 mois en 2011, 23 ans et 6 mois en 2012, pour diminuer à 22 ans et 8 mois en 2013, 22 ans et 3 mois en 2014 et 21 ans et 10 mois en 2015.

Comme cela est visible sur les graphiques ci-après, s'agissant de la durée selon la zone géographique les durées d'opérations sont bien plus importantes en Ile-de-France qu'en province. On note une baisse de la durée d'emprunt par rapport à 2014 dans l'amélioration de 12 mois, dans le neuf de 3 mois, dans l'acquisition sans amélioration de 5 mois et enfin de 6 mois dans l'acquisition avec amélioration. La durée moyenne demeure toujours plus longue en Ile-de-France avec 22 ans et 11 mois contre 21 ans et 7 mois en province.



En distinguant la durée moyenne d'emprunt en province selon le type d'opération, on note une baisse générale des durées, de 13 mois dans l'amélioration, de 3 mois dans le neuf, de 5 mois dans l'acquisition sans amélioration, et de 6 mois dans l'acquisition avec amélioration. En 2015, l'acquisition avec amélioration est le type d'opération avec la durée moyenne d'emprunt la plus longue (22 ans et 7 mois).

Caractéristiques des ménages

Le revenu mensuel moyen de l'année N⁷ des ménages bénéficiaires d'une opération PAS seuls continue à s'accroître pour atteindre en 2015 2 576€ (+6,7% par rapport à 2014 après +1,3% en 2014 par rapport à 2013)

Revenu mensuel moyen des bénéficiaires d'un PAS en euros

	2013	2014	2015	Evolution	
				13/14	14/15
Construction ou acquisition d'un logement neuf	2 608	2 719	2 860	4.3%	5.2%
Acquisition avec amélioration	2 227	2 285	2 381	2.6%	4.2%
Acquisition sans amélioration	2 380	2 406	2 572	1.1%	6.9%
Amélioration	2 706	2 673	2 914	-1.2%	9.0%
Ensemble	2 385	2 415	2 576	1.3%	6.7%

En distinguant les revenus par type d'opération, elles ont toutes vu leur revenu augmenter : +5,2% pour le neuf, +4,2% pour l'acquisition avec amélioration, +6,9% pour l'acquisition sans amélioration et +9,0% pour l'amélioration. En 2015, le revenu moyen des acquéreurs de l'amélioration seule est passé devant celui des acquéreurs de neuf (respectivement 2 914 € et 2 860€), mais ces chiffres sont peu représentatifs à cause du faible effectif d'opérations PAS seuls dans l'amélioration seule (311 en 2015).

Si on considère maintenant les montants d'opération de PAS seuls en fonction du revenu mensuel, le coût est de 5 ans et 3 mois et le montant prêté de 4 ans et 2 mois. Le neuf reste encore cette année le type d'opération le plus cher (5 ans et 10 mois), suivie par l'acquisition sans amélioration (5 ans et 3 mois), l'acquisition avec amélioration (5 ans et 1 mois) et l'amélioration seule (2 ans et 1 mois). Les montants moyens prêtés sont les plus forts dans l'ancien (4 ans et 2 mois pour l'acquisition sans amélioration et 4 ans et 5 mois pour l'acquisition

⁷ Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 25% des déclarations en 2015), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, et compte tenu des valeurs mal renseignées. Il y a toutefois lieu de faire remarquer qu'on observe une stabilité du revenu fiscal de référence.

avec amélioration), dans le neuf il représente 4 ans et 2 mois ; il est logiquement le plus faible pour l'amélioration seule (1 an et 9 mois)

La structure de répartition des emprunteurs PAS selon leur CSP (Annexe 11) reste tout de même assez stable sur les cinq dernières années observées même si l'on constate que le poids des ouvriers continue encore de baisser en 2015 par rapport à 2014. La répartition fait toujours apparaître un poids prépondérant des employés et des ouvriers qui réalisent ensemble presque 60% des opérations. En y ajoutant les professions intermédiaires, cela donne 80,0% des opérations. En 2015, on constate une forte augmentation par rapport à 2014 des cadres et des retraités (une augmentation respectivement +67,5% et 35,9%)

Évolution de la CSP des emprunteurs bénéficiaires d'une opération PAS seuls

	2013		2014		2015		Evolution	
							13/14	14/15
Agriculteurs	365	0.9%	296	0.7%	305	0.6%	-18.9%	3.0%
Artisans, commerçants	1 111	2.7%	1 145	2.8%	1 446	3.0%	3.1%	26.3%
Cadres	3 273	7.9%	3 301	8.1%	5 529	11.4%	0.9%	67.5%
Prof. Intermédiaires	7 820	18.9%	7 779	19.2%	9 765	20.1%	-0.5%	25.5%
Employés	15 465	37.4%	15 298	37.8%	17 951	36.9%	-1.1%	17.3%
Ouvriers	11 405	27.6%	10 792	26.6%	11 177	23.0%	-5.4%	3.6%
Retraités	817	2.0%	785	1.9%	1 067	2.2%	-3.9%	35.9%
Inactifs	1 139	2.8%	1 118	2.8%	1 391	2.9%	-1.8%	24.4%
Ensemble	41 395	100%	40 514	100%	48 631	100%	-2.1%	20.0%

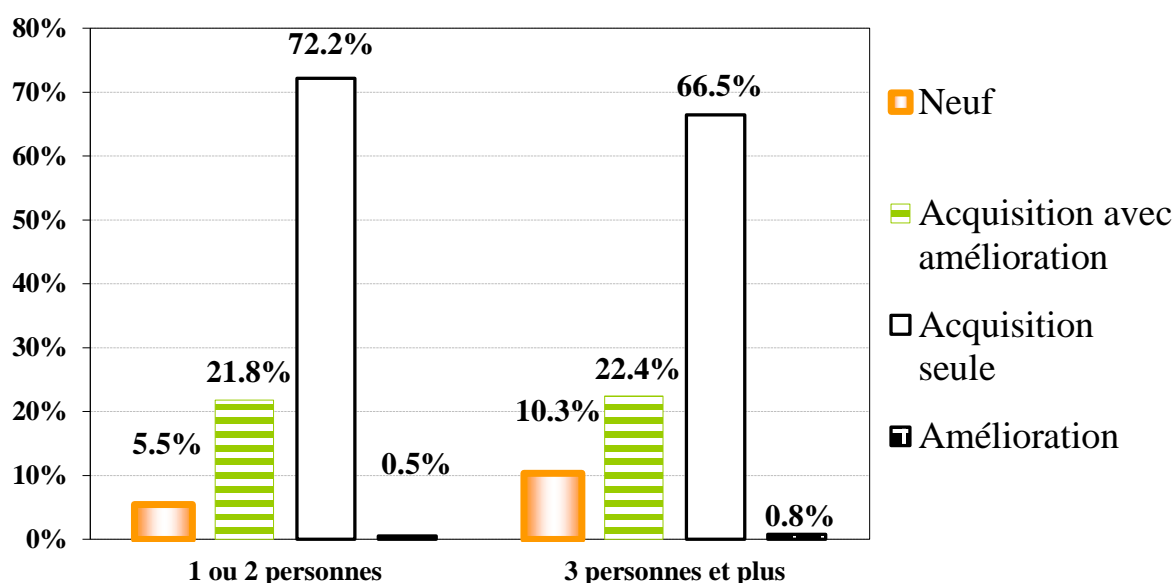
Le coût d'opération estimé en mois de revenus varie selon la CSP de 4 ans et 5 mois pour les agriculteurs à 6 ans et 1 mois pour les artisans, commerçants. Pour les catégories les plus représentées, il équivaut à 5 ans et 4 mois pour les employés, 5 ans et 3 mois pour les professions intermédiaires, 5 ans et 1 mois pour les ouvriers et à 5 ans et 9 mois pour les cadres. Pour les ouvriers, le montant prêté de l'opération PAS seuls est d'environ 4 ans et 5 mois de revenus, mais pour les agriculteurs et les retraités, il est respectivement de 3 ans et 6 mois et de 2 ans et 8 mois.

Pour l'ensemble des emprunteurs le revenu a augmenté de 6,7% en 2015 par rapport à 2014. Les hausses les plus fortes concernent les agriculteurs (+15,2%) et les inactifs (+13,3%) suivis des cadres (+6,5%) et des professions intermédiaires (+6,4%). Quant aux ouvriers, ils enregistrent une baisse de leurs revenus de 2,6%, les employés de 4,9% et les artisans, commerçants de 0,4%.

En ce qui concerne la composition des ménages (Annexe 10), près de la moitié des ménages sont composés de deux personnes et moins (51,9% l'ensemble, dont 28,3% pour les personnes seules), en hausse par rapport à 2014 (49,2% de l'ensemble dont 27,6% pour les personnes seules). Ainsi, la part des ménages de 3 personnes et plus diminue (48,1% des opérations contre 50,8% en 2014). La classe la plus représentée est celle des personnes seules (28,3% des opérations), suivie par les ménages de 2 personnes (23,7%) et des ménages de 3 personnes (20,3%).

Le nombre moyen de personnes par ménage sur l'ensemble des opérations de la génération 2014 continue de baisser régulièrement (2,60 en 2015 contre 2,69 en 2014 et 2,73 en 2013). Il est plus faible dans l'ancien (2,6 personnes pour l'acquisition avec amélioration, 2,5 personnes pour l'acquisition seule et 3,0 pour l'amélioration seule) que dans le neuf (3,0 personnes). L'investissement dans le neuf (10,3%) est plus marqué pour les ménages de 3 personnes et plus tandis que les petits ménages (1 et 2 personnes) réalisent des opérations encore plus largement dans l'ancien (94,5%).

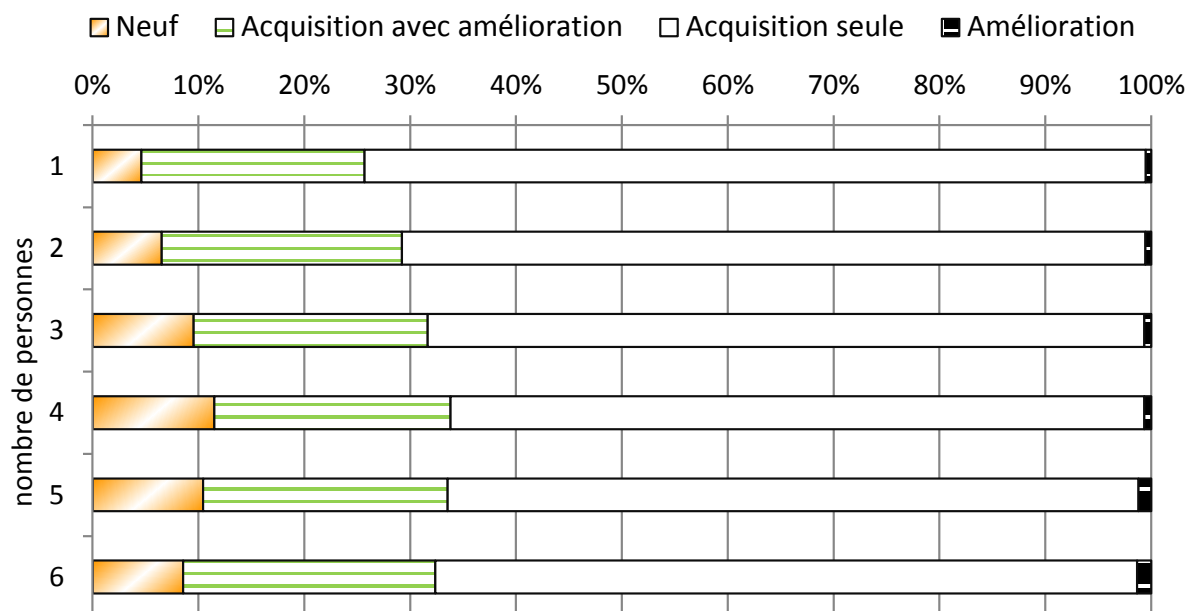
Opérations réalisées par taille de ménage en 2015



Les ménages de 3 personnes et plus achètent davantage dans le neuf (que les ménages de 1 à 2 personnes) quel que soit le nombre de personnes qui les composent. La part du neuf est supérieure à 10% pour les ménages de 4 ou 5 personnes mais de 4,6% pour les ménages de 1 personne. Les ménages à 1 ou 2 personnes et 3 et plus empruntent plutôt dans le cadre

d'acquisitions dans l'ancien sans travaux ; les acquisitions avec améliorations concernent environ 22% des opérations quel que soit le nombre de personnes du foyer.

Répartition des opérations en 2015 selon le nombre de personnes du ménage



Répartition des effectifs par taille de ménage et par type d'opération en 2015

Taille de ménage	Neuf		Acquisition-amélioration		Acquisition seule		Amélioration		Ensemble
Personne seule	634	16.7%	2 895	26.9%	10 145	30.0%	70	22.5%	28.3%
2 personnes	749	19.7%	2 613	24.3%	8 079	23.9%	62	19.9%	23.7%
3 personnes	941	24.8%	2 184	20.3%	6 686	19.8%	63	20.3%	20.3%
4 personnes	989	26.0%	1 917	17.8%	5 638	16.7%	55	17.7%	17.7%
5 personnes	379	10.0%	841	7.8%	2 374	7.0%	44	14.1%	7.5%
6 personnes et plus	109	2.9%	303	2.8%	844	2.5%	17	5.5%	2.6%
Ensemble	3 801	100.0%	10 753	100.0%	33 766	100.0%	311	100.0%	100.0%
moyenne du nombre de personnes	3.0		2.6		2.5		3.0		2.6

Les revenus moyens croissent avec le nombre de personnes qui les composent. La décomposition de l'évolution du revenu mensuel moyen entre 2015 et 2014 par taille de ménage montre que les ménages de 5 personnes ont un revenu moyen en plus forte hausse : +11,4% suivie des ménages de 2 personnes (+10,1%). Si le coût moyen d'opération augmente de 8,5% dans l'ensemble, c'est surtout pour les ménages de 3 et 4 personnes et plus que l'évolution est la plus forte (respectivement +10,1% et +10,0%). A l'inverse pour les ménages de 5 personnes et les ménages

de 6 personnes et plus, la hausse est de 6,4% et 6,3%. Au regard du montant moyen prêté, les ménages de 2 personnes et de 4 personnes ont la plus forte hausse (11,8%). Toutes les tailles de ménage ont vu leur montant moyen prêté augmenter plus vite que leur coût d'opération moyen.

Évolution entre 2014 et 2015 du coût moyen d'opération, du montant moyen et des revenus

	Coût moyen d'opération	Montant moyen Prêté	Revenu mensuel moyen
Personne seule	9.0%	10.8%	7.4%
2 personnes	9.6%	11.8%	10.1%
3 personnes	10.1%	11.1%	6.1%
4 personnes	10.0%	11.8%	5.0%
5 personnes	6.4%	8.6%	11.4%
6 personnes et +	6.3%	7.2%	8.5%
Ensemble	8.5%	10.1%	6.7%

Les personnes seules s'engagent dans des opérations représentant 5 ans et 6 mois de revenus (soit un mois de plus qu'en 2014) avec un PAS équivalant à 4 ans et 3 mois (2 mois de plus que la génération précédente). Toujours pour cette catégorie de ménages, le maximum du coût est atteint pour le neuf où il représente 6 ans et 8 mois de revenus. Pour les ménages de 2 personnes, ces ratios sont respectivement 5 ans et 4 ans et 1 mois. Les opérations des ménages de 3 personnes et plus valent entre 4 ans et 2 mois et 5 ans et 2 mois de revenus avec des montants de PAS valant entre 3 ans et 4 mois et 4 ans et 2 mois, dans les deux cas décroissants avec la taille du ménage.

La quotité du PAS augmente avec la taille du ménage (de 77% pour une personne seule et autour de 81% pour les autres ménages).

La répartition des PAS de la génération 2015 selon la situation familiale (Annexe 12) est dans la continuité des générations précédentes. La majorité des emprunteurs vivent en couple, et représentent 57,6% des ménages (+0,8 point par rapport à 2014), contre 42,4% de ménages célibataires.

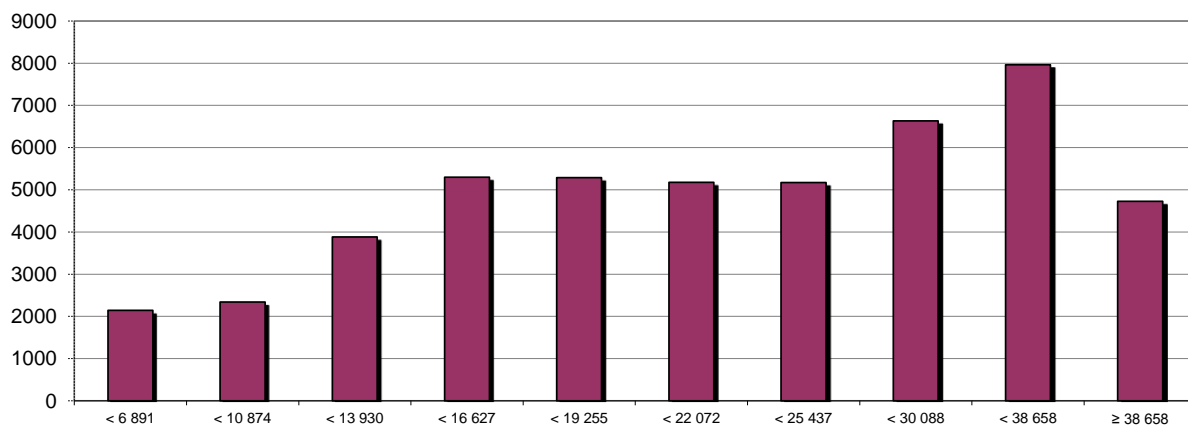
Situation familiale des bénéficiaires d'un PAS

	2013		2014		2015	
Marié ou vivant maritalement	23 533	56.8%	22 999	56.8%	28 006	57.6%
Seul	17 862	43.2%	17 515	43.2%	20 625	42.4%
Ensemble	41 395	100%	40 514	100%	48 631	100%

Les montants moyens d'opération progressent que cela soit pour les emprunteurs vivant en couple ou les célibataires (respectivement +8,9% et +6,8%). Le revenu des emprunteurs progresse de 10,1% en moyenne pour l'ensemble, atteignant respectivement 10,1% et 9,1% pour les couples et les célibataires.

La répartition selon les déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux des prêts garantis (hors éco-prêts) est inégale. 28% des prêts est accordé aux quatre premiers déciles de revenus, alors que les emprunteurs ayant un RFR compris entre à 22 072 € et 38 658 € (correspondant aux déciles 6 à 9) représentent 51% des emprunteurs.

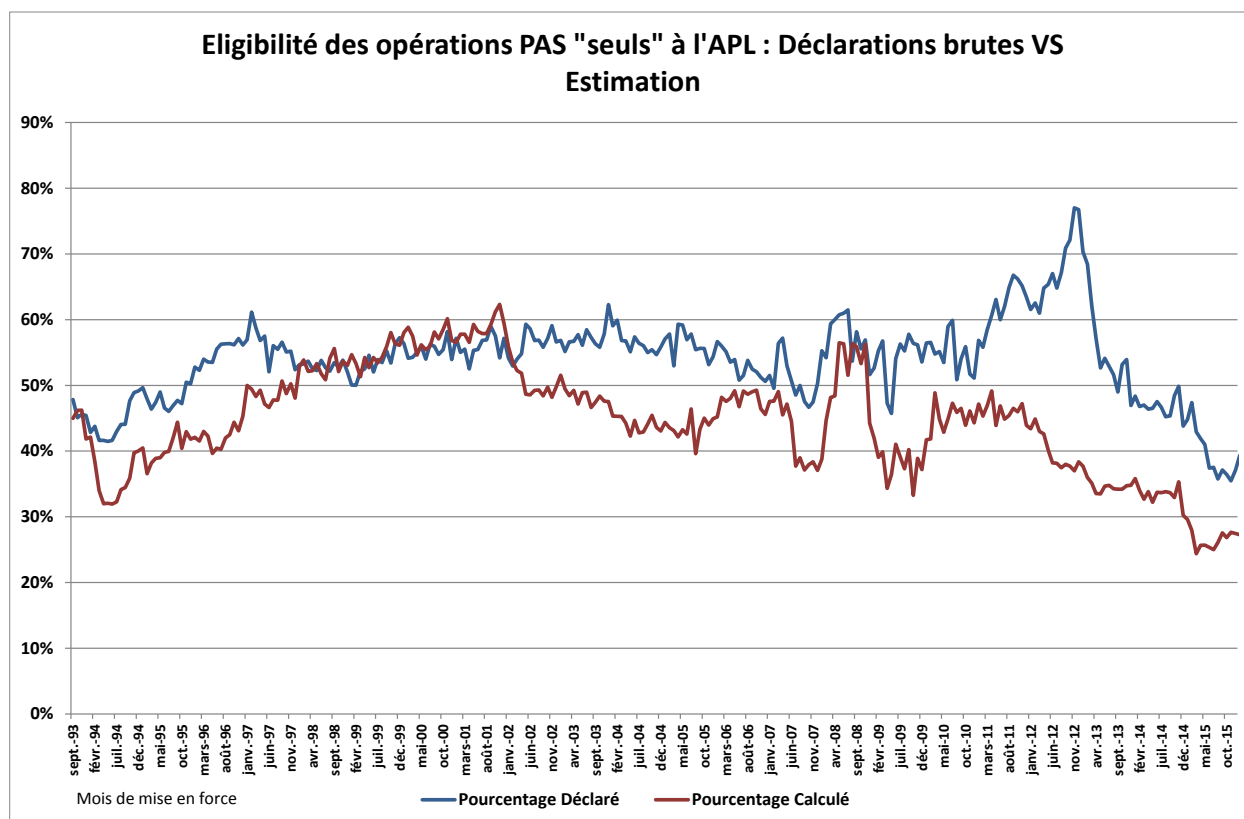
Nombre d'opérations garanties financées par PAS seuls en métropole par décile de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux



Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour les opérations financées uniquement par des prêts PAS

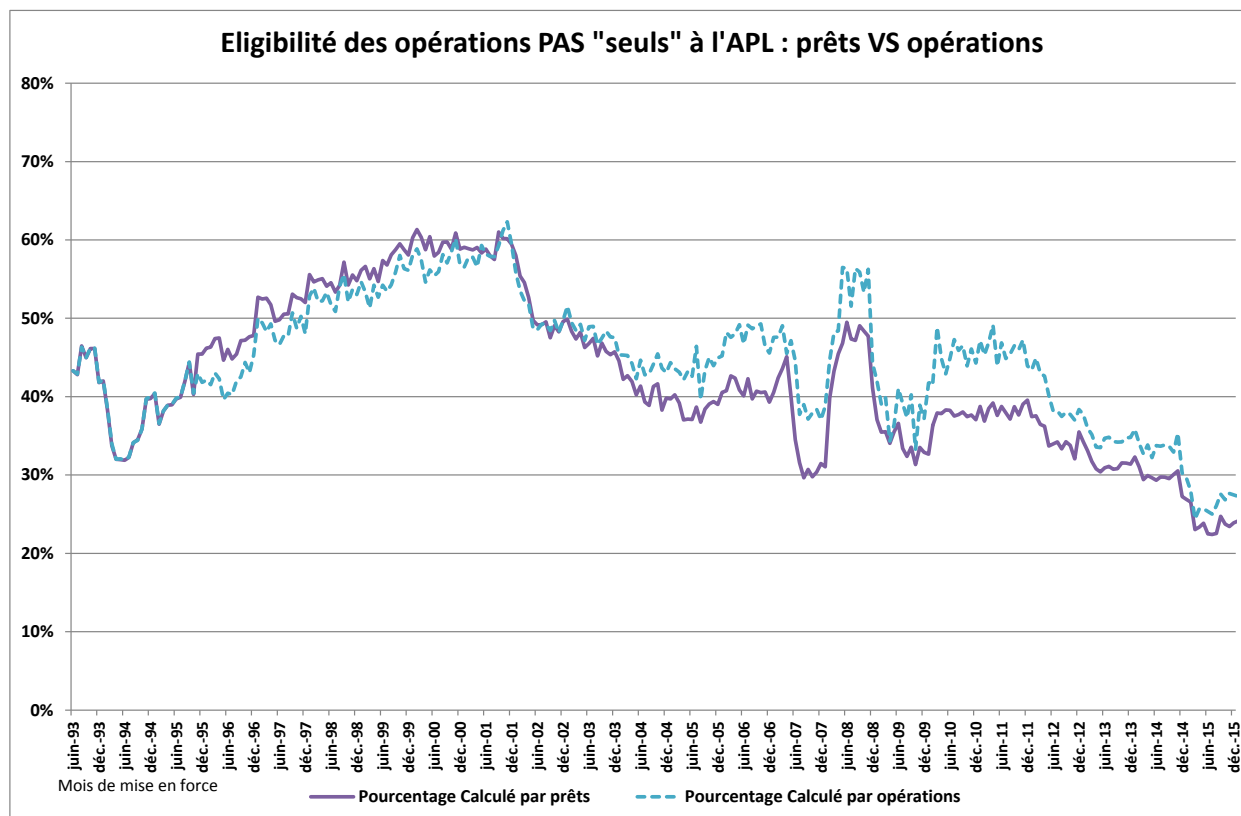
a- Déclarations des EC et Estimation par la SGFGAS :

Depuis 2008, une élévation inhabituelle du taux de ménages emprunteurs déclarés présumés bénéficiaires de l'APL au moment de l'offre de prêt a été mise en évidence. Une étude détaillée portant sur les anomalies constatées a montré qu'un certain nombre d'établissements de crédit déclarent systématiquement l'ensemble de leurs emprunteurs PAS éligibles à l'APL. Ce constat reste valable en raisonnant par opération (ensemble des prêts PAS finançant la même opération), comme l'illustre le graphique suivant qui compare aux déclarations brutes, le résultat d'un calcul conventionnel par lequel l'évaluation de l'éligibilité à l'APL est obtenue en estimant le montant d'APL auquel aurait droit un emprunteur en fonction d'un certain nombre de critères: l'estimation réduit nettement le pourcentage des opérations éligibles.



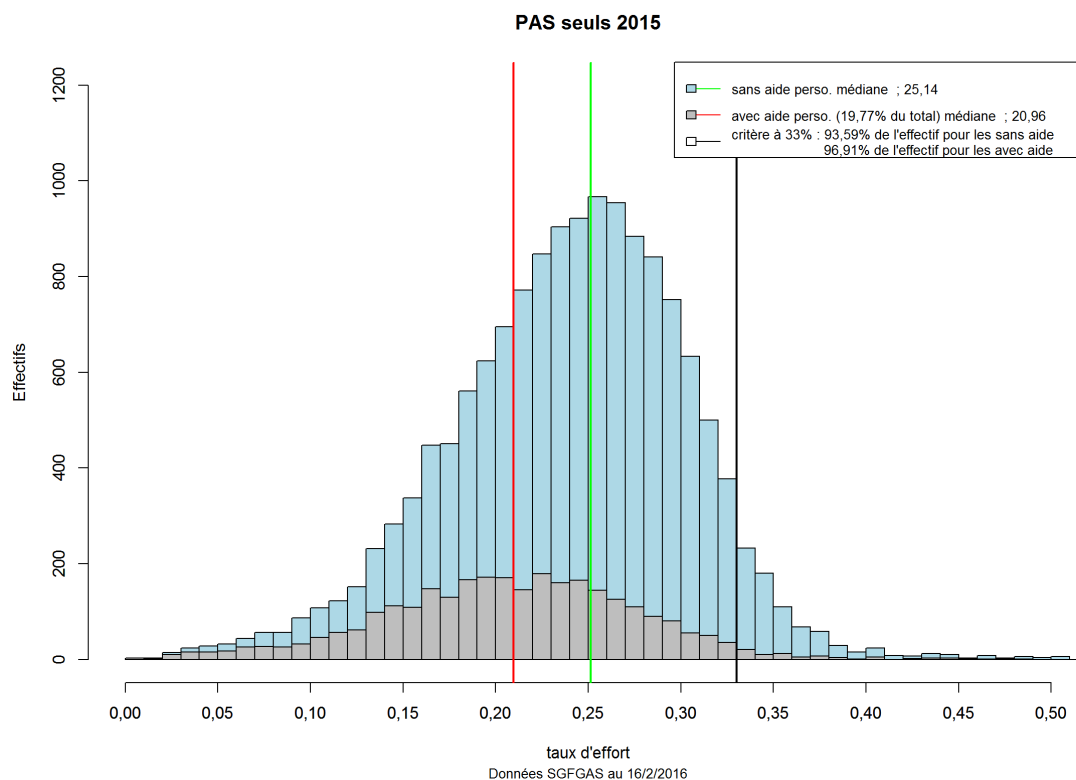
b- Analyse par prêts VS analyse par opération :

L'évaluation de l'éligibilité à l'APL prêt par prêt sous estimait souvent la véritable éligibilité de l'emprunteur.

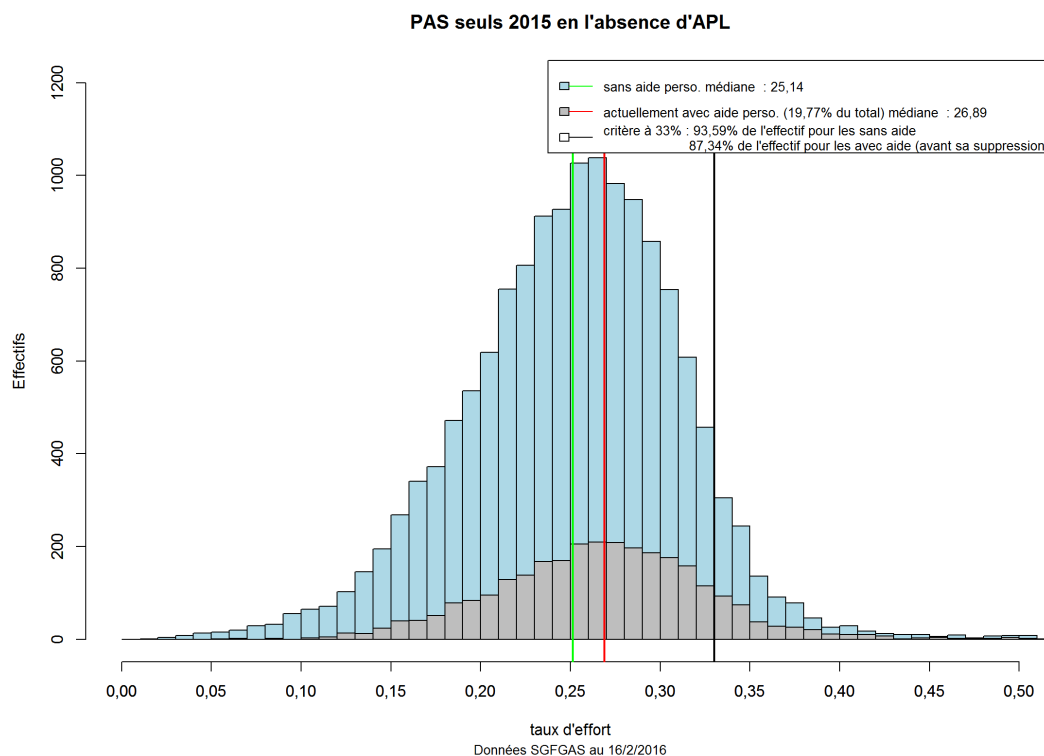


c- Amélioration du taux d'effort permise par l'APL

Si on raisonne en taux d'effort, le constat est que l'APL améliore sensiblement le taux d'effort des ménages qui y ont accès : le taux d'effort médian de ceux qui y ont accès est amélioré de deux points et il en est presque de même pour la proportion de ceux qui sont au-dessus de 33% de taux d'effort.



En l'absence d'aide personnelle, la situation serait très différente puisque les actuels éligibles verraient leur taux d'effort augmenter au delà de ce qui est le lot des non éligibles comme le montre le graphique suivant :



2.3 LES OPERATIONS COMBINANT PAS ET PRETS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2015 :

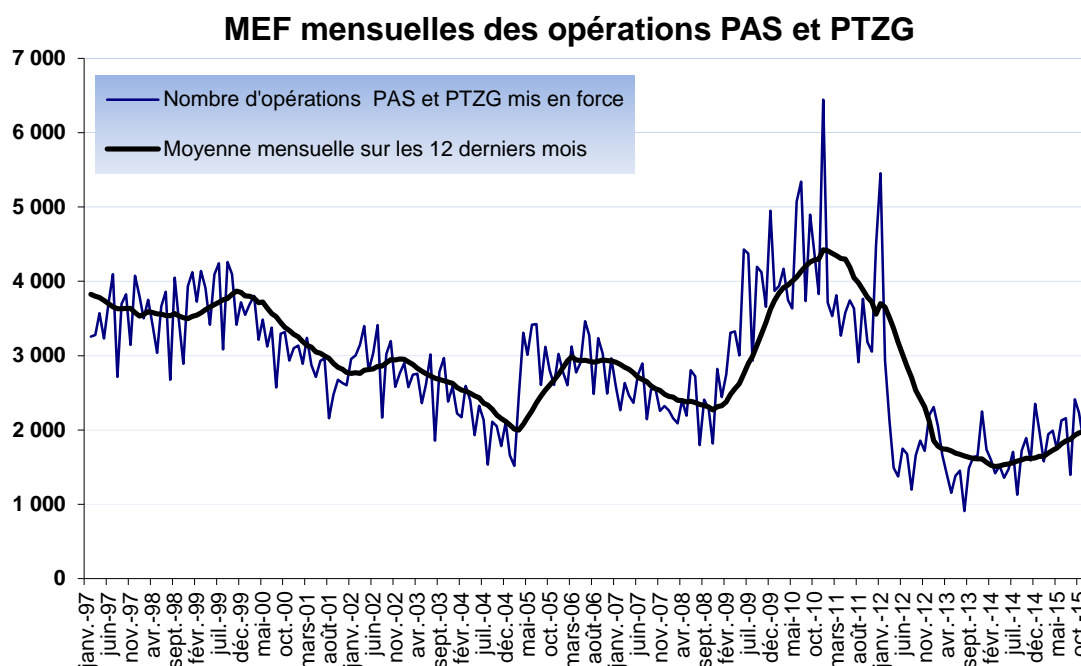
La comparaison entre les opérations financées par des PTZ garantis et des PTZ non garantis met en relief des différences nettes :

Opération avec ...	PTZ garantis	PTZ non garantis
Nombre moyen de personnes dans le foyer	3.1	2.5
Net imposable année de référence	23 847 €	24 748 €
Montant total de l'opération	189 109 €	196 005 €
Surface habitable	85.1	89.7
Montant du ptz	39 316 €	37 921 €
Montant du crédit d'impôt	11 328 €	8 909 €
Durée totale du prêt à taux zéro	263.6	238.4
Durée de la période 1 du prêt à taux zéro	155.6	150.6
% amorti en période 1	24.0	40.6
Montant des autres prêts	141 476 €	136 798 €
Montant total du prêt principal	133 805 €	114 262 €
Taux nominal du prêt principal	2.94	2.50
TEG du prêt principal	3.84	3.10
Durée totale du prêt principal (en mois)	315.6	269.7
Montant d'aide personnelle mensuel moyen	59.5	21.6
Taux d'apport personnel	4%	10%

	Opérations avec PTZ garantis		Opérations avec PTZ non garantis	
	Effectif	% PTZ Garantis	Effectif	% PTZ Non Garantis
Etat matrimonial du ménage emprunteur				
<i>Marié</i>	3 617	34.4%	11 199	25.2%
<i>Veuf</i>	30	0.3%	128	0.3%
<i>Divorcé ou Séparé</i>	517	4.9%	2 058	4.6%
<i>Célibataire</i>	2 179	20.7%	13 177	29.7%
<i>Vivant maritalement</i>	4 175	39.7%	17 871	40.2%
Zone				
<i>A</i>	2 600	24.7%	10 914	24.6%
<i>B1</i>	1 917	18.2%	10 310	23.2%
<i>B2</i>	2 158	20.5%	7 183	16.2%
<i>C</i>	3 843	36.5%	16 026	36.1%
Statut d'occupation du logement actuel				
<i>1 : Locataire HLM</i>	139	1.3%	2 123	4.8%
<i>2 : Autre locataire</i>	10 173	96.7%	33 739	75.9%
<i>4 : Hébergé(e) à titre gratuit</i>	161	1.5%	7 626	17.2%
<i>6 : Propriétaire (handicapé)</i>	45	0.4%	19	0.0%
<i>9 : Autres statuts</i>		0.0%	926	2.1%
Catégorie socioprofessionnelle				
<i>1 : Agriculteurs exploitants</i>	4	0.0%	395	0.9%
<i>2 : Artisans, commerçants et chefs d'entreprise</i>	85	0.8%	1 265	2.8%
<i>3 : Cadres et professions intellectuelles supérieures</i>	679	6.5%	6 048	13.6%
<i>4 : Professions Intermédiaires</i>	2 366	22.5%	10 878	24.5%
<i>5 : Employés</i>	3 272	31.1%	16 514	37.2%
<i>6 : Ouvriers</i>	3 901	37.1%	8 426	19.0%
<i>7 : Retraités</i>	64	0.6%	176	0.4%
<i>8 : Autres personnes sans activité professionnelle</i>	147	1.4%	731	1.6%
Situation socioprofessionnelle				
<i>1 : Salarié secteur privé (CDI)</i>	8 360	79.5%	26 305	59.2%
<i>2 : Salarié secteur privé (autres cas)</i>	451	4.3%	6 291	14.2%
<i>3 : Salarié secteur public</i>	1 450	13.8%	7 247	16.3%
<i>4 : Non-salarié</i>	102	1.0%	3 750	8.4%
<i>5 : Chômeur</i>	84	0.8%	125	0.3%
<i>6 : Inactif</i>	71	0.7%	715	1.6%
Type d'immeuble				
<i>individuel</i>	8 111	77.1%	30 116	67.8%
<i>collectif</i>	2 407	22.9%	14 317	32.2%
Type d'opération				
<i>1 : Achat neuf (au sens = jamais occupé)</i>	2 635	25.1%	15 430	34.7%
<i>2 : Construction de maison individuelle (achat du terrain compris)</i>	7 087	67.4%	21 139	47.6%
<i>3 : Construction de maison individuelle (hors achat du terrain)</i>	228	2.2%	3 563	8.0%
<i>4 : Acquisition amélioration pour les acquisitions seules, montant des travaux>0</i>	295	2.8%	2 292	5.2%
<i>5 = Transformation de locaux non destinés à l'habitation en logement</i>	12	0.1%	171	0.4%
<i>6 = Levée d'option en location-accession, pour le 1er locataire (PSLA)</i>	256	2.4%	1 750	3.9%
<i>7 = Acquisition d'un logement avec travaux de remise à neuf TVA</i>	5	0.0%	88	0.2%
Eligibilité à l'APL/AL				
<i>Eligible</i>	4 004	40.7%	9 525	27.4%
<i>APL</i>	4 004	38.1%	10	0.0%
<i>AL</i>	0	0.0%	9 515	27.3%
<i>Non eligible</i>	6 514	59.3%	25 297	72.6%
Périmètre : Mises en force 2015 Métropole	10 518	100%	34 822	100%

Le développement qui suit porte sur les opérations associant PAS et PTZ. On recense 17 780 opérations combinant un ou plusieurs prêts PAS à un prêt à 0% garanti pour la génération 2014. Ils représentent 30,3% en effectifs et 37,0% en montants de la production totale de l'ensemble des opérations de la génération 2014.

Génération du 1er prêt mis en force	Nombre d'opérations PAS et PTZG	Montant garanti (PAS + PTZG en M€)
1995	3 154	198.1
1996	43 657	2 659.3
1997	42 945	2 873.1
1998	41 999	3 021.9
1999	46 226	3 613.9
2000	39 466	3 141.4
2001	33 302	2 789.5
2002	35 473	3 240.7
2003	31 547	3 085.6
2004	25 358	2 590.1
2005	32 963	3 541.4
2006	41 775	4 852.4
2007	23 663	2 810.0
2008	27 607	3 259.1
2009	43 481	5 404.1
2010	53 081	6 745.4
2011	42 688	5 515.0
2012	25 430	3 626.0
2013	19 358	3 093.9
2014	19 493	3 149.4
2015	23 551	3 883.8
Total	696 217	73 094



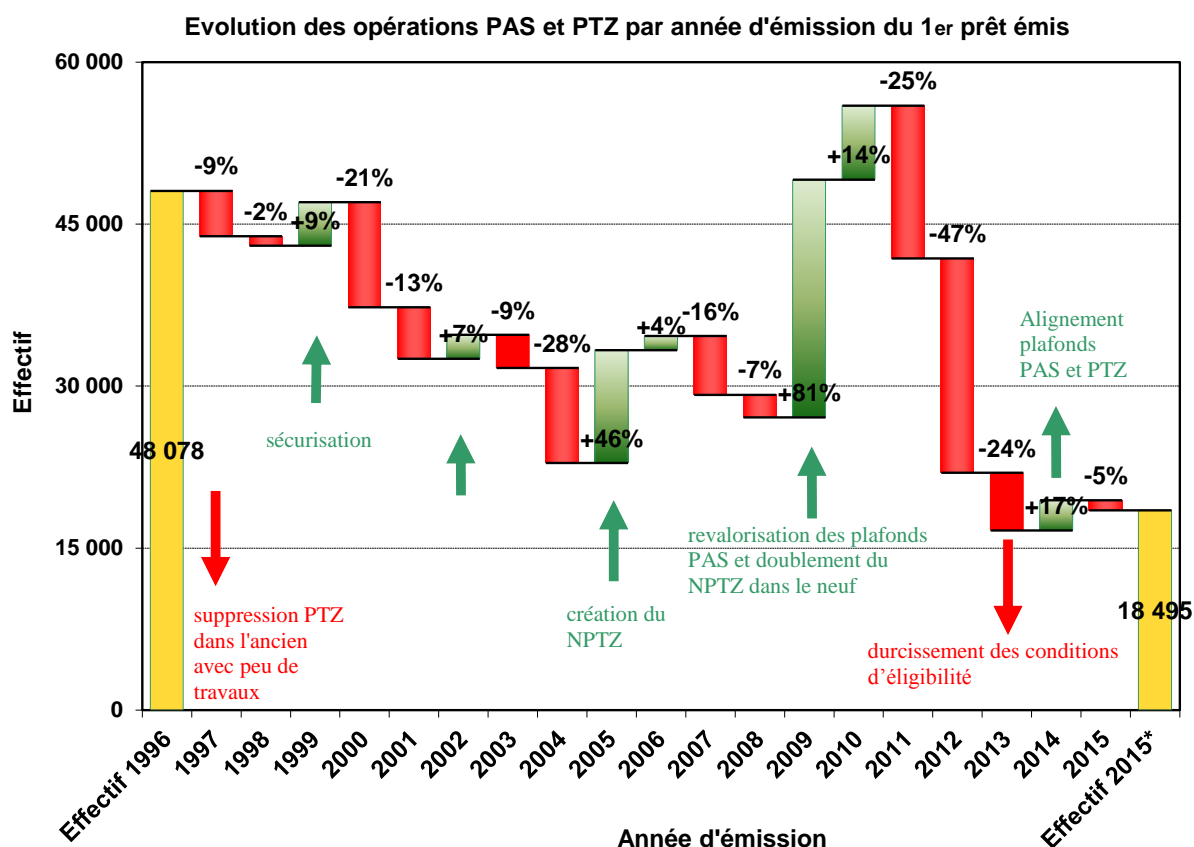
En 2015, le **montant moyen prêté** pour une opération combinant PAS et prêt à 0% garanti est de 164 910 €, en hausse de 2,1% par rapport à 2014, d'un coût moyen de 188 620 € (soit +2,4% sur un an). Le montant du revenu mensuel moyen des emprunteurs est en hausse de 3,2% par rapport à la génération 2014 et se situe à 2 717 € (à titre indicatif, dans le cas des opérations uniquement financées par des PAS, a également augmenté de 6,7% par rapport à la génération 2014).

Comme pour les PAS, les réformes ont entraîné des variations significatives de la production des opérations PAS et PTZG (pour mémoire on laisse de côté la suppression de la déductibilité des intérêts des emprunts fin 1996 dans le neuf et fin 1997 dans l'ancien, puisque dès l'origine du PTZ, fin 1995, le cumul des deux avantages était interdit) :

- 1999 (sécurisation) avec une augmentation de 9%
- 2001 (revalorisation des plafonds PAS), dont l'effet n'est observé qu'en 2002 avec une hausse de 36%
- 2005 (création du NPTZ) avec +34%
- 2008 (revalorisation des plafonds PAS) et 2009 (doublement du NPTZ dans le neuf) qui occasionnent une production en nette progression avec +80%.
- La baisse considérable du nombre d'opérations PAS et PTZG : -27% en 2011, -46% en 2012 et -26% en 2013 s'explique pour sa part par le durcissement des conditions

d'éligibilité recentrage du PTZ+ sur les opérations dans le neuf « performant » accompagné d'une réduction (suppression de la 6ème et dernière tranche) des plafonds de ressources qui avaient déjà été réinstaurés en 2012.

- L'alignement des plafonds de ressources des prêts garantis sur ceux des PTZ au 1^{er} octobre 2014.



* nombre d'opérations : données de février 2016

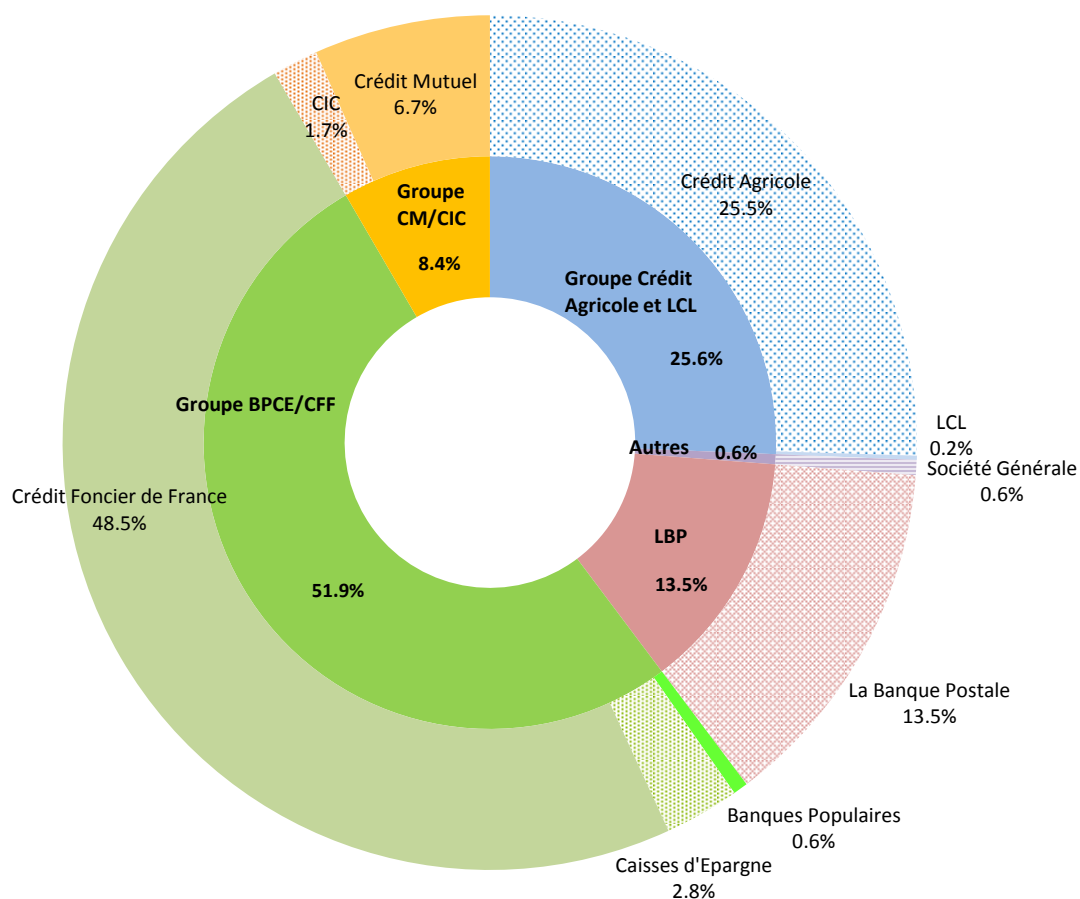
Les chiffres sur les émissions de PTZ garantis en 2015 sont encore très provisoires puisque les déclarations sont loin d'avoir été toutes reçues au 16/02/2016 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est possible voire probable que la baisse ne soit, au moins en partie, due qu'à un déficit temporaire de déclarations.

A noter que pour 2014 également il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements.

Répartition par établissements

La répartition des montants prêtés pour financer des opérations combinant PAS et prêts à 0% garantis par distributeur et son évolution sont légèrement différentes de celles des opérations financées uniquement par des PAS. Un établissement distribue près de la moitié des montants pour ce type d'opération : le Crédit Foncier (48,5% qui perd 5,5 points cette année après une baisse de 3,9 points en 2014). Le Crédit Agricole (25,5% qui gagne 3,1 point après en avoir perdu 2,0). La Banque Postale continue à gagner des parts de marché en atteignant 13,5% cette année.

Parts de marché (en montants) des établissements pour les opérations PAS et PTZ garantis



Le groupe BPCE/Crédit Foncier conserve le premier rang avec une part de marché de 51,9% mais en perdant 6,7 points. Il est suivi par le groupe Crédit Agricole/LCL avec 25,6% (contre 22,8% en 2014).

Répartition géographique des opérations PAS et PTZG

L'augmentation des opérations associant PAS et PTZG de la génération 2015 (en effectifs) est constatée dans toutes les régions, à l'exception de l'Ile-de-France (-0,4%). Les régions ayant enregistré les plus fortes augmentations sont l'Alsace (+61,4%), le Rhône Alpes (+46,6%), l'Aquitaine (+36,7%) et le Midi Pyrénées (+34,0%).

Répartition des opérations PAS et PTZG de la génération 2015 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2015/2014	Part de la région (montants)
Ile de France	4 213	17.9%	-0.4%	21.6%
Rhône Alpes	3 247	13.8%	46.6%	13.7%
Pays de la Loire	2 188	9.3%	23.4%	8.2%
Provence Côte d'Azur	1 689	7.2%	26.8%	8.0%
Languedoc Roussillon	1 519	6.4%	29.7%	6.3%
Aquitaine	1 494	6.3%	36.7%	5.9%
Midi Pyrénées	1 293	5.5%	34.0%	5.1%
Bretagne	1 260	5.4%	13.7%	4.5%
Centre	943	4.0%	30.4%	3.7%
Nord	879	3.7%	21.2%	3.4%
Haute Normandie	842	3.6%	18.6%	3.6%
Picardie	802	3.4%	11.4%	3.4%
Poitou Charentes	601	2.6%	12.8%	2.1%
Basse Normandie	438	1.9%	4.0%	1.7%
Lorraine	438	1.9%	20.0%	1.8%
Alsace	376	1.6%	61.4%	1.7%
Bourgogne	371	1.6%	4.5%	1.4%
Champagne	267	1.1%	20.8%	1.1%
Corse	227	1.0%	33.5%	1.0%
Franche Comté	163	0.7%	7.2%	0.7%
Auvergne	157	0.7%	0.6%	0.5%
Limousin	144	0.6%	18.0%	0.5%
Ensemble	23 551	100%	20.8%	100%

La répartition géographique des opérations financées par PAS et PTZG montre que les régions Ile-de-France Rhône-Alpes, et Pays de la Loire restent les plus importantes productrices (respectivement 17,9%, 13,8% et 9,3%). Elles représentent 41,0% des opérations combinant un PAS et un prêt à 0% garantis, en effectifs et 43,5% en montant (respectivement 21,6%, 13,7% et 8,2%).

Caractéristiques des opérations

L'ouverture en février 2005 du PTZ à l'acquisition seule avait bouleversé la répartition des opérations combinant PAS et PTZG. Le doublement dans le neuf du montant du NPTZ à compter du 15 janvier 2009, puis la fin en sifflet de cette mesure à partir du 1^{er} juillet 2010 ont contribué à l'accroissement de la part du neuf parmi les opérations financées par un NPTZ garanti. En raison des recentrages successifs (2012 et 2013) du PTZ+, presque exclusivement vers le neuf, la part du neuf (mises en force) est de 95,3% en 2015, contre 98,2% en 2014 et 97,6% en 2013.

Répartition des opérations PAS et PTZG par type d'opération

	2013		2014		2015	
Neuf	18 890	97.6%	19 142	98.2%	22 454	95.3%
Acquisition avec amélioration	302	1.6%	61	0.3%	356	1.5%
Acquisition seule	166	0.9%	290	1.5%	741	3.1%
Ensemble	19 358	100%	19 493	100%	23 551	100%

L'analyse de l'évolution par génération des opérations associant PAS et PTZG par **zone géographique** montre que le nombre d'opérations situées en Ile-de-France est en baisse de 99,6% contre une hausse de 26,7% en province. Seulement 17,9% des opérations associant PAS et PTZG en 2015 sont distribués en Ile-de-France, contre respectivement 21,7% et 18,7% en 2014 et 2013.

En Ile-de-France, les opérations sont dans le neuf pour 95,6% d'entre elles, contre 97,6% pour 2014 et 99,4% pour la génération précédente.

En province, le neuf représente près de 95,3% des opérations contre 98,4% pour 2014 et 97,2% pour 2013.

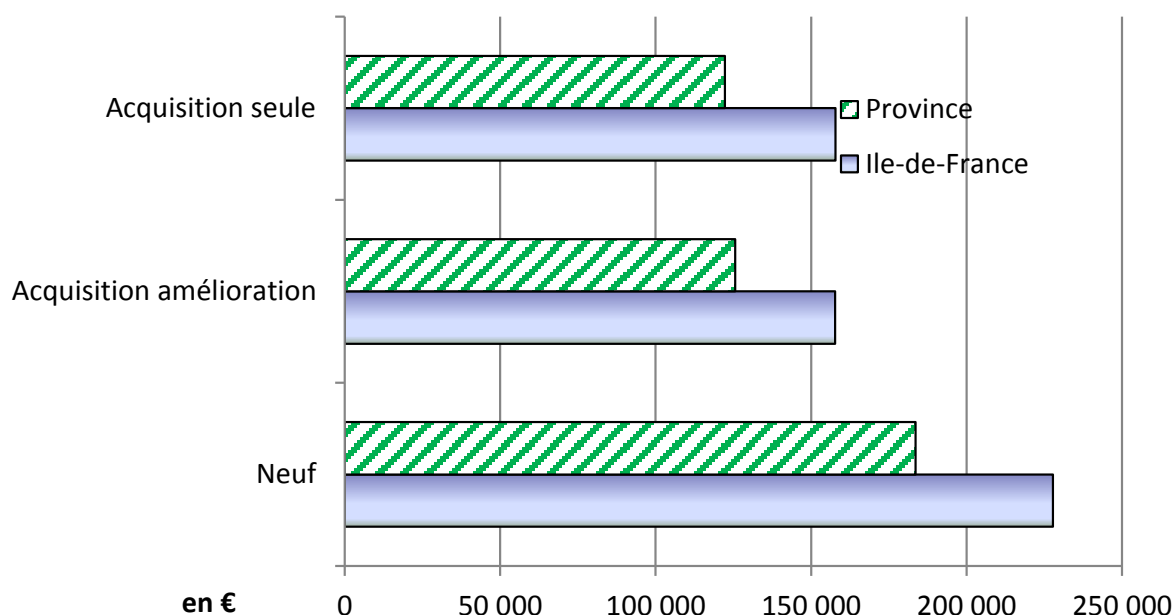
Entre 2014 et 2015, le coût moyen d'opération augmente une nouvelle fois (+2,4% en moyenne pour l'ensemble des types d'opération) : 3,4% dans le neuf et 7,6% pour les acquisitions seules et est en diminution (-4,4%) pour l'acquisition avec amélioration (à mettre en regard avec les faibles effectifs dans l'ancien en 2014).

Coûts moyens d'opération en euros

	2013	2014	2015	Variation 14/15
Neuf	181 390	185 260	191 520	3.4%
Acquisition avec amélioration	195 158	132 442	126 644	-4.4%
Acquisition seule	132 984	121 344	130 528	7.6%
Ensemble	181 190	184 144	188 620	2.4%

Le coût moyen d'opération reste nettement supérieur en Ile-de-France, en hausse de 4,0% par rapport à 2014. L'écart absolu entre province et Ile-de-France est autour de 44 000 € (soit 3 100 € de plus qu'en 2014).

Montant moyen d'une opération PAS et PTZG selon le type d'opération et la distinction Province/Ile de France



La quotité moyenne des prêts garantis (PAS & PTZG), finançant la même opération couvre 87,4% du coût total de l'opération; cette quotité est légèrement plus importante en Ile de France, et vaut 88,6% contre 87,1% en Province.

En regardant par type d'opération, on constate que la quotité est supérieure dans le neuf en Ile-de-France avec 88,9% ; elle est de 87,1% en province. Pour les autres types d'opérations, les chiffres sont à mettre en regard avec la faible production de prêts à taux 0% garantis dans l'ancien.

Les quotités hors prêts complémentaires dans la base des PTZ restent proches de celles calculées dans la base des prêts garantis 87,9% contre 87,4%. La différence de quotité provient de la différence de périmètre, puisqu'on compte 23 551 opérations PAS et PTZG dans la base des prêts garantis contre 25 277 dans la base des PTZ (l'année de mise en force du PAS n'étant pas connu dans cette base).

Par ailleurs, au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires ne seraient présents que dans 12,5% des opérations PAS et PTZG 2015 dans la base des prêts garantis et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 11,4%.

Or dans la base PTZ on constate que

1 le taux de présence des autres prêts que le PAS et le PTZG est de 19,1%

2 Le taux d'apport personnel déduit par le calcul de la base PTZ est de 10,3% pour un montant des autres prêts de 1,6%.

S'agissant de données à caractère non facultatif dans la base des PTZ, celle-ci doit être considérée comme plus fiable.

Ceci est de nature à renforcer les doutes exprimés pour les PAS seuls et les PAS dans leur ensemble en pages 17 et 35.

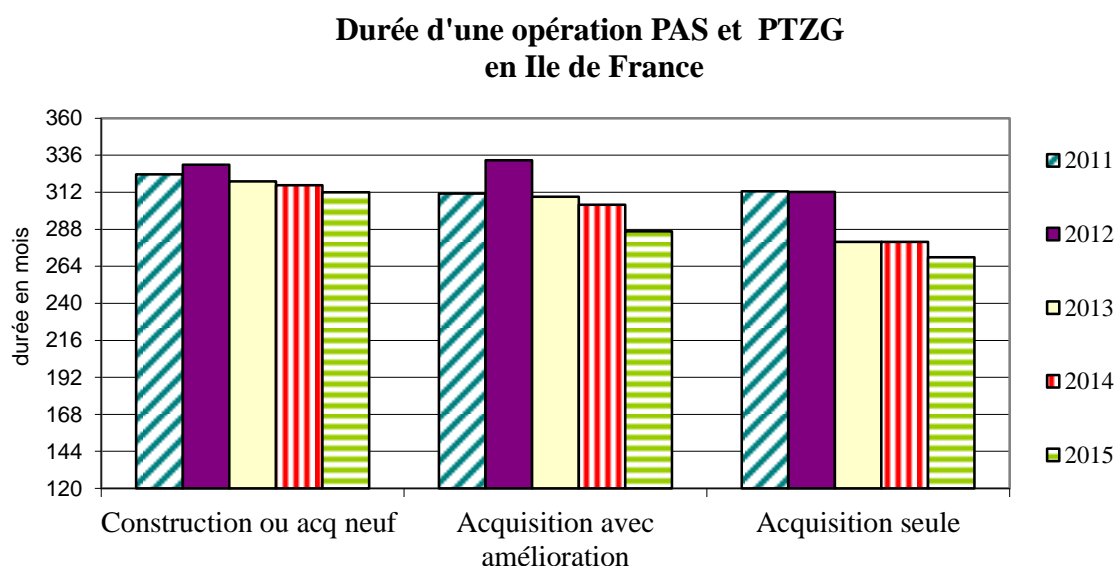
Quotité moyenne du montant PAS & PTZG de la génération 2015 dans le coût d'opération

	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	88.9%	87.1%	87.5%
Acquisition avec amélioration	94.1%	91.7%	91.8%
Acquisition seule	81.0%	83.2%	82.6%
Ensemble	88.6%	87.1%	87.4%

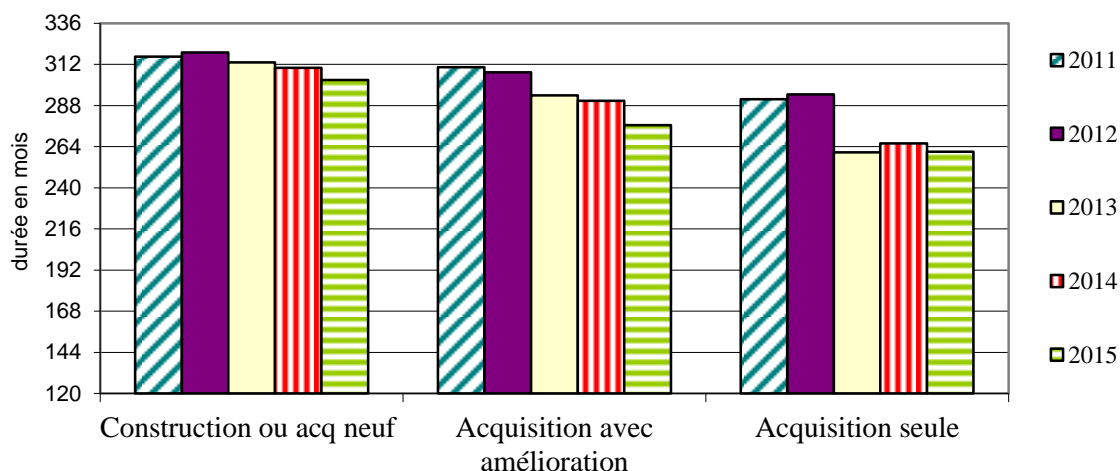
La durée prise en compte pour une opération est celle associée au prêt le plus long (PAS ou PTZG).

Après des hausses régulières de l'allongement de la durée maximale des prêts finançant des opérations PAS et PTZG, la génération 2015 affiche une durée moyenne en légère baisse : en 2011, la durée moyenne s'établit à 25 ans et 8 mois et augmente fortement de 7 mois l'année suivante ; elle reste stable en 2013 (-1 mois) pour s'établir à 26 ans et 2 mois, En 2014, elle diminue à 25 ans et 11 mois et diminue à nouveau de 8 mois en 2015.

La durée moyenne en Ile-de-France est plus élevée qu'en province (25 ans et 10 mois contre 25 ans et 1 mois).



Durée d'une opération PAS et PTZG en Province



La durée moyenne des opérations PAS et PTZG diminue de 5 mois dans le neuf en Ile-de-France, tout comme l'acquisition avec amélioration (-3 mois), tandis que l'acquisition seule augmente de 5 mois.

En province, la durée moyenne dans le neuf baisse de 7 mois, dans l'acquisition avec amélioration de 14 mois, et dans l'acquisition seule de 5 mois.

La tendance générale montre une diminution de la durée moyenne du prêt : dans le neuf, la durée s'établit à 25 ans et 5 mois (-6 mois par rapport à 2014), dans l'acquisition avec amélioration autour de 23 et 1 mois (-14 mois) et dans l'acquisition sans amélioration à 21 ans et 11 mois (-8 mois).

Le TEG moyen des opérations PAS et PTZG, pondéré au sein de l'opération par le montant des PAS, est de 3,39% en 2015, contre 4,13% en 2014.

Le revenu mensuel moyen d'un emprunteur associant à un PAS, un prêt à 0% garanti est de 2 717 €, en hausse de 3,2% par rapport à la génération précédente, une hausse qui se retrouve uniquement dans le neuf (+3,7%) et l'acquisition sans amélioration (+2,5%). Le revenu mensuel moyen diminue au contraire de 8,7% dans l'acquisition avec amélioration, résultat à relativiser compte tenu du faible effectif de cette catégorie pour la génération 2014.

Revenu mensuel moyen des ménages en euros

	2013	2014	2015	Variation
Neuf	2 591	2 640	2 736	3.7%
Acquisition amélioration	2 448	2 534	2 314	-8.7%
Acquisition seule	2 186	2 407	2 468	2.5%
Ensemble	2 585	2 633	2 717	3.2%

La structure de répartition par CSP est globalement inchangée, la part des employés reste prépondérante (35,0%), suivie des ouvriers (28,6%). En ajoutant les professions intermédiaires à ces deux dernières, elles cumulent 86,2% de l'ensemble des opérations financées avec PAS et PTZG en 2015.

CSP des emprunteurs en 2015

CSP	Effectifs	%
Agriculteurs	169	0.7%
Artisans, commerçants	448	1.9%
Cadres	2 000	8.5%
Prof. Intermédiaires	5 331	22.6%
Employés	8 241	35.0%
Ouvriers	6 734	28.6%
Retraités	135	0.6%
Inactifs	493	2.1%
Ensemble	23 551	100%

La répartition par type d'opération varie légèrement selon les CSP et reste fortement liée aux récentes évolutions réglementaires du PTZ. Ainsi, dans toutes les catégories socioprofessionnelles, la part du neuf représente 95% des opérations, la part des retraités dans le neuf est à 85%, mais ce pourcentage porte sur un effectif réduit.

Le montant moyen prêté pour une opération combinant un PAS et un PTZG, représente en moyenne environ 5 ans et 1 mois de revenus⁸ de l'emprunteur. Selon la CSP de l'emprunteur, cette donnée s'étale de 3 ans et 7 mois pour les retraités, à 5 ans et 6 mois pour les inactifs.

Pour l'ensemble des emprunteurs, le coût moyen exprimé en nombre de mois de revenu est de 5 ans et 9 mois (stable par rapport à 2014). Les coûts moyens varient de 5 ans et 7 mois pour les ouvriers à 6 ans et 8 mois pour les inactifs.

La part d'opérations réalisées par des ménages de 4 personnes ou plus perd 3,8 points au profit des ménages plus petits, le nombre moyen de personnes diminue donc à 2,85 (contre 2,93 en 2014).

Répartition par taille de ménage et par type d'opération

Taille de ménage	Neuf		Acquisition amélioration		Acquisition seule		Ensemble
Personne seule	4 364	19.4%	88	24.7%	168	22.7%	19.6%
2 personnes	5 305	23.6%	90	25.3%	153	20.6%	23.6%
3 personnes	5 392	24.0%	73	20.5%	149	20.1%	23.8%
4 personnes	4 800	21.4%	63	17.7%	159	21.5%	21.3%
5 personnes	1 956	8.7%	35	9.8%	89	12.0%	8.8%
6 personnes et plus	637	2.8%	7	2.0%	23	3.1%	2.8%
Ensemble	22 454	100%	356	100%	741	100%	100%
moyenne du nombre de personnes	2.85		2.69		2.89		2.85

En 2015, la répartition des emprunteurs selon leur situation familiale est sans grand changement par rapport à l'année précédente. Les couples restent la catégorie prépondérante (70,1%), avec une hausse de 1,1 point par rapport à 2014.

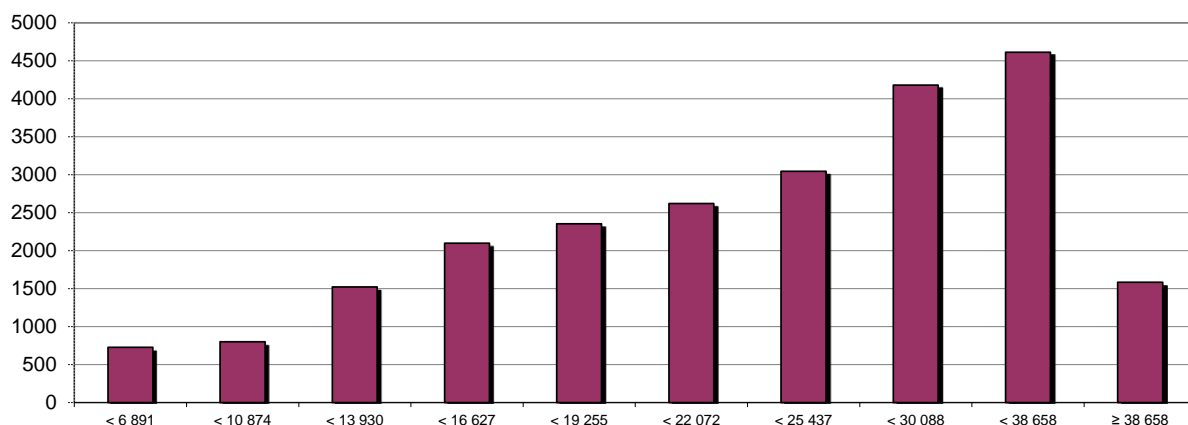
⁸ Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 25% des déclarations), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, compte tenu des valeurs mal renseignées où les montants du revenu sont déclarés comme revenu mensuel au lieu d'annuel.

Situation familiale des bénéficiaires combinant PAS et PTZG

	2013		2014		2015	
Marié ou vivant maritalement	13 608	70.3%	13 447	69.0%	16 502	70.1%
Seul	5 750	29.7%	6 046	31.0%	7 049	29.9%
Ensemble	19 358	100%	19 493	100%	23 551	100%

La répartition selon les déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux des prêts garantis (hors éco-prêts) est inégale. Moins d'un quart des prêts est accordé aux quatre premiers déciles de revenus. Les emprunteurs ayant un RFR compris entre 22 072 € et 38 658 € (correspondant aux déciles 7 à 9) représentent plus de la moitié des emprunteurs soit 50,3%.

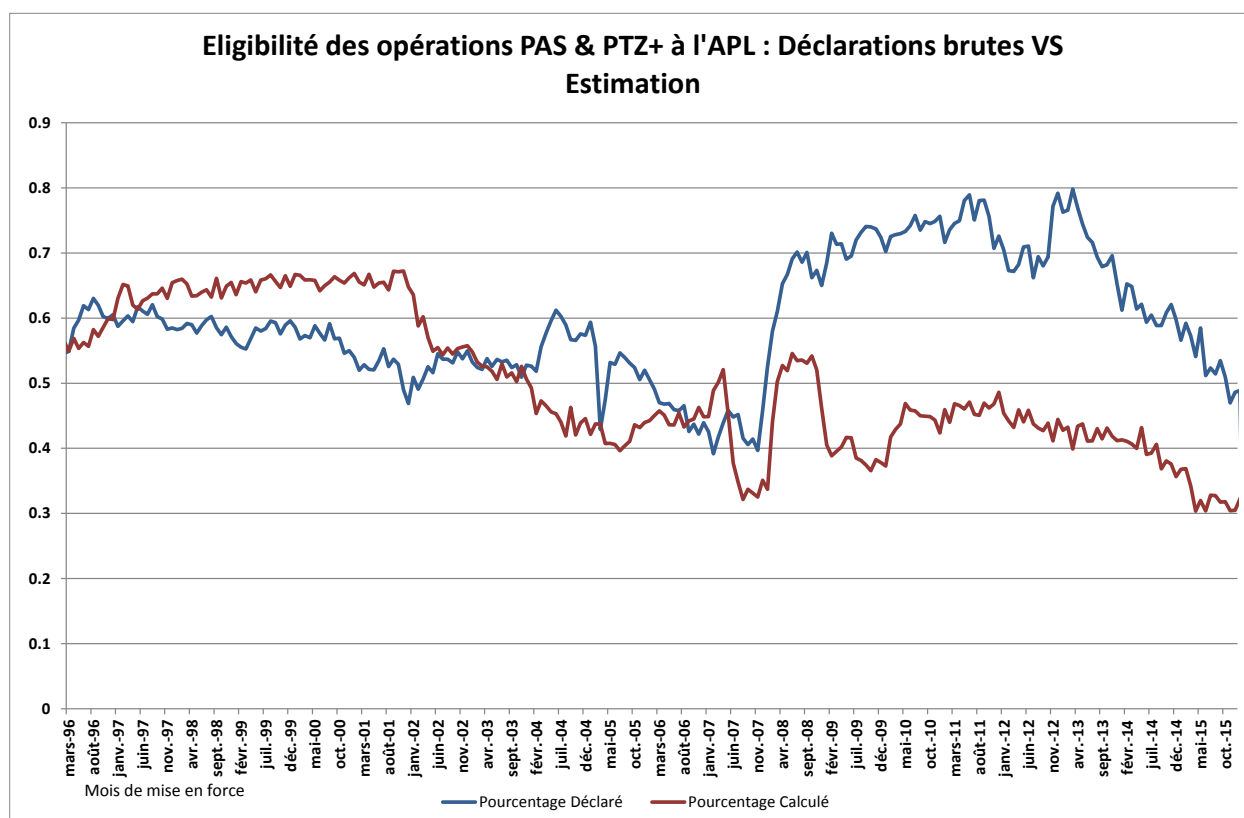
Nombre d'opérations garanties financées par PAS et PTZ en métropole par décile de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux



Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour des opérations financées par des PAS accompagnés d'un PTZ garanti

a- Déclarations des EC et Estimation SGFGAS :

Le constat est similaire au PAS, avec une divergence plus tardive entre les variables calculée et déclarée. Elle est véritablement marquée à partir de février 2009, alors que dans le cas des PAS seuls, les premières ruptures tendancielles commencent dès avril 2002.

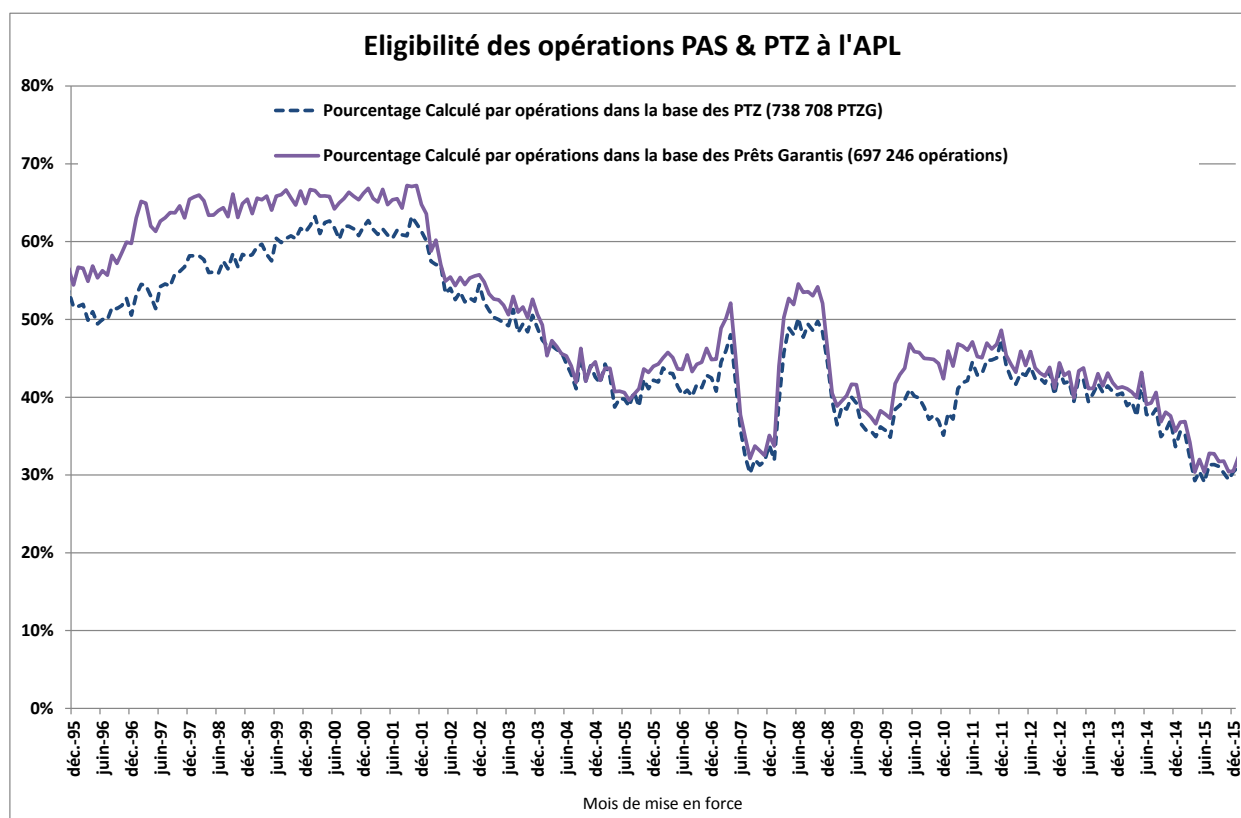


NB : Une étude sur l'amélioration du taux d'effort via l'APL des opérations PTZ avec PAS est consultable dans le bilan PTZ pour 2015.

b- Analyse par opération :

L'analyse par opération montre que l'évaluation de l'éligibilité à l'APL de l'emprunteur fluctue et tend à baisser ces dernières années.

Le pourcentage calculé de l'éligibilité est par opération pour les deux courbes, l'une est calculée au sein de la base des PTZ et l'autre au sein de la base des prêts garantis.



c- Amélioration du taux d'effort permise par l'APL

On se reportera au bilan PTZ 2015 pour un éclairage sur les améliorations du taux d'effort des ménages résultant de l'aide personnelle pour les opérations PAS avec PTZ.

2.4 LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GÉNÉRATION 2015

Dans cette partie du bilan, on s'intéresse donc aux caractéristiques du prêt lui-même, puisqu'en 2015, seulement 39 opérations garanties comprennent un éco-prêt à 0% garanti et un autre prêt garanti.

On recense 297⁹ éco-prêts garantis pour un montant prêté de 5,0 M€ pour la génération 2015 pour 23 949 éco-prêts mis en force en 2015 pour un montant prêté de 412,4 M€ sur l'ensemble des éco-prêts.

Le montant moyen d'un éco-prêt garanti est de 16 751 € pour financer des travaux de 19 587 €.

Sur l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2015, le montant moyen est de 17 220 € pour un montant moyen de travaux égal à 20 721 €.

Seuls le Crédit Agricole, le Crédit Foncier de France, les Banques Populaires et les caisses d'épargne ont mis en force des éco-prêts garantis en 2015.

La durée moyenne des éco-prêts garantis est de 123 mois, soit 10 ans et 3 mois, la même durée que dans l'ensemble des éco-prêts.

⁹ A noter que les effectifs d'éco-prêts déclarés comme garantis dans la base « éco-prêts » ne sont pas tout à fait identiques aux effectifs d'éco-prêts garantis issus de la base FGAS. Les effectifs présents dans ce bilan sont ceux issus de la base FGAS retrouvés dans la base des éco-prêts soit 295 éco-prêts analysés.

Ci-dessous deux tableaux résumant les caractéristiques des éco-prêts garantis et non garantis de la génération 2015:

		Nombre d'éco-prêts	Montant moyen prêté (€)	Montant moyen des travaux (€)	Durée moyenne (mois)
Ensemble des Eco-prêts garantis		295	16 751 €	19 587 €	123
Type de logement	Maison individuelle	287	16 934 €	19 844 €	123
	Appartement	8	10 177 €	10 369 €	109
Période d'achèvement du logement	avant 1949	113	17 572 €	20 988 €	125
	1949-1974	98	16 802 €	19 649 €	124
	1975-1989	84	15 587 €	17 630 €	120
Zone climatique	H1	49	18 294 €	21 745 €	123
	H2	229	16 484 €	19 374 €	123
	H3	17	15 900 €	16 226 €	127
Bouquet de travaux		283	17 123 €	20 005 €	124
Performance énergétique		0	-	-	-
Assainissement non collectif		12	7 968 €	9 732 €	90
Occupation du logement	Propriétaire	289	16 705 €	19 499 €	122
	Locataire	4	17 938 €	25 199 €	150
	Mis à disposition gratuitement	2	n.s.	n.s.	n.s.
	Vacant	0	-	-	-
Commanditaire des travaux	Propriétaire	292	16 740 €	19 604 €	123
	Copropriété	1	n.s.	n.s.	n.s.
	Propriétaire et copropriété	2	n.s.	n.s.	n.s.

n.s. : non significatif

		Nombre d'éco-prêts	Montant moyen prêté (€)	Montant moyen des travaux (€)	Durée moyenne (mois)
Ensemble des Eco-prêts non garantis		23940	17 220 €	20 722 €	123
Type de logement	Maison individuelle	22698	17 305 €	20 824 €	123
	Appartement	1242	15 655 €	18 857 €	126
Période d'achèvement du logement	avant 1949	8084	18 019 €	21 797 €	129
	1949-1974	8405	17 509 €	21 317 €	126
	1975-1989	7451	16 027 €	18 885 €	114
Zone climatique	H1	11074	17 811 €	22 239 €	123
	H2	11833	16 699 €	19 380 €	123
	H3	1033	16 849 €	19 836 €	120
Bouquet de travaux		21224	18 228 €	21 929 €	126
Performance énergétique		375	19 974 €	25 230 €	134
Assainissement non collectif		2341	7 635 €	9 059 €	95
Occupation du logement	Propriétaire	21803	17 041 €	20 569 €	122
	Locataire	1440	18 523 €	21 633 €	134
	Mis à disposition gratuitement	247	19 531 €	23 070 €	140
	Vacant	450	20 417 €	23 947 €	142
Commanditaire des travaux	Propriétaire	23522	17 271 €	20 732 €	123
	Copropriété	221	13 555 €	22 316 €	112
	Propriétaire et copropriété	197	15 153 €	17 746 €	120

Répartition géographique des Éco-prêts à 0% garantis

La province compte la totalité des éco-prêts garantis. La zone C (au sens du zonage A/B/C) rassemble 70,2% des éco-prêts garantis tandis que seulement 5,4% concernent la zone A.

62,4% des éco-prêts garantis se situent en zone climatique H2C (184 éco-prêts) et 11,5% en zone H1A (34 prêts). A elles deux, elles représentent plus de deux tiers des éco-prêts garantis. L'ensemble de la zone H2 rassemble 77,6% des éco-prêts garantis de la génération 2015.

Si l'on considère l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2015, c'est en zone H2B que se situe le plus grand nombre avec 4 745 éco-prêts, soit 19,8% du total, suivi par la zone H1C avec 4 118 éco-prêts (17,2%).

Caractéristiques des types de travaux des Éco-prêts à 0% garantis

Le bouquet de deux actions représente la majorité des éco-prêts garantis de la génération 2015 avec 179 éco-prêts garantis, devant le bouquet de 3 actions ou plus (104 éco-prêts). L'assainissement correspond à 12 éco-prêts garantis, et il n'y a pas eu de performance globale pour la génération 2015. Les bouquets deux et trois actions ou plus représentent donc 95,9% des éco-prêts garantis de la génération 2015.

S'agissant de l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2015, on recense 13 084 éco-prêts liés aux bouquets de deux actions, devant les bouquets de trois actions ou plus avec 8 140 éco-prêts, loin devant l'assainissement et la performance globale avec respectivement 2 341 et 375 éco-prêts.

Les éco-prêts garantis liés aux bouquets de trois actions ou plus ont un montant moyen de 22 109 € (14 227 € pour les bouquets de deux actions) pour un montant de travaux moyen égal à 25 886 € (16 587 € pour les bouquets de deux actions).

Caractéristiques des bénéficiaires

Les employés sont les principaux bénéficiaires d'éco-prêts garantis (83), devant les professions intermédiaires (53), les ouvriers et les retraités (respectivement 47 et 33 éco-prêts).

Les artisans et commerçants ont un prêt moyen de 18 936 €, devant les cadres (18 649 €) et les agriculteurs (17 067 €). Le coût moyen des travaux sont les plus élevés pour les artisans et commerçants (26 241 €), les agriculteurs (21 611 €), les cadres (21 275 €) et les professions intermédiaires (19 693 €).

La durée de l'éco-prêt garanti est la plus longue chez les professions intermédiaires (131 mois), les cadres (124 mois), les employés (124 mois) et les ouvriers (124 mois) alors que chez les retraités, elle n'est que de 91 mois.

3. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS

GARANTIES DANS LES DEPARTEMENTS

D'OUTRE MER POUR LA GENERATION 2015

3.1 OPERATIONS PAS DOM SEULS DE LA GENERATION 2015

Le nombre d'opérations composées seulement de PAS distribués en DOM (appelés dans ce qui suit « PAS DOM ») de la génération 2015 s'élève à 394 prêts contre 319 dans la génération précédente, soit une hausse de 23,5%. La répartition de la production selon le département d'Outre-Mer est la suivante : 60,7% pour la Réunion, 22,1% en Martinique, 11,4% en Guyane et 5,8% en Guadeloupe. Le montant moyen prêté pour ces opérations est de 128 513 € (contre 123 394 € en France métropolitaine), soit une augmentation de 4,1% par rapport à la génération 2014. Le coût moyen s'élève à 157 437 € (en augmentation de 7,5% par rapport à l'année précédente) contre 162 793 € en France métropolitaine. La quotité du PAS DOM diminue légèrement passant de 84,2% en 2014 à 81,6% en 2015 (contre 80,3% pour la génération 2015 en métropole). Elle est plus élevée dans l'acquisition avec amélioration (89,8%) que dans l'acquisition sans amélioration (82,7%), et le neuf (74,9%).

Près de trois opérations sur quatre concernent l'acquisition dans l'ancien. Les opérations pour l'acquisition sans amélioration conservent leur prédominance (66,8% des opérations contre 69,6% l'année précédente) tandis que la part des acquisitions avec amélioration passe à 10,9% contre 7,5% en 2014. La part du neuf stagne à 21,6% (21,9% en 2014) et celle de l'amélioration passe de 0,9% à 0,8%.

Plus de la moitié des opérations comportant des PAS DOM seulement (54,8%) concerne les ménages composés d'une ou deux personnes (contre 48,0% en 2014). Cela est la conséquence de la forte augmentation du nombre de personnes seules (116 contre 72 en 2014 et 65 en 2013) qui représente maintenant 29,4% des ménages. Si on y ajoute les ménages de 3 personnes, on obtient 75,6% des emprunteurs (contre 71,8% en 2014). La part des ménages comportant plus de 4 personnes est de 4,8%.

La moitié des emprunteurs sont célibataires (50,0% contre 49,8%). La part des emprunteurs mariés ou vivant maritalement a donc légèrement baissé à 50,0%, elle était de 50,2% l'année précédente.

Les employés restent la catégorie socio-professionnelle prépondérante en 2015 avec 53,3% des opérations financées par des PAS DOM seuls (-0,9 points par rapport à l'année précédente), devant les professions intermédiaires avec 19,5% (+4,5 points) Les cadres arrivent en troisième position avec 12,9%. Les ouvriers ne représentent que 7,6% des emprunteurs, ils étaient 10,0% en 2014. L'ensemble de ces quatre catégories socio-professionnelles concernent 93,4% des ménages En métropole, les employés sont également la catégorie socio-professionnelle prédominante, mais avec 36,9%, tandis que les ouvriers représentent 23,0% des ménages, les professions intermédiaires 20,1% et les cadres 11,4%. L'ensemble des ouvriers, employés, professions intermédiaires et cadres représentent ainsi 91,3% des emprunteurs.

Plus de la moitié de ces opérations sont financées par la banque postale (56,3%) et près d'un tiers par le Crédit Agricole (31,0%). Les parts de marché (en nombre d'opérations) des Banques Populaires et du Crédit Mutuel sont respectivement de 10,9% et 1,8%.

Les parts de marché en montants prêtés diffèrent peu ; elles sont de 54,9% pour la banque postale, de 33,2% pour le Crédit Agricole, de 10,3% pour les Banques Populaires et 1,6% pour le Crédit Mutuel.

3.2 OPERATIONS PAS ET PTZ GARANTIS DE LA GENERATION 2015

En 2015, le nombre d'opérations financées par des PAS et PTZG DOM s'élève à 253 contre 254 en 2014, soit une quantité stable.

En 2015, 177 opérations ont lieu à l'Île de la Réunion, les autres prêts se répartissant comme suit : 31 en Martinique, 20 en Guadeloupe, 25 en en Guyane. Le neuf représente 98,4% de l'ensemble des opérations (seulement 4 opérations dans l'ancien).

Le montant moyen prêté dans les DOM est de 168 580 € (contre 164 910 € en métropole), en hausse de 5,3% par rapport à 2014. Le coût de l'opération se monte à 187 361 € (contre 188 620 € en France métropolitaine), soit +5,1% par rapport à la génération 2014. La quotité est de 90,0% pour 2015, elle se situait à 89,8% l'année précédente.

Plus d'un tiers des emprunteurs sont célibataires (40,3%), ils étaient 43,7% l'année précédente. Les couples mariés ou vivant maritalement représentent 59,7% des ménages, alors que leur part était de 56,3% en 2014.

Les ménages de 3 personnes représentent 25,7 des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et un PTZG dans les DOM et 19,4% des emprunteurs sont des ménages de 4 personnes. Cette année est marquée par la stagnation des personnes seules (22,9% en 2015 contre 23,2% en 2014).

La génération 2015 est marquée par l'augmentation de la part des ouvriers qui représentent 7,9% des emprunteurs (contre 3,9% en 2014) au dépend des agriculteurs et inactifs qui passent respectivement de 2,0% et 3,5% en 2014 à respectivement 0,4% et 1,2% en 2015. La part des cadres est de 12,3%. L'ensemble des ouvriers, employés, cadres et professions intermédiaires représentent 94,9%. En métropole, les ouvriers représentent 28,6% des ménages, les employés 35,0%, les professions intermédiaires 22,6% et les cadres 8,5% ; l'ensemble de ces quatre catégories formant 94,7% des emprunteurs.

Plus de la moitié (55,3%) des opérations comportant PAS et PTZ garantis sont financées par le Crédit Agricole et 39,5% par la Banque Postale. Les parts de marché (en nombre d'opérations) des Banques Populaires et du Crédit Mutuel sont respectivement de 2,8% et 2,4%.

Les parts de marché en montants prêtés (ensemble des prêts garantis) diffèrent peu ; elles sont de 57,8% pour le Crédit Agricole, 36,9% la Banque Postale, de 2,9% pour les Banques Populaires et 2,4% pour le Crédit Mutuel.

3.3 ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM

En 2015, il n'y a pas eu d'éco-prêt garanti distribué dans les DOM.

4. **ANNEXES**

ANNEXES

PREAMBULE

ANNEXES PORTANT SUR LES OPERATIONS FINANCEES PAR AU MOINS UN PAS

Annexe 1 : Caractéristiques des opérations PAS par génération

Annexe 2 : Parts de marché des établissements pour les opérations PAS par génération

Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées PAS de la génération 2015

3-1 par département (début)

3-2 par département (suite)

3-3 par département (fin)

3-4 par zone

Annexe 4 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations PAS par génération

4-1 effectifs et principales caractéristiques des opérations (début)

4-2 effectifs et principales caractéristiques des opérations (fin)

Annexe 5 : CSP des emprunteurs :

5-1 évolution des effectifs et des opérations PAS (début)

5-2 évolution des effectifs et des opérations PAS (fin)

5-3 principales caractéristiques des opérations financées par PAS de la génération 2015

Annexe 6 : Situation familiale des emprunteurs :

6-1 évolution des effectifs et des opérations PAS (début)

6-2 évolution des effectifs et des opérations PAS (fin)

6-3 principales caractéristiques des opérations financées par PAS de la génération 2015

ANNEXES PORTANT SUR LES OPERATIONS FINANCEES PAR DES PAS SEULS

Annexe 7 : Caractéristiques des opérations PAS seuls par génération

Annexe 8 : Parts de marché des établissements pour les opérations PAS seuls par génération

Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées PAS seuls de la génération 2015

9-1 par département (début)

9-2 par département (suite)

9-3 par département (fin)

9-4 par zone

Annexe 10 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations PAS seuls par génération

10-1 effectifs et principales caractéristiques des opérations (début)

10-2 effectifs et principales caractéristiques des opérations (fin)

Annexe 11 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS seuls

11-1 évolution des effectifs et des opérations PAS seuls (début)

11-2 évolution des effectifs et des opérations PAS seuls (fin)

11-3 principales caractéristiques des opérations financées par PAS seuls de la génération 2015

Annexe 12 : Situation familiale des emprunteurs :

12-1 évolution des effectifs et des opérations PAS seuls (début)

12-2 évolution des effectifs et des opérations PAS seuls (fin)

12-3 principales caractéristiques des opérations financées par PAS seuls de la génération 2015

Annexe 13 : Caractéristiques des opérations PAS seuls dans les départements d'outre mer (PAS DOM)

13-1 caractéristiques des opérations PAS seuls DOM par génération (début)

13-2 caractéristiques des opérations PAS seuls DOM par génération (fin)

13-3 caractéristiques des bénéficiaires de PAS seuls DOM par génération

Annexe 14 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations PAS seuls

ANNEXES PORTANT SUR LES OPERATIONS FINANCEES PAR DES PAS ET DES PTZG

Annexe 15 : Caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par zone

15-1 détails des opérations PAS et des PTZ garantis par zones et génération (début)

15-2 détails des opérations PAS et des PTZ garantis par zones et génération (fin)

15-3 caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par zones de la génération 2015

Annexe 16 : Parts de marché des établissements producteurs des opérations PAS et PTZ garantis par génération

Annexe 17 : CSP des emprunteurs bénéficiant d'une opération PAS et PTZ garantis de la génération 2015

Annexe 18 : Caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par type d'immeuble

Annexe 19 : Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations PAS et PTZ garantis par génération

Annexe 20 : Caractéristiques des opérations PAS et PTZG dans les DOM par département

Annexe 21 : Caractéristiques des bénéficiaires des opérations PAS et PTZG dans les DOM

Annexe 22 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations PAS et PTZ garantis

ANNEXES ECO-PRETS GARANTIS

Annexe 23 : Caractéristiques des types de travaux et des zones des Eco-prêts garantis de la génération 2015

Annexe 24 : Parts de marché des établissements producteurs d'Eco-prêts garantis de la génération 2015

Annexe 25 : Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs bénéficiant d'un Eco-prêt garantis de la génération 2015

Annexe 26 : Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques des Eco-prêts garantis de la génération 2015

Annexe 27 : Caractéristiques des types de travaux et des périodes d'achèvement des Eco-prêts garantis de la génération 2015

Annexe 28 : Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2015

Annexe 29 : Caractéristiques des types de travaux des opérations PAS et Eco-prêt de la génération 2015

PREAMBULE

Depuis 2013, le bilan de l'année porte sur l'analyse d'opérations financées par des prêts garantis, contrairement aux précédents bilans où l'analyse était faite par prêts. En effet, certains établissements font deux voire quatre déclarations distinctes à la SGFGAS lorsque le prêt PAS est à taux révisable avec une partie fixe (prêt mixte) ou lissé, ce qui a pour effet d'augmenter artificiellement le nombre de prêts dans le système d'information, et par voie de conséquence la production des établissements concernés. Cette pratique a eu tendance à se développer depuis quelques années. Il a donc été décidé de modifier le bilan en prenant en compte cette pratique. En raisonnant par opérations financées et non plus par prêts, les statistiques sur les logements financés et les ménages emprunteurs sont plus exactes. Cette présentation n'a pas d'impact sur les montants (globaux) de prêts garantis, par contre elle fiabilise les montants moyens par logement financé (i.e. opération). D'autre part pour les éco-prêts à taux zéro garantis, le rapprochement avec la base des éco-prêts à taux zéro permet de reconstituer certaines opérations comportant plusieurs prêts garantis.

Méthodologie : on considère que dans le système d'information du FGAS des prêts ayant en commun :

- L'établissement
- Le type d'objet du prêt de l'opération
- Le code Insee du logement depuis 2005 (seul le code postal était obligatoirement renseigné avant 2005)
- Le montant d'opération
- Le montant annuel revenu d'éligibilité au FGAS
- La zone du lieu d'implantation de l'opération
- Le nombre de personnes dans le ménage
- La CSP
- L'année d'émission

financent une même opération.

Une tolérance est admise lorsqu'une et une seule des caractéristiques est différente (excepté pour l'établissement émetteur, et limité à une faible différence pour le montant d'opération et l'année d'émission)

La génération d'une opération est celle du premier prêt mis en force. Le montant prêté d'une opération correspond à la somme des montants prêtés des prêts garantis pour cette opération.

les tableaux ci-dessous montrent la différence entre les deux méthodes.
Répartition des opérations garanties selon les combinaisons de prêts et la génération du 1er prêt en Métropole (au 16/02/2016)

	2011	2012	2013	2014	2015
PAS et PTZG	42 688	25 430	19 358	19 493	23 551
PAS sans PTZG et sans EcoprêtG *	9 066	26 676	41 395	40 514	48 631
PTZG seul (nombre de prêts qu'on n'arrive pas à rattacher à un PAS lors du traitement de la base FGAS par opération financée) **	781	574	923	428	1 594 ***
Ecoprêt G seul	1 144	558	537	419	297
PAS et EcoprêtG	1	33	56	69	37
PTZG et EcoprêtG	1	1	0	0	0
PAS et PTZG et EcoprêtG	10	2	0	0	2
TOTAL	53 691	53 274	62 269	60 923	74 112
dont opérations avec au moins un PAS	51 765	52 141	60 809	60 076	72 221

* appelés par commodité "PAS seuls" dans la suite de ce bilan (alors qu'ils peuvent être plusieurs au sein d'une même opération)

** Nombre de PTZG identifiés comme non accompagnés de PAS dans la base PTZ parmi ceux réputés être seuls

	154	328	795	304	335
--	-----	-----	-----	-----	-----

** Nombre de PTZG identifiés comme accompagnés de PAS dans la base PTZ parmi ceux réputés être seuls

	596	225	65	96	1 228
--	-----	-----	----	----	-------

** Nombre de PTZG qu'on ne retrouve pas dans la base des PTZ parmi les PTZG réputés être seuls

	31	21	63	28	31
--	----	----	----	----	----

Nombre de PTZG qu'on ne retrouve pas dans la base des PTZ parmi les PTZG identifiés comme non isolés

	636	677	154	103	157
--	-----	-----	-----	-----	-----

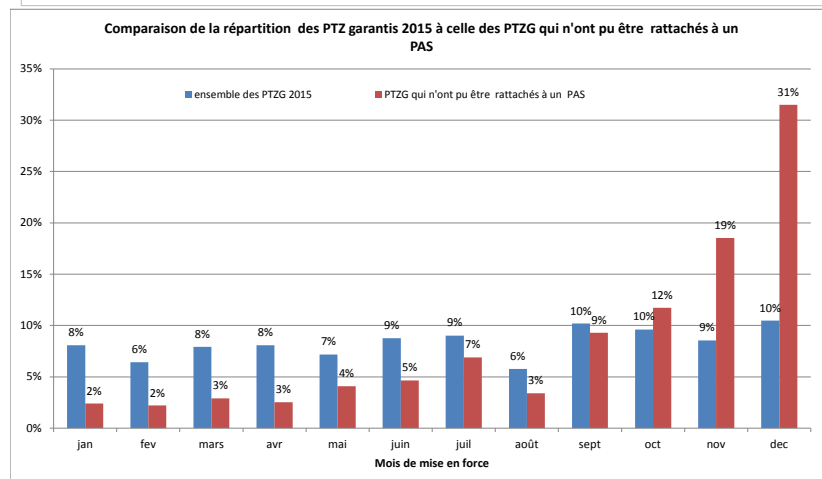
Effectif de PTZG non retrouvés dans la base PTZ

	667	698	217	131	188
--	-----	-----	-----	-----	-----

Nombre de prêts garantis en Métropole par génération (au 16/02/2016)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PAS	61 887	61 605	71 727	72 625	88 272	7 600
PTZ	43 999	26 523	20 568	20 074	25 298	1 931
Eco-prêt	1 161	594	584	483	351	36
TOTAL	107 047	88 722	92 879	93 182	113 921	9 567

*** Pour 2015, plus de 80% des 1 594 PTZ garantis qu'on n'arrive pas à rattacher à un PAS sont mis en force à partir du 3ème trimestre de l'année en cours et plus de la moitié le sont au cours du dernier trimestre de l'année ainsi que le montre le graphique ci-dessous. Ces prêts sont majoritairement rattachés à des PAS de la génération 2016 qui ne sont donc pas concernés par le présent bilan. Cela explique le nombre élevé de PTZ garantis de la génération 2015 qu'on ne rattache pas à un PAS de la même génération, étant rappelé que la génération d'une opération correspond à celle du 1er prêt mis en force dans l'opération.



Les annexes présentent successivement:

L'ensemble des opérations financées par des PAS (avec ou sans PTZG ou Eco-prêt garanti). Annexes 1 à 6

Les opérations financées par des PAS (un ou plusieurs) seuls. Annexes 7 à 14

Les opérations associant PAS et PTZ garanti. Annexes 15 à 22

Les opérations Eco-prêts garantis. Annexes 23 à 29

Annexe 1 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

		2011	2012	2013	2014	2015	Evolution			
							11/12	12/13	13/14	14/15
Neuf	Effectifs	23 977 (46.3%)	21 820 (41.8%)	23 342 (38.4%)	22 643 (37.7%)	26 255 (36.4%)	-9,0%	7,0%	-3,0%	16,0%
Construction ou acquisition d'un logement	Coût moyen d'opération	168 696	172 315	181 143	185 173	193 038	2,1%	5,1%	2,2%	4,2%
	Montant moyen prêté	140 041	146 693	155 266	157 792	164 313	4,8%	5,8%	1,6%	4,1%
	Revenu mensuel moyen	2 274	2 494	2 594	2 651	2 756	9,7%	4,0%	2,2%	4,0%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	5 757 (11.1%)	7 485 (14.4%)	9 193 (15.1%)	9 185 (15.3%)	11 146 (15.4%)	30,0%	22,8%	-0,1%	21,4%
	Coût moyen d'opération	133 220	134 699	139 161	135 967	145 793	1,1%	3,3%	-2,3%	7,2%
	Montant moyen prêté	111 706	115 154	119 059	117 369	127 617	3,1%	3,4%	-1,4%	8,7%
	Revenu mensuel moyen	2 053	2 148	2 228	2 289	2 377	4,6%	3,8%	2,7%	3,8%
Acquisition sans amélioration	Effectifs	20 756 (40.1%)	21 607 (41.4%)	27 089 (44.5%)	27 950 (46.5%)	34 507 (47.8%)	4,1%	25,4%	3,2%	23,5%
	Coût moyen d'opération	151 531	147 506	151 200	150 852	163 655	-2,7%	2,5%	-0,2%	8,5%
	Montant moyen prêté	114 773	116 317	118 633	118 056	130 155	1,3%	2,0%	-0,5%	10,2%
	Revenu mensuel moyen	2 103	2 165	2 379	2 406	2 570	3,0%	9,9%	1,1%	6,8%
Amélioration	Effectifs	1 275 (2.5%)	1 229 (2.4%)	1 185 (1.9%)	298 (0.5%)	313 (0.4%)	-3,6%	-3,6%	-74,9%	5,0%
	Coût moyen d'opération	139 200	138 076	126 899	74 315	74 148	-0,8%	-8,1%	-41,4%	-0,2%
	Montant moyen prêté	104 445	105 025	99 972	60 449	62 356	0,6%	-4,8%	-39,5%	3,2%
	Revenu mensuel moyen	2 336	2 391	2 706	2 673	2 914	2,3%	13,2%	-1,2%	9,0%
Ancien	Effectifs	27 788 (53.7%)	30 321 (58.2%)	37 467 (61.6%)	37 433 (62.3%)	45 966 (63.6%)	9,1%	23,6%	-0,1%	22,8%
Ensemble	Effectifs	51 765	52 141	60 809	60 076	72 221	0,7%	16,6%	-1,2%	20,2%
	Coût moyen d'opération	157 142	155 827	160 401	161 133	171 193	-0,8%	2,9%	0,5%	6,2%
	Montant moyen prêté	125 882	128 596	132 396	132 642	141 887	2,2%	3,0%	0,2%	7,0%
	Revenu mensuel moyen	2 198	2 328	2 431	2 469	2 609	5,9%	4,4%	1,6%	5,7%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2011 : 33%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%, 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 2 : Parts de marché des établissements pour les opérations financées par des PAS par génération
(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

	Génération du 1er PAS mis en force 2011		Génération du 1er PAS mis en force 2012		Génération du 1er PAS mis en force 2013		Génération du 1er PAS mis en force 2014		Génération du 1er PAS mis en force 2015	
	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	867 (1.7%)	78.7 (1.2%)	709 (1.4%)	78.7 (1.2%)	912 (1.5%)	109.1 (1.4%)	784 (1.3%)	87.2 (1.1%)	821 (1.1%)	97.8 (1.0%)
Caisses d'Epargne (BPCE)	4 025 (7.8%)	398.3 (5.9%)	3 541 (6.8%)	398.3 (5.9%)	3 075 (5.1%)	361.0 (4.5%)	2 524 (4.2%)	294.5 (3.7%)	2 001 (2.8%)	238.0 (2.3%)
Crédit Foncier de France	17 325 (33.5%)	2 899.4 (43.2%)	20 351 (39.0%)	2 899.4 (43.2%)	25 716 (42.3%)	3 796.8 (47.2%)	23 550 (39.2%)	3 473.1 (43.6%)	24 635 (34.1%)	3 799.9 (37.1%)
Groupe BPCE	22 217 (42.9%)	3 376.4 (50.4%)	24 601 (47.2%)	3 376.4 (50.4%)	29 703 (48.8%)	4 267.0 (53.0%)	26 858 (44.7%)	3 854.8 (48.4%)	27 457 (38.0%)	4 135.7 (40.4%)
Crédit Agricole	13 954 (27.0%)	1 598.1 (23.8%)	13 181 (25.3%)	1 598.1 (23.8%)	14 062 (23.1%)	1 803.7 (22.4%)	14 540 (24.2%)	1 889.4 (23.7%)	19 375 (26.8%)	2 702.1 (26.4%)
LCL	922 (1.8%)	54.8 (0.8%)	497 (1.0%)	54.8 (0.8%)	337 (0.6%)	37.6 (0.5%)	449 (0.7%)	52.6 (0.7%)	410 (0.6%)	52.3 (0.5%)
Groupe Crédit Agricole LCL	14 876 (28.7%)	1 652.9 (24.7%)	13 678 (26.2%)	1 652.9 (24.7%)	14 399 (23.7%)	1 841.3 (22.9%)	14 989 (25.0%)	1 941.9 (24.4%)	19 785 (27.4%)	2 754.4 (26.9%)
Crédit Mutuel	5 679 (11.0%)	495.7 (7.4%)	4 418 (8.5%)	495.7 (7.4%)	4 787 (7.9%)	558.1 (6.9%)	4 137 (6.9%)	479.4 (6.0%)	5 792 (8.0%)	738.1 (7.2%)
CIC	1 348 (2.6%)	118.0 (1.8%)	1 047 (2.0%)	118.0 (1.8%)	1 485 (2.4%)	178.1 (2.2%)	1 393 (2.3%)	171.3 (2.1%)	1 774 (2.5%)	232.0 (2.3%)
Groupe Crédit Mutuel CIC	7 027 (13.6%)	613.7 (9.2%)	5 465 (10.5%)	613.7 (9.2%)	6 272 (10.3%)	736.2 (9.1%)	5 530 (9.2%)	650.7 (8.2%)	7 566 (10.5%)	970.2 (9.5%)
BNP/PARIBAS	772 (1.5%)	57.7 (0.9%)	540 (1.0%)	57.7 (0.9%)	325 (0.5%)	32.6 (0.4%)	303 (0.5%)	28.5 (0.4%)	229 (0.3%)	21.7 (0.2%)
BNP Paribas Personal Finance	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Groupe BNP	772 (1.5%)	57.7 (0.9%)	540 (1.0%)	57.7 (0.9%)	325 (0.5%)	32.6 (0.4%)	303 (0.5%)	28.5 (0.4%)	229 (0.3%)	21.7 (0.2%)
Crédit Immobilier de France	5 719 (11.0%)	873.2 (13.0%)	6 676 (12.8%)	873.2 (13.0%)	357 (0.6%)	40.9 (0.5%)	8 (0.0%)	0.7 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Société Générale	1 140 (2.2%)	126.6 (1.9%)	1 128 (2.2%)	126.6 (1.9%)	817 (1.3%)	92.6 (1.1%)	742 (1.2%)	83.2 (1.0%)	761 (1.1%)	94.9 (0.9%)
La Banque Postale	14 (0.0%)	4.7 (0.1%)	53 (0.1%)	4.7 (0.1%)	8 936 (14.7%)	1 040.3 (12.9%)	11 646 (19.4%)	1 408.8 (17.7%)	16 423 (22.7%)	2 270.3 (22.2%)
Ensemble	51 765	6 705,1	52 141	6 705,1	60 809	8 050,8	60 076	7 968,6	72 221	10 247,2

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS
de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Alsace	1 563	2,2%	220 002 457	2,1%	Bas-Rhin	921	131 781 204
					Haut-Rhin	642	88 221 253
Aquitaine	3 660	5,1%	491 682 701	4,8%	Dordogne	338	37 070 123
					Gironde	1 436	206 828 011
					Landes	587	79 130 543
					Lot et Garonne	275	30 555 197
					Pyrénées Atlantique	1 024	138 098 826
Auvergne	626	0,9%	65 947 515	0,6%	Allier	116	10 726 887
					Cantal	53	5 326 279
					Haute Loire	148	15 399 897
					Puy de Dôme	309	34 494 453
Basse Normandie	1 038	1,4%	130 335 117	1,3%	Calvados	546	72 845 609
					Manche	343	41 402 697
					Orne	149	16 086 811
Bourgogne	1 519	2,1%	172 207 666	1,7%	Côte d'Or	446	54 623 637
					Nièvre	98	8 657 746
					Saône et Loire	656	75 168 514
					Yonne	319	33 757 770
Bretagne	2 851	3,9%	348 583 874	3,4%	Côtes d'Armor	342	38 571 033
					Finistère	606	67 827 475
					Ille et Vilaine	1 374	175 775 151
					Morbihan	529	66 410 215
Centre	2 651	3,7%	335 894 543	3,3%	Cher	251	25 939 511
					Eure et Loir	450	64 562 241
					Indre	127	12 740 724
					Indre et Loir	778	103 936 055
					Loir et Cher	250	26 333 833
					Loiret	795	102 382 179
Champagne	1 084	1,5%	129 025 733	1,3%	Ardennes	244	26 100 541
					Aube	217	24 397 178
					Marne	514	67 852 973
					Haute Marne	109	10 675 041
Corse	445	0,6%	69 372 146	0,7%	Corse de Sud	201	33 605 481
					Haute Corse	244	35 766 664
Franche Comté	712	1,0%	83 458 249	0,8%	Doubs	322	38 927 131
					Jura	172	20 966 206
					Haute Saône	140	14 540 473
					Territoire de Belfort	78	9 024 439
Total des prêts	72 221	100%	10 247 216 673			72 221	10 247 216 673

[suite](#)

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS
de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Haute Normandie	1 849	2,6%	258 028 119	2,5%	Eure	865	125 712 545
					Seine Maritime	984	132 315 574
Languedoc Roussillon	4 104	5,7%	558 491 618	5,5%	Aude	480	55 875 467
					Gard	969	131 497 230
					Hérault	1 976	287 597 309
					Lozère	98	11 500 484
					Pyrénées Orientales	581	72 021 127
Limousin	456	0,6%	46 837 069	0,5%	Corrèze	103	10 145 816
					Creuse	80	7 486 818
					Haute Vienne	273	29 204 435
Lorraine	2 193	3,0%	264 517 053	2,6%	Meurthe et Moselle	672	80 560 620
					Meuse	166	16 842 345
					Moselle	927	122 698 459
					Vosges	428	44 415 629
Midi Pyrénées	3 578	5,0%	458 463 507	4,5%	Ariège	193	20 166 900
					Aveyron	173	18 460 150
					Haute Garonne	2 017	277 996 923
					Gers	204	25 056 042
					Lot	131	14 462 747
					Hautes Pyrénées	224	25 628 842
					Tarn	331	39 912 697
					Tarn et Garonne	305	36 779 207
Nord	3 304	4,6%	412 107 225	4,0%	Nord	2 007	248 374 922
					Pas de Calais	1 297	163 732 302
Pays de la Loire	6 218	8,6%	802 947 364	7,8%	Loire Atlantique	2 744	379 182 218
					Maine et Loire	1 335	168 577 183
					Mayenne	325	37 130 753
					Sarthe	523	60 260 480
					Vendée	1 291	157 796 731
Picardie	2 838	3,9%	380 209 335	3,7%	Aisne	697	81 239 539
					Oise	1 394	208 623 291
					Somme	747	90 346 504
Poitou Charentes	1 629	2,3%	192 105 410	1,9%	Charente	193	20 898 283
					Charente Maritime	785	98 598 400
					Deux Sèvres	350	37 518 943
					Vienne	301	35 089 784
Total des prêts	72 221	100%	10 247 216 673			72 221	10 247 216 673

[suite](#)

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS
de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Provence Côte d'Azur	6 176	8,6%	974 521 690	9,5%	Alpes de Haute Provence	161	20 407 456
					Hautes Alpes	100	12 307 661
					Alpes Maritimes	1 379	223 389 564
					Bouches du Rhône	2 391	376 805 089
					Var	1 613	265 493 266
					Vaucluse	532	76 118 654
Rhône Alpes	10 034	13,9%	1 452 663 616	14,2%	Ain	1 368	199 598 212
Ile de France	13 693	19,0%	2 399 814 666	23,4%	Ardèche	435	55 750 502
					Drôme	633	80 548 238
					Isère	2 307	338 709 601
					Loire	600	72 546 279
					Rhône	3 520	517 540 997
					Savoie	448	65 963 437
					Haute Savoie	723	122 006 351
					Paris	437	72 240 399
					Seine et Marne	3 335	602 569 084
					Yvelines	1 233	212 833 170
					Essonne	2 295	411 662 412
					Hauts de Seine	719	127 736 737
					Seine Saint Denis	2 131	350 061 042
					Val de Marne	1 371	240 103 569
					Val d'Oise	2 172	382 608 253
Total des prêts	72 221	100%	10 247 216 673			72 221	10 247 216 673

Caractéristiques des opérations financées par des PAS de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

2015		Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectifs	3 622	6 312	5 074	11 247	26 255
	Coût moyen d'opération	234 978	202 888	189 426	175 638	193 038
	Montant moyen prêté	197 055	164 839	163 945	153 640	164 313
	Revenu mensuel moyen	2 886	2 704	2 813	2 708	2 756
Acquisition avec amélioration	Effectifs	836	2 496	2 289	5 525	11 146
	Coût moyen d'opération	197 230	169 964	136 024	131 137	145 793
	Montant moyen prêté	166 494	142 353	122 705	117 112	127 617
	Revenu mensuel moyen	2 708	2 655	2 487	2 213	2 377
Acquisition sans amélioration	Effectifs	7 999	8 633	7 179	10 696	34 507
	Coût moyen d'opération	202 148	176 261	145 279	137 063	163 655
	Montant moyen prêté	162 004	134 790	117 260	111 249	130 155
	Revenu mensuel moyen	2 813	2 647	2 433	2 334	2 570
Amélioration	Effectifs	21	43	57	192	313
	Coût moyen d'opération	83 551	87 168	65 674	72 718	74 148
	Montant moyen prêté	74 450	70 413	54 403	61 589	62 356
	Revenu mensuel moyen	3 706	3 362	2 835	2 709	2 914
Ensemble	Effectifs	12 478	17 484	14 599	27 660	72 221
	Coût moyen d'opération	211 153	184 756	158 861	151 118	171 193
	Montant moyen prêté	172 332	146 560	134 094	129 312	141 887
	Revenu mensuel moyen	2 829	2 666	2 532	2 437	2 609

NB: au sens du zonage A/B/C

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 4 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

	2011		2012		2013		2014		2015		Evolution			
											11/12	12/13	13/14	14/15
Personne seule	10 621	20,5%	10 878	20,9%	14 459	23,8%	15 124	25,2%	18 369	25,4%	2,4%	32,9%	4,6%	21,5%
2 personnes	9 642	18,6%	10 828	20,8%	13 033	21,4%	12 723	21,2%	17 063	23,6%	12,3%	20,4%	-2,4%	34,1%
3 personnes	10 770	20,8%	11 602	22,3%	13 120	21,6%	12 623	21,0%	15 494	21,5%	7,7%	13,1%	-3,8%	22,7%
4 personnes	11 548	22,3%	11 023	21,1%	12 316	20,3%	12 116	20,2%	13 628	18,9%	-4,5%	11,7%	-1,6%	12,5%
5 personnes	6 498	12,6%	5 734	11,0%	5 807	9,5%	5 573	9,3%	5 723	7,9%	-11,8%	1,3%	-4,0%	2,7%
6 personnes et plus	2 686	5,2%	2 076	4,0%	2 074	3,4%	1 917	3,2%	1 944	2,7%	-22,7%	-0,1%	-7,6%	1,4%
Ensemble	51 765	100%	52 141	100%	60 809	100%	60 076	100%	72 221	100%	0,7%	16,6%	-1,2%	20,2%
en gras les évolutions supérieures à la moyenne														
Taille moyenne	3,03		2,93		2,81		2,77		2,68		-3,5%	-4,1%	-1,4%	-3,1%

[détail tableau suivant](#)

**Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

		2011	2012	2013	2014	2015
Personne seule	Effectifs	10 621	10 878	14 459	15 124	18 369
	Coût moyen d'opération	120 768	115 801	119 081	120 616	128 620
	Montant moyen prêté	86 257	88 132	90 966	92 643	99 640
	Revenu mensuel moyen	1 501	1 541	1 671	1 728	1 852
2 personnes	Effectifs	9 642	10 828	13 033	12 723	17 063
	Coût moyen d'opération	151 672	151 859	157 579	159 058	171 098
	Montant moyen prêté	119 704	125 724	130 500	130 961	142 458
	Revenu mensuel moyen	2 096	2 245	2 481	2 523	2 746
3 personnes	Effectifs	10 770	11 602	13 120	12 623	15 494
	Coût moyen d'opération	160 817	162 005	169 324	171 114	183 931
	Montant moyen prêté	130 433	136 051	142 040	143 117	154 423
	Revenu mensuel moyen	2 289	2 441	2 686	2 747	2 879
4 personnes	Effectifs	11 548	11 023	12 316	12 116	13 628
	Coût moyen d'opération	173 390	174 557	184 514	185 941	199 174
	Montant moyen prêté	143 128	146 245	155 039	155 760	168 064
	Revenu mensuel moyen	2 462	2 599	3 043	3 062	3 205
5 personnes	Effectifs	6 498	5 734	5 807	5 573	5 723
	Coût moyen d'opération	179 364	180 673	186 993	189 378	197 165
	Montant moyen prêté	149 757	152 025	158 796	160 753	169 315
	Revenu mensuel moyen	2 530	2 720	3 333	3 384	3 698
6 personnes et plus	Effectifs	2 686	2 076	2 074	1 917	1 944
	Coût moyen d'opération	182 276	183 657	192 108	189 935	200 360
	Montant moyen prêté	154 583	155 512	163 740	162 547	171 907
	Revenu mensuel moyen	2 593	2 868	3 460	3 563	3 812
Ensemble	Effectifs	51 765	52 141	60 809	60 076	72 221
	Taille moyenne	3,03	2,93	2,81	2,77	2,68
	Coût moyen d'opération	157 142	155 827	160 401	161 133	171 193
	Montant moyen prêté	125 882	128 596	132 396	132 642	141 887
	Revenu mensuel moyen	2 198	2 328	2 431	2 469	2 609

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2011 : 33%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%, 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 5 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

	2011		2012		2013		2014		2015		Evolution			
											11/12	12/13	13/14	14/15
Agriculteurs	759	1,5%	640	1,2%	560	0,9%	416	0,7%	474	0,7%	-15,7%	-12,5%	-25,7%	13,9%
Artisans, commerçants	1 857	3,6%	1 564	3,0%	1 489	2,4%	1 504	2,5%	1 897	2,6%	-15,8%	-4,8%	1,0%	26,1%
Cadres	2 612	5,0%	2 905	5,6%	4 598	7,6%	4 800	8,0%	7 532	10,4%	11,2%	58,3%	4,4%	56,9%
Prof. Intermédiaires	9 175	17,7%	9 858	18,9%	11 880	19,5%	12 085	20,1%	15 103	20,9%	7,4%	20,5%	1,7%	25,0%
Employés	16 557	32,0%	16 671	32,0%	22 129	36,4%	22 287	37,1%	26 205	36,3%	0,7%	32,7%	0,7%	17,6%
Ouvriers	18 253	35,3%	18 303	35,1%	17 814	29,3%	16 661	27,7%	17 923	24,8%	0,3%	-2,7%	-6,5%	7,6%
Retraités	839	1,6%	770	1,5%	888	1,5%	864	1,4%	1 202	1,7%	-8,2%	15,3%	-2,7%	39,1%
Inactifs	1 713	3,3%	1 430	2,7%	1 451	2,4%	1 459	2,4%	1 885	2,6%	-16,5%	1,5%	0,6%	29,2%
Ensemble	51 765	100%	52 141	100%	60 809	100%	60 076	100%	72 221	100%	0,7%	16,6%	-1,2%	20,2%

[détail par CSP tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS
par génération du 1er prêt mis en force
(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

		2011	2012	2013	2014	2015
Agriculteurs	Effectifs	759	640	560	416	474
	Coût moyen d'opération	151 306	146 563	152 989	151 323	160 189
	Montant moyen prêté	116 598	114 972	119 930	122 177	130 218
	Revenu mensuel moyen	2 304	2 547	3 081	2 407	2 692
Artisans, commerçants	Effectifs	1 857	1 564	1 489	1 504	1 897
	Coût moyen d'opération	173 666	171 697	172 752	174 422	182 371
	Montant moyen prêté	131 993	131 307	135 336	135 416	144 434
	Revenu mensuel moyen	2 392	2 476	2 486	2 451	2 518
Cadres	Effectifs	2 612	2 905	4 598	4 800	7 532
	Coût moyen d'opération	196 901	198 150	201 652	202 191	221 572
	Montant moyen prêté	147 755	157 801	158 160	158 944	175 493
	Revenu mensuel moyen	2 721	2 777	2 949	2 990	3 156
Prof. Intermédiaires	Effectifs	9 175	9 858	11 880	12 085	15 103
	Coût moyen d'opération	165 035	165 273	169 263	169 275	177 020
	Montant moyen prêté	129 737	134 495	139 992	140 472	147 750
	Revenu mensuel moyen	2 287	2 434	2 462	2 554	2 686
Employés	Effectifs	16 557	16 671	22 129	22 287	26 205
	Coût moyen d'opération	156 587	154 215	157 303	158 135	166 264
	Montant moyen prêté	122 784	125 122	127 564	127 495	136 416
	Revenu mensuel moyen	2 120	2 240	2 358	2 387	2 488
Ouvriers	Effectifs	18 253	18 303	17 814	16 661	17 923
	Coût moyen d'opération	148 527	146 506	149 793	149 284	154 958
	Montant moyen prêté	127 853	129 015	132 568	132 053	138 155
	Revenu mensuel moyen	2 195	2 350	2 274	2 334	2 401
Retraités	Effectifs	839	770	888	864	1 202
	Coût moyen d'opération	136 037	131 125	128 718	130 973	138 683
	Montant moyen prêté	72 023	66 139	62 176	64 867	68 991
	Revenu mensuel moyen	1 746	1 870	1 934	1 923	2 057
Inactifs	Effectifs	1 713	1 430	1 451	1 459	1 885
	Coût moyen d'opération	146 444	142 924	144 172	146 655	158 593
	Montant moyen prêté	104 684	100 509	104 898	106 849	119 023
	Revenu mensuel moyen	1 923	1 969	2 173	2 118	2 327
Ensemble	Effectifs	51 765	52 141	60 809	60 076	72 221
	Coût moyen d'opération	157 142	155 827	160 401	161 133	171 193
	Montant moyen prêté	125 882	128 596	132 396	132 642	141 887
	Revenu mensuel moyen	2 198	2 328	2 431	2 469	2 609

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2011 : 33%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%, 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**CSP des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations
financées par des PAS de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

2015		Logement neuf	Acquisi° avec améliora°	Acquisi° sans améliora°	Améliora°	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	217	101	148	8	474
	Coût moyen d'opération	174 456	151 111	146 576	139 678	160 189
	Montant moyen prêté	141 958	125 952	115 947	129 661	130 218
	Revenu mensuel moyen	2 602	2 692	2 970	2 367	2 692
Artisans, commerçants	Effectifs	600	411	874	12	1 897
	Coût moyen d'opération	208 549	167 215	172 837	86 947	182 371
	Montant moyen prêté	166 437	142 557	131 198	72 490	144 434
	Revenu mensuel moyen	2 755	2 353	2 363	4 009	2 518
Cadres	Effectifs	2 300	851	4 357	24	7 532
	Coût moyen d'opération	235 228	200 571	219 255	78 409	221 572
	Montant moyen prêté	193 469	170 985	167 517	60 718	175 493
	Revenu mensuel moyen	3 175	3 180	3 139	4 319	3 156
Prof. Intermédiaires	Effectifs	5 920	2 456	6 669	58	15 103
	Coût moyen d'opération	196 950	155 455	168 126	78 494	177 020
	Montant moyen prêté	167 266	134 412	136 018	69 431	147 750
	Revenu mensuel moyen	2 794	2 531	2 648	3 234	2 686
Employés	Effectifs	9 216	3 559	13 341	89	26 205
	Coût moyen d'opération	189 802	141 422	157 257	72 285	166 264
	Montant moyen prêté	159 832	123 078	124 302	60 913	136 416
	Revenu mensuel moyen	2 655	2 300	2 443	2 486	2 488
Ouvriers	Effectifs	7 196	3 317	7 325	85	17 923
	Coût moyen d'opération	181 084	128 595	142 211	70 456	154 958
	Montant moyen prêté	163 185	118 394	123 429	59 381	138 155
	Revenu mensuel moyen	2 694	2 087	2 311	2 470	2 401
Retraités	Effectifs	257	129	794	22	1 202
	Coût moyen d'opération	177 601	112 217	132 712	54 739	138 683
	Montant moyen prêté	83 802	77 249	63 571	43 134	68 991
	Revenu mensuel moyen	2 226	1 981	2 030	1 995	2 057
Inactifs	Effectifs	549	322	999	15	1 885
	Coût moyen d'opération	182 906	137 236	153 504	65 769	158 593
	Montant moyen prêté	144 535	107 980	109 640	47 224	119 023
	Revenu mensuel moyen	2 264	2 110	2 368	2 360	2 327
Ensemble	Effectifs	26 255	11 146	34 507	313	72 221
	Coût moyen d'opération	193 038	145 793	163 655	74 148	171 193
	Montant moyen prêté	164 313	127 617	130 155	62 356	141 887
	Revenu mensuel moyen	2 756	2 377	2 570	2 914	2 609

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 6 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

	2011		2012		2013		2014		2015		Evolution			
											11/12	12/13	13/14	14/15
Marié ou vivant maritalement	32 685	63,1%	33 762	64,8%	37 185	61,2%	36 496	60,7%	44 533	61,7%	3,3%	10,1%	-1,9%	22,0%
Seul	19 080	36,9%	18 379	35,2%	23 624	38,8%	23 580	39,3%	27 688	38,3%	-3,7%	28,5%	-0,2%	17,4%
Ensemble	51 765	100%	52 141	100%	60 809	100%	60 076	100%	72 221	100%	0,7%	16,6%	-1,2%	20,2%

[détail tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées
par des PAS par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

		2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 11/12	Evolution 12/13	Evolution 13/14	Evolution 14/15
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	32 685	33 762	37 185	36 496	44 533	3,3%	10,1%	-1,9%	22,0%
	Coût moyen d'opération	169 836	169 796	177 953	179 832	191 406	0,0%	4,8%	1,1%	6,44%
	Montant moyen prêté	141 723	145 074	152 579	153 317	163 700	2,4%	5,2%	0,5%	6,8%
	Revenu mensuel moyen	2 462	2 606	2 993	3 038	3 202	5,8%	14,9%	1,5%	5,4%
Seul	Effectifs	19 080	18 379	23 624	23 580	27 688	-3,7%	28,5%	-0,2%	17,4%
	Coût moyen d'opération	135 398	130 167	132 773	132 191	138 691	-3,9%	2,0%	-0,4%	4,92%
	Montant moyen prêté	98 744	98 326	100 626	100 641	106 803	-0,4%	2,3%	0,0%	6,1%
	Revenu mensuel moyen	1 707	1 759	1 871	1 902	2 015	3,1%	6,4%	1,7%	5,9%
Ensemble	Effectifs	51 765	52 141	60 809	60 076	72 221	0,7%	16,6%	-1,2%	20,2%
	Coût moyen d'opération	157 142	155 827	160 401	161 133	171 193	-0,8%	2,9%	0,5%	6,2%
	Montant moyen prêté	125 882	128 596	132 396	132 642	141 887	2,2%	3,0%	0,2%	7,0%
	Revenu mensuel moyen	2 198	2 328	2 431	2 469	2 609	5,9%	4,4%	1,6%	5,7%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2011 : 33%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%, 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Situation familiale des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par des PAS de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

2015		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	Ensemble
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	18 426	6 867	19 055	185	44 533
	Coût moyen d'opération	206 260	163 968	188 084	72 399	191 406
	Montant moyen prêté	180 923	145 878	154 465	60 975	163 700
	Revenu mensuel moyen	3 233	2 976	3 206	3 435	3 202
Seul	Effectifs	7 829	4 279	15 452	128	27 688
	Coût moyen d'opération	161 923	116 626	133 545	76 675	138 691
	Montant moyen prêté	125 221	98 311	100 175	64 351	106 803
	Revenu mensuel moyen	2 079	1 800	2 016	1 763	2 015
Ensemble	Effectifs	26 255	11 146	34 507	313	72 221
	Coût moyen d'opération	193 038	145 793	163 655	74 148	171 193
	Montant moyen prêté	164 313	127 617	130 155	62 356	141 887
	Revenu mensuel moyen	2 756	2 377	2 570	2 914	2 609

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 7 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

		2011	2012	2013	2014	2015	Evolution			
							11/12	12/13	13/14	14/15
Neuf	Effectifs	2 782 (30.7%)	2 828 (10.6%)	4 452 (10.8%)	3 501 (8.6%)	3 801 (7.8%)	1,7%	57,4%	-21,4%	8,6%
Construction ou acquisition d'un logement	Coût moyen d'opération	180 734	183 348	180 095	184 695	202 010	1,4%	-1,8%	2,6%	9,4%
	Montant moyen prêté	119 623	123 502	134 539	131 477	145 092	3,2%	8,9%	-2,3%	10,4%
	Revenu mensuel moyen	2 357	2 530	2 608	2 719	2 860	7,4%	3,1%	4,3%	5,2%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	1 377 (15.2%)	6 000 (22.5%)	8 844 (21.4%)	9 058 (22.4%)	10 753 (22.1%)	335,7%	47,4%	2,4%	18,7%
	Coût moyen d'opération	157 095	133 200	137 262	135 978	146 511	-15,2%	3,0%	-0,9%	7,7%
	Montant moyen prêté	107 891	112 449	117 308	117 237	127 997	4,2%	4,3%	-0,1%	9,2%
	Revenu mensuel moyen	1 998	2 149	2 227	2 285	2 381	7,6%	3,6%	2,6%	4,2%
Acquisition sans amélioration	Effectifs	4 500 (49.6%)	16 925 (63.4%)	26 923 (65.0%)	27 660 (68.3%)	33 766 (69.4%)	276,1%	59,1%	2,7%	22,1%
	Coût moyen d'opération	172 902	148 098	151 312	151 161	164 382	-14,3%	2,2%	-0,1%	8,7%
	Montant moyen prêté	108 685	115 684	118 709	118 227	130 646	6,4%	2,6%	-0,4%	10,5%
	Revenu mensuel moyen	2 129	2 166	2 380	2 406	2 572	1,7%	9,9%	1,1%	6,9%
Amélioration	Effectifs	407 (4.5%)	923 (3.5%)	1 176 (2.8%)	295 (0.7%)	311 (0.6%)	126,8%	27,4%	-74,9%	5,4%
	Coût moyen d'opération	105 056	132 704	127 022	74 177	74 177	26,3%	-4,3%	-41,6%	0,0%
	Montant moyen prêté	72 804	100 492	99 992	60 213	62 379	38,0%	-0,5%	-39,8%	3,6%
	Revenu mensuel moyen	2 336	2 391	2 706	2 673	2 914	2,3%	13,2%	-1,2%	9,0%
Ancien	Effectifs	6 284 (69.3%)	23 848 (89.4%)	36 943 (89.2%)	37 013 (91.4%)	44 830 (92.2%)	279,5%	54,9%	0,2%	21,1%
Ensemble	Effectifs	9 066	26 676	41 395	40 514	48 631	194,2%	55,2%	-2,1%	20,0%
	Coût moyen d'opération	169 857	147 951	150 716	150 104	162 793	-12,9%	1,9%	-0,4%	8,5%
	Montant moyen prêté	110 310	115 259	119 580	118 728	130 752	4,5%	3,7%	-0,7%	10,1%
	Revenu mensuel moyen	2 199	2 208	2 385	2 415	2 576	0,4%	8,0%	1,3%	6,7%

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2011 : 33%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%, 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 8 : Parts de marché des établissements pour les opérations financées par des PAS seuls par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

	Génération du 1er PAS mis en force 2011		Génération du 1er PAS mis en force 2012		Génération du 1er PAS mis en force 2013		Génération du 1er PAS mis en force 2014		Génération du 1er PAS mis en force 2015	
	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	519 (5.7%)	42.2 (1.4%)	409 (1.5%)	42.2 (1.4%)	659 (1.6%)	72.3 (1.5%)	667 (1.6%)	69.9 (1.5%)	672 (1.4%)	75.5 (1.2%)
Caisses d'Epargne (BPCE)	586 (6.5%)	191.0 (6.2%)	1 895 (7.1%)	191.0 (6.2%)	1 966 (4.7%)	207.8 (4.2%)	1 593 (3.9%)	166.2 (3.5%)	1 201 (2.5%)	127.4 (2.0%)
Crédit Foncier de France	1 846 (20.4%)	1 280.3 (41.6%)	10 021 (37.6%)	1 280.3 (41.6%)	15 153 (36.6%)	1 998.7 (40.4%)	13 572 (33.5%)	1 765.2 (36.7%)	13 928 (28.6%)	1 914.0 (30.1%)
Groupe BPCE	2 951 (32.6%)	1 513.5 (49.2%)	12 325 (46.2%)	1 513.5 (49.2%)	17 778 (42.9%)	2 278.8 (46.0%)	15 832 (39.1%)	2 001.2 (41.6%)	15 801 (32.5%)	2 116.9 (33.3%)
Crédit Agricole	2 617 (28.9%)	749.1 (24.4%)	6 795 (25.5%)	749.1 (24.4%)	9 827 (23.7%)	1 172.5 (23.7%)	9 956 (24.6%)	1 185.0 (24.6%)	12 975 (26.7%)	1 712.2 (26.9%)
LCL	288 (3.2%)	34.4 (1.1%)	349 (1.3%)	34.4 (1.1%)	274 (0.7%)	28.0 (0.6%)	360 (0.9%)	37.6 (0.8%)	375 (0.8%)	46.1 (0.7%)
Groupe Crédit Agricole LCL	2 905 (32.0%)	783.5 (25.5%)	7 144 (26.8%)	783.5 (25.5%)	10 101 (24.4%)	1 200.5 (24.3%)	10 316 (25.5%)	1 222.6 (25.4%)	13 350 (27.5%)	1 758.3 (27.7%)
Crédit Mutuel	1 322 (14.6%)	241.3 (7.8%)	2 371 (8.9%)	241.3 (7.8%)	3 358 (8.1%)	357.7 (7.2%)	2 937 (7.2%)	308.4 (6.4%)	4 049 (8.3%)	479.2 (7.5%)
CIC	327 (3.6%)	70.2 (2.3%)	669 (2.5%)	70.2 (2.3%)	1 201 (2.9%)	134.2 (2.7%)	1 082 (2.7%)	120.8 (2.5%)	1 360 (2.8%)	164.9 (2.6%)
Groupe Crédit Mutuel CIC	1 649 (18.2%)	311.4 (10.1%)	3 040 (11.4%)	311.4 (10.1%)	4 559 (11.0%)	491.9 (9.9%)	4 019 (9.9%)	429.2 (8.9%)	5 409 (11.1%)	644.0 (10.1%)
BNP/PARIBAS	200 (2.2%)	43.9 (1.4%)	438 (1.6%)	43.9 (1.4%)	320 (0.8%)	32.0 (0.6%)	303 (0.7%)	28.5 (0.6%)	229 (0.5%)	21.7 (0.3%)
Crédit Immobilier de France	906 (10.0%)	332.4 (10.8%)	2 863 (10.7%)	332.4 (10.8%)	152 (0.4%)	13.4 (0.3%)	6 (0.0%)	0.5 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Société Générale	441 (4.9%)	86.1 (2.8%)	820 (3.1%)	86.1 (2.8%)	671 (1.6%)	69.2 (1.4%)	620 (1.5%)	63.7 (1.3%)	619 (1.3%)	72.8 (1.1%)
La Banque Postale	14 (0.2%)	3.8 (0.1%)	46 (0.2%)	3.8 (0.1%)	7 814 (18.9%)	864.3 (17.5%)	9 418 (23.2%)	1 064.4 (22.1%)	13 223 (27.2%)	1 744.8 (27.4%)
Ensemble	9 066	3 074,7	26 676	3 074,7	41 395	4 950,0	40 514	4 810,2	48 631	6 358,6

**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls
de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Alsace	1 186	2,4%	153 739 173	2,4%	Bas-Rhin	664	88 749 839
					Haut-Rhin	522	64 989 334
Aquitaine	2 160	4,4%	262 087 995	4,1%	Dordogne	210	20 600 935
					Gironde	804	105 469 098
					Landes	320	39 546 614
					Lot et Garonne	197	19 741 623
					Pyrénées Atlantique	629	76 729 725
Auvergne	469	1,0%	44 831 447	0,7%	Allier	92	7 435 236
					Cantal	39	3 429 601
					Haute Loire	115	11 300 592
					Puy de Dôme	223	22 666 019
Basse Normandie	600	1,2%	62 416 381	1,0%	Calvados	299	33 575 803
					Manche	195	19 081 267
					Orne	106	9 759 312
Bourgogne	1 147	2,4%	119 005 467	1,9%	Côte d'Or	324	36 775 999
					Nièvre	80	6 281 981
					Saône et Loire	486	50 807 197
					Yonne	257	25 140 290
Bretagne	1 583	3,3%	171 603 869	2,7%	Côtes d'Armor	196	19 062 153
					Finistère	413	41 011 771
					Ille et Vilaine	671	78 462 697
					Morbihan	303	33 067 249
Centre	1 706	3,5%	190 222 592	3,0%	Cher	191	17 897 452
					Eure et Loir	269	33 443 291
					Indre	81	7 045 203
					Indre et Loire	456	55 139 240
					Loir et Cher	195	19 002 112
					Loiret	514	57 695 295
Champagne	817	1,7%	87 624 920	1,4%	Ardennes	207	20 147 082
					Aube	161	16 298 157
					Marne	356	42 621 274
					Haute Marne	93	8 558 407
Corse	218	0,4%	30 818 857	0,5%	Corse de Sud	107	15 858 818
					Haute Corse	111	14 960 039
Franche Comté	548	1,1%	57 555 464	0,9%	Doubs	248	27 178 833
					Jura	123	13 130 418
					Haute Saône	117	11 093 614
					Territoire de Belfort	60	6 152 600
Total des prêts	48 631	100%	6 358 618 435			48 631	6 358 618 435

[suite](#)

**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls
de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Haute Normandie	1 007	2,1%	118 361 698	1,9%	Eure	417	49 984 126
					Seine Maritime	590	68 377 572
Languedoc Roussillon	2 585	5,3%	314 277 195	4,9%	Aude	309	31 398 031
					Gard	623	75 546 174
					Hérault	1 224	161 386 509
					Lozère	69	7 391 182
					Pyrénées Orientales	360	38 555 298
Limousin	312	0,6%	26 736 297	0,4%	Corrèze	80	6 920 248
					Creuse	58	4 468 161
					Haute Vienne	174	15 347 888
Lorraine	1 753	3,6%	193 176 363	3,0%	Meurthe et Moselle	558	62 911 961
					Meuse	148	14 000 033
					Moselle	677	80 469 591
					Vosges	370	35 794 778
Midi Pyrénées	2 280	4,7%	260 933 672	4,1%	Ariège	153	14 239 806
					Aveyron	124	11 987 937
					Haute Garonne	1 202	149 659 813
					Gers	136	14 939 071
					Lot	85	8 348 481
					Hautes Pyrénées	159	16 567 372
					Tarn	207	22 309 378
					Tarn et Garonne	214	22 881 814
Nord	2 424	5,0%	280 421 022	4,4%	Nord	1 567	183 492 670
					Pas de Calais	857	96 928 352
Pays de la Loire	4 023	8,3%	482 619 439	7,6%	Loire Atlantique	1 730	225 999 698
					Maine et Loire	876	101 984 673
					Mayenne	237	24 152 519
					Sarthe	381	39 868 610
					Vendée	799	90 613 939
Picardie	2 035	4,2%	247 897 384	3,9%	Aisne	504	52 178 095
					Oise	1 019	139 918 971
					Somme	512	55 800 317
Poitou Charentes	1 026	2,1%	109 615 788	1,7%	Charente	126	11 564 859
					Charente Maritime	475	55 065 287
					Deux Sèvres	244	23 880 259
					Vienne	181	19 105 383
Total des prêts	48 631	100%	6 358 618 435			48 631	6 358 618 435

[suite](#)

**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls
de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Provence Côte d'Azur	4 487	9,2%	663 884 311	10,4%	Alpes de Haute Provence	128	14 907 498
					Hautes Alpes	66	7 361 896
					Alpes Maritimes	1 182	183 386 414
					Bouches du Rhône	1 612	240 387 993
					Var	1 141	172 307 362
					Vaucluse	358	45 533 147
Rhône Alpes	6 785	14,0%	920 380 214	14,5%	Ain	933	126 527 175
					Ardèche	267	30 369 104
					Drôme	415	47 161 248
					Isère	1 537	209 609 892
					Loire	464	51 473 925
					Rhône	2 407	341 043 079
					Savoie	306	42 102 971
					Haute Savoie	456	72 092 821
Ile de France	9 480	19,5%	1 560 408 885	24,5%	Paris	429	70 630 332
					Seine et Marne	2 187	368 249 139
					Yvelines	870	143 726 278
					Essonne	1 465	236 929 813
					Hauts de Seine	493	82 570 382
					Seine Saint Denis	1 451	224 354 973
					Val de Marne	963	160 760 574
					Val d'Oise	1 622	273 187 393
Total des prêts	48 631	100%	6 358 618 435			48 631	6 358 618 435

Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

2015		Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectifs	395	819	776	1 811	3 801
	Coût moyen d'opération	267 528	231 979	195 513	176 968	202 010
	Montant moyen prêté	172 024	157 811	142 023	134 780	145 092
	Revenu mensuel moyen	2 884	2 933	2 892	2 786	2 860
Acquisition avec amélioration	Effectifs	824	2 440	2 225	5 264	10 753
	Coût moyen d'opération	197 777	170 420	136 315	131 713	146 511
	Montant moyen prêté	166 711	142 463	122 767	117 441	127 997
	Revenu mensuel moyen	2 708	2 647	2 489	2 215	2 381
Acquisition sans amélioration	Effectifs	7 827	8 353	7 028	10 558	33 766
	Coût moyen d'opération	203 067	177 766	145 889	137 462	164 382
	Montant moyen prêté	162 726	135 792	117 582	111 488	130 646
	Revenu mensuel moyen	2 813	2 652	2 436	2 337	2 572
Amélioration	Effectifs	21	43	57	190	311
	Coût moyen d'opération	83 551	87 168	65 674	72 751	74 177
	Montant moyen prêté	74 450	70 413	54 403	61 619	62 379
	Revenu mensuel moyen	3 706	3 362	2 835	2 709	2 914
Ensemble	Effectifs	9 067	11 655	10 086	17 823	48 631
	Coût moyen d'opération	205 120	179 699	147 142	139 088	162 793
	Montant moyen prêté	163 289	138 494	120 249	115 081	130 752
	Revenu mensuel moyen	2 816	2 670	2 470	2 360	2 576

NB: au sens du zonage A/B/C

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 10 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force
(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

	2011		2012		2013		2014		2015		Evolution			
											11/12	12/13	13/14	14/15
Personne seule	1 421	15,7%	6 215	23,3%	10 875	26,3%	11 187	27,6%	13 744	28,3%	337,4%	75,0%	2,9%	22,9%
2 personnes	1 576	17,4%	5 576	20,9%	8 970	21,7%	8 732	21,6%	11 503	23,7%	253,8%	60,9%	-2,7%	31,7%
3 personnes	1 874	20,7%	5 475	20,5%	8 457	20,4%	8 188	20,2%	9 874	20,3%	192,2%	54,5%	-3,2%	20,6%
4 personnes	2 208	24,4%	5 417	20,3%	7 920	19,1%	7 611	18,8%	8 599	17,7%	145,3%	46,2%	-3,9%	13,0%
5 personnes	1 407	15,5%	2 882	10,8%	3 782	9,1%	3 536	8,7%	3 638	7,5%	104,8%	31,2%	-6,5%	2,9%
6 personnes et plus	580	6,4%	1 111	4,2%	1 391	3,4%	1 260	3,1%	1 273	2,6%	91,6%	25,2%	-9,4%	1,0%
Ensemble	9 066	100%	26 676	100%	41 395	100%	40 514	100%	48 631	100%	194,2%	55,2%	-2,1%	20,0%
en gras les évolutions supérieures à la moyenne														
Taille moyenne	3,26		2,87		2,73		2,69		2,60		-12,0%	-4,8%	-1,6%	-3,2%

[détail tableau suivant](#)

**Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

		2011	2012	2013	2014	2015
Personne seule	Effectifs	1 421	6 215	10 875	11 187	13 744
	Coût moyen d'opération	117 977	106 624	111 015	111 643	121 721
	Montant moyen prêté	68 716	80 115	83 533	84 352	93 481
	Revenu mensuel moyen	1 464	1 532	1 662	1 715	1 841
2 personnes	Effectifs	1 576	5 576	8 970	8 732	11 503
	Coût moyen d'opération	152 426	141 397	147 084	147 642	161 759
	Montant moyen prêté	94 198	111 825	117 764	117 656	131 567
	Revenu mensuel moyen	1 939	2 087	2 432	2 463	2 710
3 personnes	Effectifs	1 874	5 475	8 457	8 188	9 874
	Coût moyen d'opération	167 816	154 326	160 170	161 156	177 433
	Montant moyen prêté	111 167	122 524	129 160	129 371	143 778
	Revenu mensuel moyen	2 161	2 314	2 648	2 690	2 855
4 personnes	Effectifs	2 208	5 417	7 920	7 611	8 599
	Coût moyen d'opération	192 336	172 832	179 254	178 698	196 639
	Montant moyen prêté	129 350	134 637	143 474	142 389	159 239
	Revenu mensuel moyen	2 447	2 502	3 053	3 047	3 200
5 personnes	Effectifs	1 407	2 882	3 782	3 536	3 638
	Coût moyen d'opération	197 230	178 299	180 032	179 849	191 377
	Montant moyen prêté	129 503	137 702	145 171	144 787	157 220
	Revenu mensuel moyen	2 673	2 640	3 398	3 366	3 751
6 personnes et plus	Effectifs	580	1 111	1 391	1 260	1 273
	Coût moyen d'opération	198 993	180 584	184 883	180 664	192 036
	Montant moyen prêté	134 181	140 600	149 243	146 162	156 703
	Revenu mensuel moyen	2 800	2 792	3 509	3 572	3 876
Ensemble	Effectifs	9 066	26 676	41 395	40 514	48 631
	Taille moyenne	3,26	2,87	2,73	2,69	2,60
	Coût moyen d'opération	169 857	147 951	150 716	150 104	162 793
	Montant moyen prêté	110 310	115 259	119 580	118 728	130 752
	Revenu mensuel moyen	2 199	2 208	2 385	2 415	2 576

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2011 : 33%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%, 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 11 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls
par génération du 1er prêt mis en force
(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

	2011		2012		2013		2014		2015		Evolution			
											11/12	12/13	13/14	14/15
Agriculteurs	144	1,6%	263	1,0%	365	0,9%	296	0,7%	305	0,6%	82,6%	38,8%	-18,9%	3,0%
Artisans, commerçants	492	5,4%	876	3,3%	1 111	2,7%	1 145	2,8%	1 446	3,0%	78,0%	26,8%	3,1%	26,3%
Cadres	499	5,5%	1 505	5,6%	3 273	7,9%	3 301	8,1%	5 529	11,4%	201,6%	117,5%	0,9%	67,5%
Prof. Intermédiaires	1 580	17,4%	4 885	18,3%	7 820	18,9%	7 779	19,2%	9 765	20,1%	209,2%	60,1%	-0,5%	25,5%
Employés	2 996	33,0%	8 816	33,0%	15 465	37,4%	15 298	37,8%	17 951	36,9%	194,3%	75,4%	-1,1%	17,3%
Ouvriers	2 560	28,2%	8 878	33,3%	11 405	27,6%	10 792	26,6%	11 177	23,0%	246,8%	28,5%	-5,4%	3,6%
Retraités	378	4,2%	589	2,2%	817	2,0%	785	1,9%	1 067	2,2%	55,8%	38,7%	-3,9%	35,9%
Inactifs	417	4,6%	864	3,2%	1 139	2,8%	1 118	2,8%	1 391	2,9%	107,2%	31,8%	-1,8%	24,4%
Ensemble	9 066	100%	26 676	100%	41 395	100%	40 514	100%	48 631	100%	194,2%	55,2%	-2,1%	20,0%

[détail par CSP tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

		2011	2012	2013	2014	2015
Agriculteurs	Effectifs	144	263	365	296	305
	Coût moyen d'opération	140 968	135 919	143 308	142 525	152 364
	Montant moyen prêté	93 735	102 144	112 440	113 150	121 052
	Revenu mensuel moyen	2 753	2 273	3 071	2 474	2 849
Artisans, commerçants	Effectifs	492	876	1 111	1 145	1 446
	Coût moyen d'opération	178 483	168 846	165 757	166 776	176 247
	Montant moyen prêté	114 975	121 842	127 054	126 176	136 491
	Revenu mensuel moyen	2 253	2 395	2 410	2 402	2 411
Cadres	Effectifs	499	1 505	3 273	3 301	5 529
	Coût moyen d'opération	218 858	192 150	194 573	194 109	219 194
	Montant moyen prêté	138 365	145 743	146 231	146 302	169 416
	Revenu mensuel moyen	2 759	2 645	2 919	2 970	3 164
Prof. Intermédiaires	Effectifs	1 580	4 885	7 820	7 779	9 765
	Coût moyen d'opération	183 652	159 876	160 449	159 176	168 887
	Montant moyen prêté	118 443	123 305	127 470	127 072	137 400
	Revenu mensuel moyen	2 347	2 303	2 429	2 514	2 674
Employés	Effectifs	2 996	8 816	15 465	15 298	17 951
	Coût moyen d'opération	171 549	146 096	147 778	147 305	157 380
	Montant moyen prêté	110 508	112 124	115 451	114 246	125 320
	Revenu mensuel moyen	2 158	2 153	2 317	2 333	2 448
Ouvriers	Effectifs	2 560	8 878	11 405	10 792	11 177
	Coût moyen d'opération	156 993	136 667	137 391	135 480	140 824
	Montant moyen prêté	110 913	114 837	118 189	116 465	122 972
	Revenu mensuel moyen	2 187	2 218	2 161	2 244	2 302
Retraités	Effectifs	378	589	817	785	1 067
	Coût moyen d'opération	142 851	129 300	126 355	128 381	136 122
	Montant moyen prêté	61 894	60 593	59 926	62 039	65 901
	Revenu mensuel moyen	1 645	1 925	1 929	1 935	2 050
Inactifs	Effectifs	417	864	1 139	1 118	1 391
	Coût moyen d'opération	150 042	133 617	136 385	136 699	151 335
	Montant moyen prêté	84 903	87 596	96 615	96 085	108 927
	Revenu mensuel moyen	1 982	1 866	2 124	2 077	2 353
Ensemble	Effectifs	9 066	26 676	41 395	40 514	48 631
	Coût moyen d'opération	169 857	147 951	150 716	150 104	162 793
	Montant moyen prêté	110 310	115 259	119 580	118 728	130 752
	Revenu mensuel moyen	2 199	2 208	2 385	2 415	2 576

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite
(% de déclaration en 2011 : 33%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%, 2015 : 25%), en raison du caractère
facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**CSP des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations
financées par des PAS seuls de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)**
(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

2015		Logement neuf	Acquisi° avec améliora°	Acquisi° sans améliora°	Améliora°	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	58	91	148	8	305
	Coût moyen d'opération	169 862	151 742	146 576	139 678	152 364
	Montant moyen prêté	125 638	125 676	115 947	129 661	121 052
	Revenu mensuel moyen	2 765	2 948	2 970	2 367	2 849
Artisans, commerçants	Effectifs	178	389	867	12	1 446
	Coût moyen d'opération	211 685	169 402	173 278	86 947	176 247
	Montant moyen prêté	149 354	143 976	131 377	72 490	136 491
	Revenu mensuel moyen	2 465	2 389	2 360	4 009	2 411
Cadres	Effectifs	388	824	4 293	24	5 529
	Coût moyen d'opération	256 367	201 549	220 019	78 409	219 194
	Montant moyen prêté	187 178	171 307	168 055	60 718	169 416
	Revenu mensuel moyen	3 387	3 191	3 139	4 319	3 164
Prof. Intermédiaires	Effectifs	816	2 378	6 514	57	9 765
	Coût moyen d'opération	212 243	156 212	168 874	78 592	168 887
	Montant moyen prêté	156 064	134 861	136 580	69 928	137 400
	Revenu mensuel moyen	3 090	2 570	2 651	3 234	2 674
Employés	Effectifs	1 357	3 443	13 063	88	17 951
	Coût moyen d'opération	196 942	142 022	157 891	72 352	157 380
	Montant moyen prêté	140 465	123 386	124 692	60 736	125 320
	Revenu mensuel moyen	2 709	2 292	2 445	2 486	2 448
Ouvriers	Effectifs	765	3 191	7 136	85	11 177
	Coût moyen d'opération	179 574	129 125	142 739	70 456	140 824
	Montant moyen prêté	138 782	118 735	123 930	59 381	122 972
	Revenu mensuel moyen	2 776	2 075	2 305	2 470	2 302
Retraités	Effectifs	142	128	775	22	1 067
	Coût moyen d'opération	184 989	112 646	133 356	54 739	136 122
	Montant moyen prêté	72 351	77 443	63 460	43 134	65 901
	Revenu mensuel moyen	2 305	1 981	2 028	1 995	2 050
Inactifs	Effectifs	97	309	970	15	1 391
	Coût moyen d'opération	173 306	138 307	154 614	65 769	151 335
	Montant moyen prêté	109 224	108 202	110 082	47 224	108 927
	Revenu mensuel moyen	2 442	2 069	2 369	2 360	2 353
Ensemble	Effectifs	3 801	10 753	33 766	311	48 631
	Coût moyen d'opération	202 010	146 511	164 382	74 177	162 793
	Montant moyen prêté	145 092	127 997	130 646	62 379	130 752
	Revenu mensuel moyen	2 860	2 381	2 572	2 914	2 576

*Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite
(% de déclaration en 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.*

**Annexe 12 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

	2011		2012		2013		2014		2015		Evolution			
											11/12	12/13	13/14	14/15
Marié ou vivant maritalement	5 663	62,5%	16 034	60,1%	23 533	56,8%	22 999	56,8%	28 006	57,6%	183,1%	46,8%	-2,3%	21,8%
Seul	3 403	37,5%	10 642	39,9%	17 862	43,2%	17 515	43,2%	20 625	42,4%	212,7%	67,8%	-1,9%	17,8%
Ensemble	9 066	100%	26 676	100%	41 395	100%	40 514	100%	48 631	100%	194,2%	55,2%	-2,1%	20,0%

[détail tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées
par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

		2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 11/12	Evolution 12/13	Evolution 13/14	Evolution 14/15
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	5 663	16 034	23 533	22 999	28 006	183,1%	46,8%	-2,3%	21,8%
	Coût moyen d'opération	185 737	164 820	170 109	170 481	185 637	-11,3%	3,2%	0,2%	8,9%
	Montant moyen prêté	124 127	132 139	139 946	139 385	153 412	6,5%	5,9%	-0,4%	10,1%
	Revenu mensuel moyen	2 492	2 514	2 988	3 014	3 203	0,9%	18,9%	0,9%	6,3%
Seul	Effectifs	3 403	10 642	17 862	17 515	20 625	212,7%	67,8%	-1,9%	17,8%
	Coût moyen d'opération	143 442	122 536	125 168	123 349	131 786	-14,6%	2,1%	-1,5%	6,8%
	Montant moyen prêté	87 316	89 827	92 748	91 604	99 984	2,9%	3,3%	-1,2%	9,1%
	Revenu mensuel moyen	1 706	1 719	1 858	1 883	2 006	0,8%	8,1%	1,4%	6,5%
Ensemble	Effectifs	9 066	26 676	41 395	40 514	48 631	194,2%	55,2%	-2,1%	20,0%
	Coût moyen d'opération	169 857	147 951	150 716	150 104	162 793	-12,9%	1,9%	-0,4%	8,5%
	Montant moyen prêté	110 310	115 259	119 580	118 728	130 752	4,5%	3,7%	-0,7%	10,1%
	Revenu mensuel moyen	2 199	2 208	2 385	2 415	2 576	0,4%	8,0%	1,3%	6,7%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2011 : 33%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%, 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Situation familiale des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

2015		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	Ensemble
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	2 558	6 621	18 642	185	28 006
	Coût moyen d'opération	222 204	164 840	189 134	72 399	185 637
	Montant moyen prêté	165 191	146 399	155 204	60 975	153 412
	Revenu mensuel moyen	3 344	2 981	3 209	3 435	3 203
Seul	Effectifs	1 243	4 132	15 124	126	20 625
	Coût moyen d'opération	160 470	117 141	133 889	76 787	131 786
	Montant moyen prêté	103 728	98 509	100 375	64 439	99 984
	Revenu mensuel moyen	2 156	1 800	2 017	1 763	2 006
Ensemble	Effectifs	3 801	10 753	33 766	311	48 631
	Coût moyen d'opération	202 010	146 511	164 382	74 177	162 793
	Montant moyen prêté	145 092	127 997	130 646	62 379	130 752
	Revenu mensuel moyen	2 860	2 381	2 572	2 914	2 576

()Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite*

(% de déclaration en 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 13 : Répartition des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM
par département et par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016)

	2011		2012		2013		2014		2015	
Guadeloupe	0	0,0%	4	3,7%	34	13,4%	34	10,7%	23	5,8%
Martinique	8	22,9%	25	23,1%	42	16,5%	55	17,2%	87	22,1%
Guyane	0	0,0%	5	4,6%	22	8,7%	43	13,5%	45	11,4%
Réunion	27	77,1%	74	68,5%	156	61,4%	187	58,6%	239	60,7%
Ensemble	35	100%	108	100%	254	100%	319	100%	394	100%

Répartition par type d'opération et par génération

	2011		2012		2013		2014		2015	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	15	42,9%	45	41,7%	45	17,7%	70	21,9%	85	21,6%
Acquisition avec amélioration	3	8,6%	8	7,4%	33	13,0%	24	7,5%	43	10,9%
Acquisition sans amélioration	9	25,7%	30	27,8%	143	56,3%	222	69,6%	263	66,8%
Amélioration	8	22,9%	25	23,1%	33	13,0%	3	0,9%	3	0,8%
Ensemble	35	100%	108	100%	254	100%	319	100%	394	100%

**Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016)

		2011	2012	2013	2014	2015
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectif	15	45	45	70	85
	Coût moyen d'opération	136 209	154 235	159 548	163 041	175 687
	Montant moyen prêté	88 221	105 451	116 737	129 318	131 582
	Revenu moyen	1 941	2 438	2 635	2 874	2 903
Acquisition avec amélioration	Effectif	3	8	33	24	43
	Coût moyen d'opération	n.s.	199 642	149 782	111 873	151 741
	Montant moyen prêté	n.s.	178 114	138 947	106 150	136 262
	Revenu moyen	n.s.	-	2 948	2 580	2 657
Acquisition sans amélioration	Effectif	9	30	143	222	263
	Coût moyen d'opération	104 191	151 184	154 293	145 719	152 892
	Montant moyen prêté	85 833	112 549	128 414	123 793	126 507
	Revenu moyen	2 730	1 790	2 753	2 716	2 476
Amélioration	Effectif	8	25	33	3	3
	Coût moyen d'opération	114 578	133 173	107 581	n.s.	n.s.
	Montant moyen prêté	71 965	113 452	97 460	n.s.	n.s.
	Revenu moyen	-	-	-	n.s.	n.s.
Ensemble	Effectif	35	108	254	319	394
	Coût moyen d'opération	125 088	151 875	148 569	146 483	157 437
	Montant moyen prêté	84 608	114 657	123 692	123 394	128 513
	Revenu moyen	2 167	2 402	2 751	2 731	2 587

n.s. : non significatif

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2011 : 33%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%, 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Caractéristiques des bénéficiaires des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2016)

Taille du ménage

	2011		2012		2013		2014		2015	
Personne seule	4	11,4%	18	16,7%	65	25,6%	72	22,6%	116	29,4%
2 personnes	7	20,0%	30	27,8%	55	21,7%	81	25,4%	100	25,4%
3 personnes	6	17,1%	31	28,7%	57	22,4%	76	23,8%	82	20,8%
4 personnes	10	28,6%	20	18,5%	51	20,1%	67	21,0%	77	19,5%
5 personnes	7	20,0%	8	7,4%	24	9,4%	20	6,3%	17	4,3%
6 personnes et plus	1	2,9%	1	0,9%	2	0,8%	3	0,9%	2	0,5%
Ensemble	35	100%	108	100%	254	100%	319	100%	394	100%
Taille moyenne	3,34		2,75		2,69		2,66		2,45	

Situation familiale des emprunteurs

	2011		2012		2013		2014		2015	
Marié ou vivant maritalement	19	54,3%	52	48,1%	120	47,2%	160	50,2%	197	50,0%
Seul	16	45,7%	56	51,9%	134	52,8%	159	49,8%	197	50,0%
Ensemble	35	100%	108	100%	254	100%	319	100%	394	100%

CSP des emprunteurs

	2011		2012		2013		2014		2015	
Agriculteurs	2	5,7%	3	2,8%	2	0,8%	2	0,6%	1	0,3%
Artisans, commerçants	0	0,0%	7	6,5%	9	3,5%	9	2,8%	10	2,5%
Cadres	3	8,6%	9	8,3%	28	11,0%	44	13,8%	51	12,9%
Prof. Intermédiaires	3	8,6%	28	25,9%	32	12,6%	48	15,0%	77	19,5%
Employés	10	28,6%	39	36,1%	155	61,0%	173	54,2%	210	53,3%
Ouvriers	13	37,1%	17	15,7%	20	7,9%	32	10,0%	30	7,6%
Retraités	4	11,4%	4	3,7%	5	2,0%	5	1,6%	11	2,8%
Inactifs	0	0,0%	1	0,9%	3	1,2%	6	1,9%	4	1,0%
Ensemble	35	100%	108	100%	254	100%	319	100%	394	100%

Annexe 14 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations finançant des PAS seuls

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

Génération	Effectif	%APL Déclarés Bruts1	%APL Calculé2
2011	9 066	62%	46%
2012	26 676	69%	39%
2013	41 395	55%	35%
2014	40 514	47%	33%
2015	48 631	39%	27%

1-Calcul effectué selon les déclarations brutes faites par les établissements de crédit

2-Ce chiffre est le résultat d'un calcul interne à la SGFGAS, en raison d'anomalies constatées dans le renseignement des déclarations brutes faites par les établissements de crédit.

Annexe 15 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

Zone géographique

	2011		2012		2013		2014		2015		Evolution 11/12	Evolution 12/13	Evolution 13/14	Evolution 14/15
Zone A	4 834	11,3%	2 712	10,7%	3 290	17,0%	3 894	20,0%	3 411	14,5%	-43,9%	21,3%	18,4%	-12,4%
Neuf	1 984	4,6%	1 875	7,4%	3 265	16,9%	3 804	19,5%	3 227	13,7%	-5,5%	74,1%	16,5%	-15,2%
Acquisition avec amélioration	96	0,2%	29	0,1%	4	0,0%	3	0,0%	12	0,1%	-69,8%	-86,2%	-25,0%	300,0%
Acquisition seule	2 754	6,5%	808	3,2%	21	0,1%	87	0,4%	172	0,7%	-70,7%	-97,4%	314,3%	97,7%
Zone B1	8 023	18,8%	5 108	20,1%	4 068	21,0%	4 454	22,8%	5 828	24,7%	-36,3%	-20,4%	9,5%	30,8%
Neuf	3 549	8,3%	3 388	13,3%	3 919	20,2%	4 304	22,1%	5 493	23,3%	-4,5%	15,7%	9,8%	27,6%
Acquisition avec amélioration	911	2,1%	448	1,8%	102	0,5%	26	0,1%	55	0,2%	-50,8%	-77,2%	-74,5%	111,5%
Acquisition seule	3 563	8,3%	1 272	5,0%	47	0,2%	124	0,6%	280	1,2%	-64,3%	-96,3%	163,8%	125,8%
Zone B2	8 643	20,2%	4 493	17,7%	3 297	17,0%	3 314	17,0%	4 507	19,1%	-48,0%	-26,6%	0,5%	36,0%
Neuf	3 536	8,3%	3 169	12,5%	3 209	16,6%	3 254	16,7%	4 298	18,2%	-10,4%	1,3%	1,4%	32,1%
Acquisition avec amélioration	1 265	3,0%	327	1,3%	62	0,3%	15	0,1%	58	0,2%	-74,2%	-81,0%	-75,8%	286,7%
Acquisition seule	3 842	9,0%	997	3,9%	26	0,1%	45	0,2%	151	0,6%	-74,0%	-97,4%	73,1%	235,6%
Zone C	21 188	49,6%	13 117	51,6%	8 703	45,0%	7 831	40,2%	9 805	41,6%	-38,1%	-33,7%	-10,0%	25,2%
Neuf	12 126	28,4%	10 560	41,5%	8 497	43,9%	7 780	39,9%	9 436	40,1%	-12,9%	-19,5%	-8,4%	21,3%
Acquisition avec amélioration	2 965	6,9%	952	3,7%	134	0,7%	17	0,1%	231	1,0%	-67,9%	-85,9%	-87,3%	1258,8%
Acquisition seule	6 097	14,3%	1 605	6,3%	72	0,4%	34	0,2%	138	0,6%	-73,7%	-95,5%	-52,8%	305,9%
Ensemble	42 688	100%	25 430	100%	19 358	100%	19 493	100%	23 551	100%	-40,4%	-23,9%	0,7%	20,8%

Type d'opération

	2011		2012		2013		2014		2015		Evolution 11/12	Evolution 12/13	Evolution 13/14	Evolution 14/15
Neuf	21 195	49,7%	18 992	74,7%	18 890	97,6%	19 142	98,2%	22 454	95,3%	-10,4%	-0,5%	1,3%	17,3%
Acquisition avec amélioration	5 237	12,3%	1 756	6,9%	302	1,6%	61	0,3%	356	1,5%	-66,5%	-82,8%	-79,8%	483,6%
Acquisition seule	16 256	38,1%	4 682	18,4%	166	0,9%	290	1,5%	741	3,1%	-71,2%	-96,5%	74,7%	155,5%
Ensemble	42 688	100,0%	25 430	100,0%	19 358	100,0%	19 493	100,0%	23 551	100,0%	-40,4%	-23,9%	0,7%	20,8%

Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

		2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 14/15
Neuf	Effectifs	21 195	18 992	18 890	19 142	22 454	17,3%
	Coût moyen d'opération	167 116	170 672	181 390	185 260	191 520	3,4%
	Montant moyen prêté	142 721	150 147	160 150	162 605	167 567	3,1%
	<i>Dont PAS</i>	<i>108 234</i>	<i>118 291</i>	<i>123 537</i>	<i>124 141</i>	<i>128 387</i>	<i>3,4%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 267	2 490	2 591	2 640	2 736	3,7%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	5 237	1 756	302	61	356	483,6%
	Coût moyen d'opération	130 556	143 186	195 158	132 442	126 644	-4,4%
	Montant moyen prêté	113 963	124 745	168 682	120 212	116 247	-3,3%
	<i>Dont PAS</i>	<i>97 700</i>	<i>105 045</i>	<i>137 094</i>	<i>101 299</i>	<i>97 068</i>	<i>-4,2%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 067	2 143	2 448	2 534	2 314	-8,7%
Acquisition seule	Effectifs	16 256	4 682	166	290	741	155,5%
	Coût moyen d'opération	145 616	145 364	132 984	121 344	130 528	7,6%
	Montant moyen prêté	116 459	118 607	106 443	101 730	107 782	5,9%
	<i>Dont PAS</i>	<i>96 721</i>	<i>97 325</i>	<i>88 671</i>	<i>89 715</i>	<i>92 562</i>	<i>3,2%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 097	2 162	2 186	2 407	2 468	2,5%
Ensemble	Effectifs	42 688	25 430	19 358	19 493	23 551	20,8%
	Coût moyen d'opération	154 444	164 115	181 190	184 144	188 620	2,4%
	Montant moyen prêté	129 192	142 586	159 823	161 566	164 910	2,1%
	<i>Dont PAS</i>	<i>102 558</i>	<i>113 516</i>	<i>123 450</i>	<i>123 557</i>	<i>126 787</i>	<i>2,6%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 198	2 416	2 585	2 633	2 717	3,2%

Zone géographique

		2011	2012	2013	2014	2015	Evolution(**) 14/15
Ile-de-France	Effectifs	5 031	3 007	3 625	4 230	4 213	-0,4%
	Coût moyen d'opération	195 717	210 207	215 979	216 185	224 770	4,0%
	Montant moyen prêté	160 797	181 740	192 020	189 246	199 242	5,3%
	<i>Dont PAS</i>	<i>120 409</i>	<i>124 820</i>	<i>126 835</i>	<i>127 117</i>	<i>146 726</i>	<i>15,4%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 496	2 713	2 699	2 775	2 886	4,0%
Province	Effectifs	37 657	22 423	15 733	15 263	19 338	26,7%
	Coût moyen d'opération	148 932	157 934	173 174	175 264	180 746	3,1%
	Montant moyen prêté	124 970	137 335	152 404	153 895	157 430	2,3%
	<i>Dont PAS</i>	<i>100 173</i>	<i>112 000</i>	<i>122 670</i>	<i>122 570</i>	<i>122 443</i>	<i>-0,1%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 161	2 391	2 559	2 587	2 674	3,4%
Ensemble	Effectifs	42 688	25 430	19 358	19 493	23 551	20,8%
	Coût moyen d'opération	154 444	164 115	181 190	184 144	188 620	2,4%
	Montant moyen prêté	129 192	142 586	159 823	161 566	164 910	2,1%
	<i>Dont PAS</i>	<i>102 558</i>	<i>113 516</i>	<i>123 450</i>	<i>123 557</i>	<i>126 787</i>	<i>2,6%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 198	2 416	2 585	2 633	2 717	3,2%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2011 : 33%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%, 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone de la génération 2015 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

2015		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Zone A	Effectifs	3 227	12	172	3 411
	Coût moyen d'opération	230 992	159 660	160 370	227 179
	Montant moyen prêté	200 119	151 554	129 151	196 370
	<i>Dont PAS</i>	<i>143 613</i>	<i>132 654</i>	<i>112 197</i>	<i>141 990</i>
	Revenu mensuel moyen	2 886	0	2 819	2 881
Zone B1	Effectifs	5 493	55	280	5 828
	Coût moyen d'opération	198 556	149 792	131 378	194 868
	Montant moyen prêté	165 886	138 912	104 919	162 703
	<i>Dont PAS</i>	<i>119 635</i>	<i>117 722</i>	<i>88 712</i>	<i>118 131</i>
	Revenu mensuel moyen	2 666	2 871	2 463	2 655
Zone B2	Effectifs	4 298	58	151	4 507
	Coût moyen d'opération	188 327	125 278	116 895	185 123
	Montant moyen prêté	167 903	118 711	102 300	165 072
	<i>Dont PAS</i>	<i>129 433</i>	<i>103 317</i>	<i>87 922</i>	<i>127 706</i>
	Revenu mensuel moyen	2 795	2 447	2 288	2 764
Zone C	Effectifs	9 436	231	138	9 805
	Coût moyen d'opération	175 383	119 761	106 527	173 104
	Montant moyen prêté	157 259	108 398	92 959	155 203
	<i>Dont PAS</i>	<i>127 799</i>	<i>88 733</i>	<i>80 979</i>	<i>126 220</i>
	Revenu mensuel moyen	2 690	2 201	2 085	2 658
Ensemble	Effectifs	22 454	356	741	23 551
	Coût moyen d'opération	191 520	126 644	130 528	188 620
	Montant moyen prêté	167 567	116 247	107 782	164 910
	<i>Dont PAS</i>	<i>128 387</i>	<i>97 068</i>	<i>92 562</i>	<i>126 787</i>
	Revenu mensuel moyen	2 736	2 314	2 468	2 717

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 16 : Parts de marché des établissements producteurs d'opérations PAS et PTZ garantis par génération du 1er prêt mis en force
(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

	2011		2012		2013		2014		2015	
	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	348 (0.8%)	40.3 (0.7%)	298 (1.2%)	36.2 (1.0%)	242 (1.3%)	35.5 (1.1%)	111 (0.6%)	16.4 (0.5%)	143 (0.6%)	21.6 (0.6%)
Caisses d'Épargne (BPCE)	3 434 (8.0%)	400.7 (7.3%)	1 645 (6.5%)	207.2 (5.7%)	1 106 (5.7%)	153.0 (4.9%)	924 (4.7%)	127.5 (4.0%)	796 (3.4%)	110.2 (2.8%)
Crédit Foncier de France	15 476 (36.3%)	2 184.2 (39.6%)	10 299 (40.5%)	1 615.1 (44.5%)	10 521 (54.3%)	1 792.7 (57.9%)	9 922 (50.9%)	1 700.6 (54.0%)	10 678 (45.3%)	1 882.3 (48.5%)
Groupe BPCE	19 258 (45.1%)	2 625.2 (47.6%)	12 242 (48.1%)	1 858.5 (51.3%)	11 869 (61.3%)	1 981.2 (64.0%)	10 957 (56.2%)	1 844.5 (58.6%)	11 617 (49.3%)	2 014.0 (51.9%)
Crédit Agricole	11 334 (26.6%)	1 420.4 (25.8%)	6 385 (25.1%)	848.8 (23.4%)	4 235 (21.9%)	631.2 (20.4%)	4 584 (23.5%)	704.4 (22.4%)	6 400 (27.2%)	989.9 (25.5%)
LCL	634 (1.5%)	80.3 (1.5%)	148 (0.6%)	20.5 (0.6%)	63 (0.3%)	9.7 (0.3%)	89 (0.5%)	15.0 (0.5%)	35 (0.1%)	6.1 (0.2%)
Groupe Crédit Agricole LCL	11 968 (28.0%)	1 500.7 (27.2%)	6 533 (25.7%)	869.3 (24.0%)	4 298 (22.2%)	640.8 (20.7%)	4 673 (24.0%)	719.3 (22.8%)	6 435 (27.3%)	996.0 (25.6%)
Crédit Mutuel	4 357 (10.2%)	491.5 (8.9%)	2 047 (8.0%)	254.5 (7.0%)	1 429 (7.4%)	200.4 (6.5%)	1 200 (6.2%)	171.1 (5.4%)	1 743 (7.4%)	259.0 (6.7%)
CIC	1 021 (2.4%)	123.6 (2.2%)	378 (1.5%)	47.8 (1.3%)	284 (1.5%)	43.8 (1.4%)	311 (1.6%)	50.5 (1.6%)	414 (1.8%)	67.2 (1.7%)
Groupe Crédit Mutuel LCL	5 378 (12.6%)	615.1 (11.2%)	2 425 (9.5%)	302.3 (8.3%)	1 713 (8.8%)	244.3 (7.9%)	1 511 (7.8%)	221.5 (7.0%)	2 157 (9.2%)	326.1 (8.4%)
BNP/PARIBAS	572 (1.3%)	68.2 (1.2%)	102 (0.4%)	13.8 (0.4%)	5 (0.0%)	0.6 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
BNP Paribas Personal Finance	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Groupe BNP	572 (1.3%)	68.2 (1.2%)	102 (0.4%)	13.8 (0.4%)	5 (0.0%)	0.6 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Crédit Immobilier de France	4 813 (11.3%)	621.8 (11.3%)	3 813 (15.0%)	540.8 (14.9%)	205 (1.1%)	27.5 (0.9%)	2 (0.0%)	0.2 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Société Générale	699 (1.6%)	84.0 (1.5%)	308 (1.2%)	40.4 (1.1%)	146 (0.8%)	23.4 (0.8%)	122 (0.6%)	19.5 (0.6%)	142 (0.6%)	22.1 (0.6%)
La Banque Postale	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	7 (0.0%)	0.9 (0.0%)	1 122 (5.8%)	176.1 (5.7%)	2 228 (11.4%)	344.3 (10.9%)	3 200 (13.6%)	525.5 (13.5%)
Ensemble	42 688	5 515	25 430	3 626	19 358	3 094	19 493	3 149	23 551	3 884

Détails des montants prêtés par établissement producteur d'opérations PAS et PTZ

	2011		2012		2013		2014		2015	
	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)
Banques Populaires (BPCE)	32.6 (0.7%)	7.7 (0.7%)	29.2 (1.0%)	7.0 (0.9%)	27.9 (1.2%)	7.5 (1.1%)	12.9 (0.5%)	3.5 (0.5%)	16.7 (0.6%)	4.9 (0.5%)
Caisses d'Épargne (BPCE)	313.2 (7.2%)	87.5 (7.7%)	163.7 (5.7%)	43.5 (5.9%)	119.5 (5.0%)	33.6 (4.8%)	99.4 (4.1%)	28.1 (3.8%)	83.6 (2.8%)	26.6 (3.0%)
Crédit Foncier de France	1 704.6 (38.9%)	479.7 (42.2%)	1 274.6 (44.2%)	340.5 (46.1%)	1 386.2 (58.0%)	406.5 (57.7%)	1 299.8 (54.0%)	400.8 (54.1%)	1 463.5 (49.0%)	418.8 (46.6%)
Groupe BPCE	2 050 (46.8%)	574.8 (50.6%)	1 468 (50.8%)	390.9 (52.9%)	1 533.6 (64.2%)	447.7 (63.6%)	1 412.1 (58.6%)	432.5 (58.4%)	1 563.8 (52.4%)	450.2 (50.1%)
Crédit Agricole	1 149.2 (26.2%)	271.2 (23.9%)	675.5 (23.4%)	173.3 (23.4%)	491.1 (20.6%)	140.0 (19.9%)	547.1 (22.7%)	157.3 (21.2%)	753.7 (25.2%)	236.2 (26.3%)
LCL	65.3 (1.5%)	14.9 (1.3%)	15.5 (0.5%)	5.0 (0.7%)	6.8 (0.3%)	2.8 (0.4%)	10.8 (0.4%)	4.2 (0.6%)	4.5 (0.2%)	1.6 (0.2%)
Groupe Crédit Agricole LCL	1 214 (27.7%)	286.2 (25.2%)	691 (23.9%)	178.3 (24.1%)	498.0 (20.8%)	142.9 (20.3%)	557.9 (23.2%)	161.5 (21.8%)	758.2 (25.4%)	237.8 (26.5%)
Crédit Mutuel	391.9 (9.0%)	99.6 (8.8%)	206.2 (7.1%)	48.2 (6.5%)	158.8 (6.6%)	41.6 (5.9%)	135.1 (5.6%)	36.0 (4.9%)	201.5 (6.7%)	57.4 (6.4%)
CIC	99.0 (2.3%)	24.6 (2.2%)	37.5 (1.3%)	10.4 (1.4%)	33.7 (1.4%)	10.1 (1.4%)	38.1 (1.6%)	12.3 (1.7%)	51.0 (1.7%)	16.1 (1.8%)
Groupe Crédit Mutuel LCL	491 (1.2%)	124.2 (2.3%)	244 (1.0%)	58.6 (1.6%)	192.5 (1.0%)	51.8 (1.7%)	173.2 (0.9%)	48.3 (1.5%)	252.6 (1.1%)	73.5 (1.9%)
BNP/PARIBAS	54.0 (1.2%)	14.2 (1.2%)	10.5 (0.4%)	3.3 (0.4%)	0.3 (0.0%)	0.3 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
BNP Paribas Personal Finance	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Groupe BNP	54 (0.1%)	14.2 (0.3%)	11 (0.0%)	3.3 (0.1%)	0.3 (0.0%)	0.3 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Crédit Immobilier de France	499.0 (11.4%)	122.8 (10.8%)	443.6 (15.4%)	97.1 (13.1%)	20.6 (0.9%)	6.9 (1.0%)	0.1 (0.0%)	0.1 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Société Générale	69.2 (1.6%)	14.8 (1.3%)	29.7 (1.0%)	10.8 (1.3%)	15.8 (0.7%)	7.6 (1.1%)	13.3 (0.6%)	6.2 (0.8%)	16.1 (0.5%)	6.0 (0.7%)
La Banque Postale	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.6 (0.0%)	0.2 (0.0%)	129.0 (5.4%)	47.0 (6.7%)	251.9 (10.5%)	92.4 (12.5%)	395.2 (13.2%)	130.3 (14.5%)
Ensemble	4 378	1 137	2 887	739	2 390	704	2 408	741	2 986	898

Annexe 17 : CSP des emprunteurs bénéficiant d'une opération financée par des PAS et PTZ garanti de la génération 2015 (du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

2015		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	159	10	0	169
	Coût moyen d'opération	176 131	145 377	0	174 312
	Montant moyen prêté	147 911	128 472	0	146 761
	<i>Dont PAS</i>	<i>117 939</i>	<i>103 724</i>	<i>0</i>	<i>117 098</i>
	Revenu mensuel moyen	2 543	2 564		2 546
Artisans, commerçants	Effectifs	422	19	7	448
	Coût moyen d'opération	207 226	128 721	118 257	202 506
	Montant moyen prêté	173 643	115 442	109 035	170 165
	<i>Dont PAS</i>	<i>131 906</i>	<i>94 071</i>	<i>97 209</i>	<i>129 759</i>
	Revenu mensuel moyen	2 865	2 052	2 840	2 838
Cadres	Effectifs	1 912	24	64	2 000
	Coût moyen d'opération	230 947	173 036	168 110	228 240
	Montant moyen prêté	194 746	161 388	131 427	192 319
	<i>Dont PAS</i>	<i>146 888</i>	<i>133 190</i>	<i>112 956</i>	<i>145 638</i>
	Revenu mensuel moyen	3 131	2 735	3 097	3 128
Prof. Intermédiaires	Effectifs	5 104	72	155	5 331
	Coût moyen d'opération	194 504	133 774	136 706	192 004
	Montant moyen prêté	169 057	123 066	112 413	166 789
	<i>Dont PAS</i>	<i>129 002</i>	<i>102 614</i>	<i>95 362</i>	<i>127 667</i>
	Revenu mensuel moyen	2 744	1 914	2 459	2 720
Employés	Effectifs	7 859	104	278	8 241
	Coût moyen d'opération	188 569	124 492	127 484	185 700
	Montant moyen prêté	163 176	111 963	105 992	160 601
	<i>Dont PAS</i>	<i>123 946</i>	<i>93 891</i>	<i>91 362</i>	<i>122 468</i>
	Revenu mensuel moyen	2 645	2 408	2 309	2 624
Ouvriers	Effectifs	6 431	114	189	6 734
	Coût moyen d'opération	181 263	114 352	122 259	178 475
	Montant moyen prêté	166 087	107 433	104 535	163 367
	<i>Dont PAS</i>	<i>129 940</i>	<i>90 544</i>	<i>90 204</i>	<i>128 158</i>
	Revenu mensuel moyen	2 681	2 243	2 561	2 663
Retraités	Effectifs	115	1	19	135
	Coût moyen d'opération	168 479	n.s.	106 448	158 925
	Montant moyen prêté	97 943	n.s.	68 123	93 409
	<i>Dont PAS</i>	<i>67 648</i>	<i>n.s.</i>	<i>56 182</i>	<i>65 845</i>
	Revenu mensuel moyen	2 132	n.s.	2 384	2 152
Inactifs	Effectifs	452	12	29	493
	Coût moyen d'opération	184 967	113 379	116 388	179 190
	Montant moyen prêté	152 113	102 315	94 861	147 533
	<i>Dont PAS</i>	<i>114 151</i>	<i>84 841</i>	<i>82 173</i>	<i>111 557</i>
	Revenu mensuel moyen	2 207	2 755	2 334	2 231
Ensemble	Effectifs	22 454	356	741	23 551
	Coût moyen d'opération	191 520	126 644	130 528	188 620
	Montant moyen prêté	167 567	116 247	107 782	164 910
	<i>Dont PAS</i>	<i>128 387</i>	<i>97 068</i>	<i>92 562</i>	<i>126 787</i>
	Revenu mensuel moyen	2 736	2 314	2 468	2 717

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

n.s. : non significatif

Annexe 18 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par type d'immeuble et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

Type d'immeuble

	2011		2012		2013		2014		2015		Evolution 11/12	Evolution 12/13	Evolution 13/14	Evolution 14/15
Individuel	28 530	70,9%	17 914	74,5%	13 691	71,9%	13 252	68,7%	16 725	72,1%	-37,2%	-23,6%	-3,2%	26,2%
<i>Neuf</i>	15 749	55,2%	14 057	78,5%	13 295	97,1%	13 101	98,9%	16 122	96,4%	-10,7%	-5,4%	-1,5%	23,1%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	3 660	12,8%	1 322	7,4%	287	2,1%	33	0,2%	284	1,7%	-63,9%	-78,3%	-88,5%	760,6%
<i>Acquisition seule</i>	9 121	32,0%	2 535	14,2%	109	0,8%	118	0,9%	319	1,9%	-72,2%	-95,7%	8,3%	170,3%
Collectif	11 714	29,1%	6 132	25,5%	5 363	28,1%	6 047	31,3%	6 486	27,9%	-47,7%	-12,5%	12,8%	7,3%
<i>Neuf</i>	4 174	35,6%	3 769	61,5%	5 307	99,0%	5 858	96,9%	6 105	94,1%	-9,7%	40,8%	10,4%	4,2%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	1 217	10,4%	384	6,3%	12	0,2%	22	0,4%	61	0,9%	-68,4%	-96,9%	83,3%	177,3%
<i>Acquisition seule</i>	6 323	54,0%	1 979	32,3%	44	0,8%	167	2,8%	320	4,9%	-68,7%	-97,8%	279,5%	91,6%
Effectif exploité	40 244	100,0%	24 046	100,0%	19 054	100,0%	19 299	100,0%	23 211	100,0%	-40,2%	-20,8%	1,3%	20,3%
Effectif non exploitable	2 444		1 384		304		194		340					

Annexe 19 : Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et PTZ garanti par génération du 1er prêt mis en force
(déclarations arrêtées au 16/02/2016)

Taille du ménage

	2011		2012		2013		2014		2015	
Personne seule	9199	21,5%	4660	18,3%	3576	18,5%	3925	20,1%	4620	19,6%
2 personnes	8065	18,9%	5240	20,6%	4053	20,9%	3979	20,4%	5548	23,6%
3 personnes	8893	20,8%	6123	24,1%	4649	24,0%	4422	22,7%	5614	23,8%
4 personnes	9337	21,9%	5596	22,0%	4378	22,6%	4484	23,0%	5022	21,3%
5 personnes	5088	11,9%	2847	11,2%	2022	10,4%	2030	10,4%	2080	8,8%
6 personnes et plus	2106	4,9%	964	3,8%	680	3,5%	653	3,3%	667	2,8%
Ensemble	42 688	100%	25 430	100%	19 358	100%	19 493	100%	23 551	100%
Taille moyenne	2,99		2,99		2,96		2,93		2,85	

Situation familiale des emprunteurs

	2011		2012		2013		2014		2015	
Marié ou vivant maritalement	27014	63,3%	17701	69,6%	13608	70,3%	13447	69,0%	16502	70,1%
Seul	15674	36,7%	7729	30,4%	5750	29,7%	6046	31,0%	7049	29,9%
Ensemble	42 688	100%	25 430	100%	19 358	100%	19 493	100%	23 551	100%

CSP des emprunteurs

	2011		2012		2013		2014		2015	
Agriculteurs	613	1,4%	377	1,5%	194	1,0%	120	0,6%	169	0,7%
Artisans, commerçants	1365	3,2%	687	2,7%	377	1,9%	357	1,8%	448	1,9%
Cadres	2112	4,9%	1397	5,5%	1321	6,8%	1494	7,7%	2000	8,5%
Prof. Intermédiaires	7590	17,8%	4963	19,5%	4045	20,9%	4282	22,0%	5331	22,6%
Employés	13560	31,8%	7846	30,9%	6652	34,4%	6974	35,8%	8241	35,0%
Ouvriers	15691	36,8%	9415	37,0%	6387	33,0%	5850	30,0%	6734	28,6%
Retraités	461	1,1%	181	0,7%	71	0,4%	78	0,4%	135	0,6%
Inactifs	1296	3,0%	564	2,2%	311	1,6%	338	1,7%	493	2,1%
Ensemble	42 688	100%	25 430	100%	19 358	100%	19 493	100%	23 551	100%

Age moyen des emprunteurs

	2011		2012		2013		2014		2015	
âge <=25	5824	13,6%	3936	15,5%	3078	15,9%	2780	14,3%	3035	12,9%
25< âge <=35	18616	43,6%	12145	47,8%	10075	52,0%	10224	52,4%	12418	52,7%
35< âge <=45	11419	26,7%	5977	23,5%	4543	23,5%	4801	24,6%	5677	24,1%
45< âge <=65	4283	10,0%	1951	7,7%	1342	6,9%	1478	7,6%	2046	8,7%
65> âge	102	0,2%	37	0,1%	16	0,1%	16	0,1%	35	0,1%
Effectifs exploités	40 244	94%	24 046	95%	19 054	98%	19 299	99%	23 211	99%
Effectif non exploitable	2 444		1 384		304		194		340	

Annexe 20 : Répartition des opérations financées par des PAS et PTZG dans les DOM par département et génération du 1er prêt mis en force
(déclarations arrêtées au 16/02/2016)

	2011		2012		2013		2014		2015	
Guadeloupe	6	2,3%	3	1,2%	13	5,2%	24	9,4%	20	7,9%
Martinique	50	18,9%	41	16,4%	44	17,7%	47	18,5%	31	12,3%
Guyane	8	3,0%	13	5,2%	27	10,9%	19	7,5%	25	9,9%
Réunion	201	75,8%	193	77,2%	164	66,1%	164	64,6%	177	70,0%
Ensemble	265	100%	250	100%	248	100%	254	100%	253	100%

Répartition par type d'opération

		2011	2012	2013	2014	2015
Neuf	Effectifs	166	230	248	253	249
	Coût moyen	150 356	156 327	171 313	178 610	189 187
	Montant moyen prêt	142 291	147 083	154 813	160 344	170 104
	<i>Dont PAS</i>	<i>94 800</i>	<i>97 495</i>	<i>111 753</i>	<i>118 326</i>	<i>125 004</i>
	Revenu moyen	2 058	2 200	2 642	2 791	2 867
Acquisition avec amélioration	Effectifs	16	4	0	0	1
	Coût moyen	135 593	n.s.	0	0	n.s.
	Montant moyen prêt	130 267	n.s.	0	0	n.s.
	<i>Dont PAS</i>	<i>106 230</i>	<i>n.s.</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s.</i>
	Revenu moyen	1 987	n.s.	-	-	n.s.
Acquisition seule	Effectifs	83	16	0	1	3
	Coût moyen	140 371	136 996	0	n.s.	n.s.
	Montant moyen prêt	127 637	108 263	0	n.s.	n.s.
	<i>Dont PAS</i>	<i>103 543</i>	<i>83 193</i>	<i>0</i>	<i>n.s.</i>	<i>n.s.</i>
	Revenu moyen	2 094	2 337	-	n.s.	n.s.
Ensemble	Effectifs	265	250	248	254	253
	Coût moyen	146 338	154 736	171 313	178 222	187 361
	Montant moyen prêt	136 975	144 351	154 813	160 028	168 580
	<i>Dont PAS</i>	<i>98 228</i>	<i>96 700</i>	<i>111 753</i>	<i>118 144</i>	<i>124 077</i>
	Revenu moyen	2 067	2 210	2 642	2 782	2 843

n.s. : non significatif

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2011 : 33%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%, 2015 : 25%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 21 : Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et PTZG dans les DOM par génération du 1er prêt mis en force
(déclarations arrêtées au 16/02/2016)

Taille du ménage

	2011	2012	2013	2014	2015
Personne seule	48 18,1%	31 12,4%	45 18,1%	59 23,2%	58 22,9%
2 personnes	46 17,4%	60 24,0%	64 25,8%	44 17,3%	62 24,5%
3 personnes	73 27,5%	56 22,4%	55 22,2%	68 26,8%	65 25,7%
4 personnes	61 23,0%	70 28,0%	63 25,4%	59 23,2%	49 19,4%
5 personnes	31 11,7%	26 10,4%	14 5,6%	22 8,7%	18 7,1%
6 personnes et plus	6 2,3%	7 2,8%	7 2,8%	2 0,8%	1 0,4%
Ensemble	265 100%	250 100%	248 100%	254 100%	253 100%
Taille moyenne	3,00	3,08	2,83	2,79	2,64

Situation familiale des emprunteurs

	2011	2012	2013	2014	2015
Marié ou vivant maritalement	170 64,2%	161 64,4%	139 56,0%	143 56,3%	151 59,7%
Seul	95 35,8%	89 35,6%	109 44,0%	111 43,7%	102 40,3%
Ensemble	265 100%	250 100%	248 100%	254 100%	253 100%

CSP des emprunteurs

	2011	2012	2013	2014	2015
Agriculteurs	6 2,3%	5 2,0%	3 1,2%	5 2,0%	1 0,4%
Artisans, commerçants	13 4,9%	6 2,4%	2 0,8%	4 1,6%	6 2,4%
Cadres	26 9,8%	22 8,8%	28 11,3%	30 11,8%	31 12,3%
Prof. Intermédiaires	62 23,4%	67 26,8%	46 18,5%	53 20,9%	51 20,2%
Employés	118 44,5%	114 45,6%	145 58,5%	139 54,7%	138 54,5%
Ouvriers	37 14,0%	33 13,2%	22 8,9%	10 3,9%	20 7,9%
Retraités	3 1,1%	2 0,8%	1 0,4%	4 1,6%	3 1,2%
Inactifs	0 0,0%	1 0,4%	1 0,4%	9 3,5%	3 1,2%
Ensemble	265 100%	250 100%	248 100%	254 100%	253 100%

Annexe 22 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations finançant des PAS et des PTZ garantis
(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en métropole)

Génération	Effectif	%APL Déclarés Bruts1	%APL Calculé2
2011	42 688	63%	46%
2012	25 430	58%	44%
2013	19 358	62%	42%
2014	19 493	58%	39%
2015	23 551	51%	32%

1-Calcul effectué selon les déclarations brutes faites par les établissements de crédit

2-Ce chiffre est le résultat d'un calcul interne à la SGFGAS, en raison d'anomalies constatées dans le renseignement des déclarations brutes faites par les établissements de crédit.

Annexe 23 : Caractéristiques des types de travaux et des zones des

Eco-prêts garantis de la génération 2015

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en France entière)

2015		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Zone A	Effectifs	10	6	0	0	16 (5.4%)
	Montant moyen prêté	16 449	24 422	0	0	19 439
	Coût moyen des travaux	19 124	28 853	0	0	22 773
	Durée moyenne du prêt	120	160	0	0	135
Zone B1	Effectifs	16	9	0	0	25 (8.5%)
	Montant moyen prêté	12 012	18 759	0	0	14 441
	Coût moyen des travaux	12 614	21 317	0	0	15 747
	Durée moyenne du prêt	104	160	0	0	124
Zone B2	Effectifs	32	13	0	2	47 (15.9%)
	Montant moyen prêté	14 796	23 099	0	ns	16 765
	Coût moyen des travaux	16 055	25 758	0	ns	18 531
	Durée moyenne du prêt	114	171	0	ns	128
Zone C	Effectifs	121	76	0	10	207 (70.2%)
	Montant moyen prêté	14 185	22 154	0	8 145	16 819
	Coût moyen des travaux	17 044	26 214	0	9 442	20 044
	Durée moyenne du prêt	106	147	0	92	121
Ensemble	Effectifs	179	104	0	12	295
	Montant moyen prêté	14 227	22 109	0	7 968	16 751
	Coût moyen des travaux	16 587	25 886	0	9 732	19 587
	Durée moyenne du prêt	108	152	0	90	123

n.s. : non significatif

Type de travaux

Bouquet 2 actions	179	60,7%
Bouquets 3 actions ou plus	104	35,3%
Performance globale	0	0,0%
Assainissement	12	4,1%

Ensemble	295	100%
-----------------	------------	-------------

Annexe 24 : Parts de marché des établissements producteurs d'Eco-prêts garantis de la génération 2015

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en France entière)

	Effectifs	Montant prêté (M€)	%
Banques Populaires (BPCE)	73	1,2	24,0%
Caisses d'Epargne (BPCE)	14	0,2	4,2%
Crédit Foncier de France	44	0,8	15,8%
Groupe BPCE	131	2,2	44,0%
Crédit Agricole	166	2,8	56,0%
LCL	0	0,0	0,0%
Groupe Crédit Agricole LCL	166	2,8	56,0%
Crédit Mutuel	0	0,0	0,0%
CIC	0	0,0	0,0%
Groupe Crédit Mutuel CIC	0	0,0	0,0%
BNP/PARIBAS	0	0,0	0,0%
BNP Paribas Personal Finance	0	0,0	0,0%
Groupe BNP	0	0,0	0,0%
Société Générale	0	0,0	0,0%
Ensemble	297	5,0	100%

NB: dans les autres onglets relatifs aux Eco-prêts garantis, seuls ceux que l'on retrouve dans la base des Eco-prêts sont étudiés, soit 295 Eco-prêts sur un total de 297 dans la base des prêts garantis

Annexe 25 : Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs
bénéficiant d'un Eco-prêt garanti de la génération 2015
(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en France entière)

2015		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	12	13	0	3	28
	Montant moyen prêté	15 449	22 499	0	ns	17 067
	Coût moyen des travaux	18 874	29 124	0	ns	21 611
	Durée moyenne du prêt	109	146	0	ns	114
Artisans, commerçants	Effectifs	8	6	0	1	15
	Montant moyen prêté	15 315	26 918	0	ns	18 936
	Coût moyen des travaux	22 915	35 049	0	ns	26 241
	Durée moyenne du prêt	104	158	0	ns	118
Cadres	Effectifs	15	8	0	0	23
	Montant moyen prêté	15 056	25 386	0	0	18 649
	Coût moyen des travaux	16 508	30 213	0	0	21 275
	Durée moyenne du prêt	112	147	0	0	124
Prof. Intermédiaires	Effectifs	32	21	0	0	53
	Montant moyen prêté	14 103	20 633	0	0	16 690
	Coût moyen des travaux	15 774	25 664	0	0	19 693
	Durée moyenne du prêt	111	160	0	0	131
Employés	Effectifs	50	31	0	2	83
	Montant moyen prêté	13 900	21 311	0	ns	16 333
	Coût moyen des travaux	16 258	22 768	0	ns	18 297
	Durée moyenne du prêt	108	159	0	ns	124
Ouvriers	Effectifs	33	13	0	1	47
	Montant moyen prêté	14 429	22 866	0	ns	16 456
	Coût moyen des travaux	15 837	24 916	0	ns	18 011
	Durée moyenne du prêt	116	152	0	ns	124
Retraités	Effectifs	24	6	0	3	33
	Montant moyen prêté	13 635	21 104	0	ns	13 753
	Coût moyen des travaux	15 896	24 143	0	ns	15 950
	Durée moyenne du prêt	99	104	0	ns	91
Inactifs	Effectifs	5	6	0	2	13
	Montant moyen prêté	12 630	20 741	0	ns	14 431
	Coût moyen des travaux	17 990	24 670	0	ns	18 306
	Durée moyenne du prêt	77	150	0	ns	99
Ensemble	Effectifs	179	104	0	12	295
	Montant moyen prêté	14 227	22 109	0	7 968	16 751
	Coût moyen des travaux	16 587	25 886	0	9 732	19 587
	Durée moyenne du prêt	108	152	0	90	123

n.s. : non significatif

Annexe 26 : Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques des Eco-prêts garantis de la génération 2015

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en France entière)

2015		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
H1a	Effectifs	21	12	0	1	34
	Montant moyen prêté	16 785	21 490	0	ns	18 150
	Coût moyen des travaux	19 489	26 301	0	ns	21 759
	Durée moyenne du prêt	118	152	0	ns	127
H1b	Effectifs	4	2	0	0	6
	Montant moyen prêté	19 707	ns	0	0	18 105
	Coût moyen des travaux	24 393	ns	0	0	22 928
	Durée moyenne du prêt	120	ns	0	0	120
H1c	Effectifs	6	3	0	0	9
	Montant moyen prêté	17 509	ns	0	0	18 966
	Coût moyen des travaux	19 034	ns	0	0	20 905
	Durée moyenne du prêt	108	ns	0	0	109
H2a	Effectifs	4	3	0	2	9
	Montant moyen prêté	14 669	ns	0	ns	13 684
	Coût moyen des travaux	14 720	ns	0	ns	13 719
	Durée moyenne du prêt	105	ns	0	ns	121
H2b	Effectifs	19	13	0	1	33
	Montant moyen prêté	13 549	22 799	0	ns	16 994
	Coût moyen des travaux	16 204	24 928	0	ns	19 361
	Durée moyenne du prêt	103	162	0	ns	124
H2c	Effectifs	111	65	0	8	184
	Montant moyen prêté	13 707	22 482	0	8 455	16 579
	Coût moyen des travaux	16 245	26 716	0	10 077	19 676
	Durée moyenne du prêt	106	153	0	102	122
H2d	Effectifs	2	1	0	0	3
	Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	ns
	Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	ns
	Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	ns
H3	Effectifs	12	5	0	0	17
	Montant moyen prêté	12 142	24 919	0	0	15 900
	Coût moyen des travaux	12 604	24 919	0	0	16 226
	Durée moyenne du prêt	115	156	0	0	127
Ensemble	Effectifs	179	104	0	12	295
	Montant moyen prêté	14 227	22 109	0	7 968	16 751
	Coût moyen des travaux	16 587	25 886	0	9 732	19 587
	Durée moyenne du prêt	108	152	0	90	123

n.s. : non significatif

**Annexe 27 : Caractéristiques des types de travaux et des périodes d'achèvement
des Eco-prêts garantis de la génération 2015**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en France entière)

2015		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Avant 1949	Effectifs	60	46	0	7	113
	Montant moyen prêté	14 626	22 890	0	7 880	17 572
	Coût moyen des travaux	17 917	26 806	0	9 072	20 988
	Durée moyenne du prêt	108	151	0	89	125
Entre 1949 et 1974	Effectifs	67	29	0	2	98
	Montant moyen prêté	14 361	22 999	0	ns	16 802
	Coût moyen des travaux	16 861	26 843	0	ns	19 649
	Durée moyenne du prêt	111	154	0	ns	124
Entre 1975 et 1989	Effectifs	52	29	0	3	84
	Montant moyen prêté	13 593	19 981	0	ns	15 587
	Coût moyen des travaux	14 701	23 469	0	ns	17 630
	Durée moyenne du prêt	105	152	0	ns	120
Ensemble	Effectifs	179	104	0	12	295
	Montant moyen prêté	14 227	22 109	0	7 968	16 751
	Coût moyen des travaux	16 587	25 886	0	9 732	19 587
	Durée moyenne du prêt	108	152	0	90	123

n.s. : non significatif

**Annexe 28 : Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement
et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2015**

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en France entière)

2015			Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Nature du logement	Maison individuelle	Effectifs	172	103	0	12	287
		Montant moyen prêté	14 420	22 178	0	7 968	16 934
		Coût moyen des travaux	16 868	25 991	0	9 732	19 844
		Durée moyenne du prêt	108	153	0	90	123
	Appartement	Effectifs	7	1	0	0	8
		Montant moyen prêté	9 487	ns	0	0	10 176
Coût moyen des travaux		9 702	ns	0	0	10 369	
	Durée moyenne du prêt	112	ns	0	0	109	
Occupation du logement	Par le propriétaire	Effectifs	176	101	0	12	289
		Montant moyen prêté	14 232	22 052	0	7 968	16 705
		Coût moyen des travaux	16 633	25 654	0	9 732	19 499
		Durée moyenne du prêt	108	151	0	90	122
	En location	Effectifs	2	2	0	0	4
		Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	17 938
		Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	25 199
		Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	150
	Mis à disposition gratuitement	Effectifs	1	1	0	0	2
		Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	ns
		Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	ns
		Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	ns
Vacant	Effectifs	0	0	0	0	0	
	Montant moyen prêté	0	0	0	0	0	
	Coût moyen des travaux	0	0	0	0	0	
	Durée moyenne du prêt	0	0	0	0	0	
Commanditaire des travaux	Bénéficiaire	Effectifs	177	103	0	12	292
		Montant moyen prêté	14 246	22 046	0	7 968	16 740
		Coût moyen des travaux	16 634	25 859	0	9 732	19 604
		Durée moyenne du prêt	108	152	0	90	123
	Copropriété	Effectifs	0	1	0	0	1
		Montant moyen prêté	0	ns	0	0	ns
		Coût moyen des travaux	0	ns	0	0	ns
		Durée moyenne du prêt	0	ns	0	0	ns
	Bénéficiaire et copropriété	Effectifs	2	0	0	0	2
		Montant moyen prêté	ns	0	0	0	ns
		Coût moyen des travaux	ns	0	0	0	ns
		Durée moyenne du prêt	ns	0	0	0	ns
Ensemble		Effectifs	179	104	0	12	295
		Montant moyen prêté	14 227	22 109	0	7 968	16 751
		Coût moyen des travaux	16 587	25 886	0	9 732	19 587
		Durée moyenne du prêt	108	152	0	90	123

n.s. : non significatif

Annexe 29 : Caractéristiques des types de travaux des opérations PAS et Eco-prêts garantis sur la génération 2015

(déclarations arrêtées au 16/02/2016 en France entière)

2015	Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Effectifs	16	17	0	4	37
Montant moyen prêté	122 246	130 334	0	115 312	125 213
Coût moyen des travaux	15 253	23 439	0	8 206	18 252
Coût moyen d'opération	119 123	118 564	0	112 324	118 131